

Les fins d'empires : quatre disparus de la Grande Guerre

# Le Monde

15, rue Falguière, 75001 Paris Cedex 15

QUARANTE-NEUVIÈME ANNÉE - N° 14786 - 7 F

SAMEDI 22 AOÛT 1992

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MERY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

BOURSE

Dans son discours de clôture à la convention républicaine

## M. Bush s'est fixé pour objectif de gagner la « bataille économique »

Dénigrez...

**DÉSEMPARÉS** devant leur défaite dans les sondages, les républicains contre-attaquent. Ils le font essentiellement sur le mode négatif. Incapables de dire ce que M. George Bush ferait d'un second mandat, les stratèges du parti ont presque tout mis sur une campagne de dénigrement visant la personnalité du candidat démocrate, M. Bill Clinton. Le caractère systématique de cette offensive « ad hominem » indique que celle-ci a été pour le moins approuvée par le président sortant.

Les créateurs qui se sont succédés à la tribune de Houston ont utilisé les mêmes expressions codées pour ancrer dans l'esprit des électeurs l'idée que M. Clinton était un homme sur lequel on ne pouvait pas compter. Jouant sur le fait que le candidat démocrate s'était échappé par deux sa légitimité à la guerre du Vietnam, et qu'il n'a pas catégoriquement démenti les rumeurs selon lesquelles il aurait été infidèle à sa femme, les républicains ont cherché à présenter M. Clinton comme un personnage douteux, aussi bien sur le plan du patriotisme que sur celui de la moralité. Ce martèlement assénés, voire prodigués, a débuté par résultat. La note de popularité de M. Clinton a commencé à baisser.

M. Bush - dont le discours sublimait « toute la réputation qu'il lui avait si bien réussi en 1988. Au coude à coude dans les sondages avec son concurrent de l'époque, M. Michael Dukakis, il avait lancé contre lui une campagne pernicieuse, l'accusant de mollesse face à la délinquance. Cet argument est difficile à utiliser contre M. Clinton, qui a laissé entendre des condamnés à mort dans l'État de l'Arkansas, dont il est le gouverneur.

C'est la fibre morale de ce dernier qui est mise en doute, quand ce n'est pas la solidité du couple qu'il forme avec sa femme Hillary. Alors l'épouse du vice-président, M<sup>me</sup> Marilyn Quayle, s'est-elle déclarée que, dans sa classe d'âge, « tout le monde n'est pas descendu dans les rues pour manifester, n'a pas pris de drogue, n'a pas participé à la révolution sexuelle ou esquissé l'appel aux les draps ». L'allusion à M. Clinton était transparente : n'a-t-il pas avoué avoir fumé une fois de la marijuana lorsqu'il était étudiant ?

La palme revient au prédicateur Pat Robertson. Il a affirmé que M. Clinton et son épouse avaient « un plan radical visant à détruire la famille traditionnelle et à confier le rôle de celle-ci au gouvernement fédéral ». Le candidat démocrate n'a évidemment aucun projet de ce genre, mais le but est toujours d'instiller le doute dans l'opinion.

Il n'est pas sûr que celle-ci réagisse de la même façon qu'en 1988. M. Clinton, qui est plus pugnace que M. Dukakis, a aussitôt répliqué à ces insinuations, alors que son prédécesseur avait à tort choisi de faire le gros dos. Un des créateurs de Houston, représentant une question posée avec succès en 1980 par M. Reagan face à M. Carter, a demandé à l'auditoire si l'Amérique était en meilleur état qu'il y a quatre ans. La salle a évidemment répondu par l'affirmative. Le problème, pour M. Bush, est que la majorité des Américains n'ont pas aussi sûr...

Dans le discours qu'il a prononcé, jeudi 20 août, en clôture de la convention républicaine de Houston, M. George Bush s'est fixé pour objectif, s'il est réélu, de « gagner la bataille économique ». Mais il s'est contenté d'annoncer une baisse des impôts, à condition que le Congrès réduise les dépenses dans les mêmes proportions. M. Bush, dont le retard sur son concurrent démocrate tend à diminuer, n'a pas ménagé ses attaques contre M. Clinton.

HOUSTON

de nos envoyés spéciaux

M. George Bush a tenté, jeudi soir 20 août, de redresser une fortune électorale chancelante sur le terrain même où il est le plus attaqué, l'état de l'économie. Son discours d'acceptation de l'investiture, qui lui avait été accordée la veille par la convention républicaine de Houston, marque un changement de priorité : le candidat républicain annonce que son second mandat sera d'abord consacré à la situation intérieure, même s'il entend que les États-Unis restent une « superpuissance ».

Le président sortant a affirmé que le « nouveau défi de l'Amérique est de gagner la bataille de la concurrence économique ». Il n'ignore pas que les entrepreneurs et les consommateurs américains n'ont pas le moral, qu'ils ont besoin de reprendre confiance.

DOMINIQUE DHOMBRES et ALAIN FRACHON

Lire la suite et nos informations page 4



Lire aussi

George Bush, Harry Truman et le Congrès par MARTINE JACOT

Une réduction des impôts aggraverait un déficit budgétaire déjà important par ALAIN VERNHOLLES page 4

### Nouveaux combats à Sarajevo

Deux passants ont été tués, et une dizaine d'autres blessés, vendredi matin 21 août, par l'explosion de plusieurs obus sur un marché du centre de Sarajevo. La nuit précédente avait été marquée par de nouveaux combats et des tirs d'artillerie qui ont provoqué l'incendie d'un bâtiment de la FOR-PRONU et de l'ancien siège du gouvernement de la Bosnie-Herzégovine.

Après la France et la Grande-Bretagne, l'Italie a fait savoir qu'elle était disposée à envoyer plus de mille hommes en Bosnie.

Lire l'article de FRANÇOISE CHIPAUX et nos informations page 3

## Liban : les élections de la discorde

Du fait de l'occupation syrienne, le scrutin législatif, qui commence dimanche 23 août ne fera qu'aggraver la crise politique et économique

BEYROUTH

de notre correspondant

Les élections législatives libanaises, les premières depuis vingt ans, qui commencent le dimanche 23 août pour, théoriquement, s'achever le 6 septembre, auront lieu, sauf coup de théâtre de dernière minute, enver et contre tout.

Mais loin d'être un succès, ou un vecteur de la normalisation et de la réactivation de la vie publi-

que au Liban, c'est-à-dire de sceller l'entente, et de marquer un retour à la démocratie, elles sont devenues, au contraire, un facteur de discorde. Considérées par une bonne partie de la population comme une parodie de démocratie, elles se réduisent à un bras de fer que le pays, enfoncé par ailleurs dans une crise économique et monétaire sans pareil même aux pires jours de la guerre, ne peut se permettre.

En prélude à ces élections, une grève générale de trois jours devait paralyser dès vendredi l'ex-réduit chrétien incluant Beyrouth-Est et la « zone de sécurité » sous occupation israélienne, mais être ignorée dans le reste du pays. La suite se présente comme un grand saut dans l'inconnu.

LUCIEN GEORGE

Lire la suite et le point de vue de DANIEL RONDEAU « La France, le Liban et la Syrie » page 5

## LE MONDE diplomatique

Août 1992

- **ALGÉRIE** : Vers une économie de guerre, par Larbi Talha. - Pactes avec les islamistes, par Luc-Willy Deheval. - Les sous-amibules, les affairistes et les inquisiteurs, par Jean-Louis Hurst.
- **YOUgoslavie** : Le matin des tribus, par Ignacio Ramonet. - La dérive d'une Croatie « ethniquement pure », par Catherine Samary.
- **RUSSIE** : La Fédération menacée par les « émissaires du royaume », par János A. Medvedev. - Moscou, cœur d'un nouvel empire de la drogue, par Alexandre Daskewitch et Dimitri de Kochko.
- **IRAN** : L'heure de la reconstruction tarde à venir, par Laurent Lamote.
- **SOCIÉTÉ** : Enlèvements d'enfants et trafic d'organes, par Matt Pinero.
- **MÉDIAS** : Les séries américaines dépriment M. Bush, par Serge Halimi. - Un nouveau spectacle, les procès télévisés, par Yves Eudes.
- **GUYANE** : Danger d'explosion, par Maurice Lemoine.
- **UN ETHNOLOGUE A EURO DISNEYLAND**, par Marc Augé.

En vente chez votre marchand de journaux - 20 F

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA; Maroc, 8 DH; Tunisie, 750 m; Allemagne, 2,50 DM; Autriche, 26 SCH; Belgique, 40 FB; Canada, 2,25 \$ CAN; Antilles-Réunion, 9 F; Côte d'Ivoire, 486 F CFA; Danemark, 14 KRD; Espagne, 120 PTA; G.-B., 85 p; Grèce, 220 DR; Hongrie, 120 F; Italie, 2.200 L; Luxembourg, 42 FL; Norvège, 14 KRN; Pays-Bas, 2,75 FL; Portugal, 170 ESC; Sénégal, 450 F CFA; Suisse, 15 KRS; Suède, 1,90 PK; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.

## Paganisme, le retour

Dieu revient ? Le démon aussi, et avec lui la magie la sorcellerie, l'ésotérisme, l'astrologie, les rituels de possession et de guérison

par Henri Tincq

Il aurait bonne mine, Gagarine, s'il revenait sur terre ! On se souvient qu'à l'époque du communisme « triomphant » le premier homme dans l'espace avait fait rire, à peu de frais, les athées du monde entier, en feignant de s'étonner de n'avoir pas rencontré Dieu durant son vol.

Aujourd'hui, pour le meilleur et souvent pour le pire, Dieu est partout. Au pays de Gagarine, dans la « sainte Russie », mais aussi à Barcelone, où l'on n'avait jamais vu autant d'athées se signer avant une épreuve olympique, dans la campagne présidentielle américaine, chez Ayrton Senna, François Verru ou Peco Rabanne, sur les affiches du Paris-Saint-Germain (1). Entre le saïre des cadres et les prix dans l'immobilier, il fait la « une » des news-magazines. Et, même entaché d'un grossier plagiat, le livre *Dieu et la science* des frères Bogdanov et de Jean

Guillon fut l'un des best-sellers de l'an dernier.

Le paradoxe est diagnostiqué depuis longtemps par les spécialistes. Le déclin - inégale - des grandes religions traditionnelles a favorisé l'explosion de bouffées d'intégrisme, mais aussi d'un cocktail de religiosité sauvage, de sectarisme irrationnel, de mysticisme « oriental », d'utopie moderniste aux couleurs clinquantes du Nouvel Âge. Devant la décrépitude des idéologies séculières et le « désenchantement du monde », l'homme chercherait à « ré-enchanter la nature », comme dit Jean-Louis Schlegel, rédacteur d'*Esprit*.

Mais ce stade de la remontée douce du religieux n'est-il pas déjà dépassé, au profit d'une sorte de polythéisme païen qui intrigue de plus en plus sociologues, prêtres et psychologues ?

Lire la suite page 7

(1) Le PSG invite ses supporters à la « messe du samedi 20 à 30 » au Parc des Princes, pour y défendre « l'esprit de club ».

POINT

L'élimination des déchets page 8

SANS VISA

Rabelais

le vendangeur de mots

Parcours en Touraine et en Vendée en compagnie de l'écrivain François Bon, qui propose une nouvelle lecture de l'auteur de *Pantagruel*.

■ Escalier. ■ La table. ■ Jeux.

pages 9 à 12

Le sommaire complet se trouve page 20

## « Destruction » capitaliste en Saxe

La privatisation des industries de l'ex-Allemagne de l'Est a provoqué un chômage massif. L'économie de marché a son amère logique...

LEIPZIG

de notre envoyé spécial

Sinueuse, la petite route qui mène au site industriel de Karsdorf est bordée de vignes. Dans cette partie de la Saxe-Anhalt, l'un des cinq Länder de l'ancienne RDA, l'agriculture a été particulièrement choyée. Les alentours de l'axe routier Leipzig-Halle sont couverts, à perte de vue, de cultures tirées au cordeau. Environ 50 kilomètres à l'est de l'ancienne capitale des foires, au détour d'un des nombreux petits villages qui rythment le paysage, surgit, insolite, le gigantesque complexe de la cimenterie. Ses huit cheminées se dressent vers le ciel, démesurées : au pied de ces colossales sentinelles, la vallée s'étend, vaste, entièrement conquise par la VEB Zeiment Karsdorf.

L'enchevêtrement des structures métalliques a poussé ici

pendant plus d'un demi-siècle, chargeant l'espace d'un complexe réseau aérien de transport du sable, gagnant au sol des hectares de surface. Aux abords du combinat, les immenses trous béants des carrières attestent que la colline a longtemps nourri la cimenterie. Le village de Karsdorf, le plus ancien de la vallée, s'est peu à peu, au fil de la croissance industrielle, adjoint deux autres communes. Les hommes aussi ont nourri l'usine.

Au total, plus de 16 kilomètres carrés ont été investis par le conglomérat. Au centre, trois usines, construites côte à côte, au rythme des plans de production : la première en 1927, la seconde dans les années 50, la dernière en 1973. A plein régime, les douze fours ont fonctionné ici ensemble, livrant à l'ancienne RDA près de 4 millions de tonnes de ciment par an, le tiers de sa production nationale. En 1989, le

complexe tournait encore dans sa totalité, continuant à faire vivre, au-delà de ses activités de production de ciment, tout le bassin d'emploi qui s'était peu à peu greffé, structuré autour de lui.

Mais depuis deux ans, le site vit à l'heure de l'économie de marché. En juillet 1990, la cimenterie a été rachetée par le groupe français Lafarge Coppée. Objectif du repreneur : réorganiser le site de production afin d'être présent sur le marché « porteur » des cinq nouveaux Länder. Selon les estimations du groupe, sur les sept millions de logements que compte actuellement l'ancienne Allemagne de l'Est - pour 16,7 millions d'habitants - la moitié datent d'avant 1945 : 20 % d'entre eux ne peuvent être réhabilités et sont à reconstruire.

OLIVIER PIOT

Lire la suite page 16

M0147 - 0822 0 - 7.00 F





# LES FINES D'EMPIRES

Le premier conflit mondial a brutalement conforté la vieille loi historique : la guerre détruit les empires. Des dissensions intestines peuvent sans doute les miner au préalable. Mais l'adversité les abat. En voici la sanglante et quadruple démonstration à l'aube de notre siècle.

Par JEAN-JACQUES BECKER

Le 21 novembre 1916, dans son palais de Schönbrunn, François-Joseph, l'empereur d'Autriche-Hongrie, meurt après soixante-huit ans de règne. Deux ans plus tard, en novembre 1918, son successeur et neveu Charles abandonne ses pouvoirs, le 11 en Autriche et le 13 en Hongrie. Déjà, le 9, Guillaume II, le Kaiser allemand, avait dû abdiquer et s'enfuir aux Pays-Bas. Quant au tsar de Russie Nicolas II, il avait été exécuté par les bolcheviks le 17 juillet.

Guillaume II de Hohenzollern, François-Joseph de Habsbourg, Nicolas II Romanov, incarnent l'Europe centrale et orientale à la veille de 1914. Leurs États en couvraient la totalité du Rhin à l'Oural, et le principe dynastique était très fort. Par bien des côtés, même si l'Allemagne était devenue la principale puissance industrielle européenne, il s'agissait encore d'une Europe aristocratique. François-Joseph, profondément conservateur, homme de devoir, désespérément terne, gérait avec une grande circonspection son Empire, agrégé de plus de dix nationalités. Guillaume II était pètri d'orgueil, convaincu de sa mission, intelligent, bavard impénitent, matamore, fantasque, mais il était au fond prudent. Quant à Nicolas II, un homme simple, réactionnaire borné comme son père Alexandre III, sans en avoir les qualités de caractère, il était plutôt pacifique.

Sur ces trois empires reposait l'équilibre européen, et aucun des trois souverains n'avait l'intention de le remettre en cause. En revanche, un quatrième empire, l'Empire ottoman, n'avait cessé tout au long du dix-neuvième siècle de perdre du terrain dans les Balkans, et le retrait de la vague turque laissait derrière elle une zone de grande instabilité où intérêts russes et autrichiens pouvaient s'affronter. Dans l'Empire turc, en théorie, le pouvoir appartenait à Mehmet V, qui depuis 1909 avait remplacé son frère Abdouhamid II, déposé pour excès d'autoritarisme, mais il était en fait dans les mains des Jeunes-Turcs, nationalistes et modernistes, qui entendaient redresser l'« homme malade », aux restes encore imposants, depuis les Dardanelles jusqu'au golfe Persique, depuis la mer Noire jusqu'aux frontières de l'Égypte et au Yémen.

Ces quatre empires, la Grande Guerre allait les tuer. Les responsabilités de l'Empire austro-hongrois et de l'empereur François-Joseph sont lourdes, on le sait, dans le déclenchement du conflit. Lorsque, le 28 juin 1914, un patriote bosniaque, Gavrilo Prinsip, avait assassiné à Sarajevo l'archiduc héritier François-Ferdinand, il ne se doutait pas qu'il allait provoquer une guerre mondiale, et pourtant il venait de planter une torche allumée dans le baril de poudre des Balkans. Car les rapports austro-serbes étaient un des points les plus sensibles de la politique européenne. Ils s'étaient gâtés quand, en 1878, l'Autriche avait occupé le territoire jusqu'alors turc de la Bosnie-Herzégovine et qu'elle était devenue le principal obstacle aux aspirations nationales serbes. Au surplus, après qu'un groupe d'officiers eurent assassiné en 1903 le roi de Serbie Alexandre Obrenovitch et sa femme dans des conditions particulièrement abominables, Pierre Karageorgovitch - Pierre I<sup>er</sup> - le seul souverain de l'histoire serbe à ne pas être mort assassiné - avait accédé au trône, il donnait à la politique extérieure de la Serbie une impulsion nouvelle, à la fois pan-serbe et aussi « yougoslave », dans le but de réunir l'ensemble des Slaves du Sud. La politique très nationaliste du nouveau roi, cette aspiration à une Grande Serbie, étaient d'autant plus inquiétantes pour l'Autriche-Hongrie que Croates catholiques et Serbes orthodoxes, traditionnellement opposés, s'étaient rapprochés.

Il ne semble pas que les terroristes de Sarajevo aient été inspirés par la Main noire, une des principales organisations nationalistes serbes, dont on disait qu'elle était encouragée et financée par le gouvernement russe. Mais ils avaient reçu leur armement de Serbie, où, d'ailleurs, les officiers trouvaient l'attitude du gouvernement trop molle envers l'Autriche-Hongrie. Or, à Vienne, un parti belliciste, derrière le chef d'état-major, le général Conrad von Hötzendorf, était partisan de profiter de l'événement pour enfin régler son compte à la Serbie. François-Joseph se laissa circonvenir. À partir de là, à une vitesse folle, après que le 23 juillet le gouvernement austro-hongrois eut adressé un ultimatum inacceptable à la Serbie, l'implacable mécanique des alliances se mettait en marche et précipitait toute l'Europe dans une guerre

imprévue. L'Autriche-Hongrie et l'Allemagne, qui l'avaient encouragée, avaient pu croire à un conflit limité dans les Balkans. Mais l'un et l'autre empire n'avaient pas pu - surtout l'Allemagne - ne pas se rendre compte qu'ils prenaient le risque d'un grand conflit européen.

La seule véritable anomalie fut que l'Empire ottoman y soit entraîné. Rien ne l'empêchait en effet de rester neutre, d'autant que s'allier avec les puissances centrales contre l'ennemi héréditaire russe, c'était en même temps prendre position contre l'allié héréditaire anglais. Après plusieurs mois d'intrigues entre les diverses factions des Jeunes-Turcs, la décision qui devait se révéler fatale fut prise sous l'influence d'Enver Pacha, ministre de la défense, pro-allemand et violemment anti-russe. Son nationalisme était « pan-turc », c'est-à-dire qu'il rêvait de rassembler toutes les populations turques jusqu'au Turkestan sous domina-

## 29. - Quatre disparus de la Grande Guerre

La signature, le 28 juin 1914, du traité de Vienne, dans la galerie des Glaces.

tion russe. La flotte turque, renforcée par deux puissants navires de guerre allemands, le *Göben* et le *Breslau*, réfugiés en Turquie, força la main du gouvernement en attaquant des navires russes en mer Noire. La guerre commença officiellement le 2 novembre 1914.

Aucun de ces quatre empires n'avait un instant pensé qu'il jouait son destin en entrant dans la guerre, au contraire. Et pourtant ! L'Empire russe fut le premier à montrer des signes de faiblesse. L'industrie et les transports étaient insuffisants pour fournir et acheminer les armes, les équipements, les munitions dont son armée avait besoin, et la plupart des ministres, incouverts et corrompus, faisaient preuve d'une incompétence rare. La situation s'aggrava encore quand le tsar Nicolas II, le 24 août 1915, décida de prendre lui-même le commandement de l'armée et de s'installer au grand quartier général, près de Mohilev. Il était incapable sur le plan militaire (comme, au reste, sur bien d'autres plans), mais cela n'avait pas grande importance, car le commandement dépendait du chef d'état-major, le général Alekseïev. En revanche, cela lui permettait de vivre à la campagne, ce qu'il aimait, et de s'éloigner des affaires de l'État, qui l'ennuyaient.

Le tsar donnait donc l'impression d'être en vacances, et pendant ce temps le gouvernement était assuré (si l'on peut dire) en théorie par sa femme Alexandra, dans la pratique par un moine inculte, Grigori Raspoutine, qui avait littéralement ensorcelé l'impératrice en lui promettant la guérison de son fils, hémo-phile. La plupart des activités de l'État, la santé, les industries de guerre, avaient été prises en charge par des associations privées. Ajoutons à cela la hausse des prix et, surtout, la pénurie, qui provoquait le mécontentement populaire et celui des classes moyennes : tout était en place pour un changement de pouvoir.

Lorsque des mouvements révolutionnaires éclatèrent à Petrograd à la fin du mois de février 1917, le tsar, parfaitement inconscient, croit d'abord qu'il lui suffit d'ordonner le retour au calme pour s'apercevoir ensuite qu'il n'est même plus capable de rejoindre sa capitale. Quand un gouvernement provisoire se met en place, pressé par ses généraux il est obligé d'abdiquer le 2 mars 1917. Le pouvoir ancien s'efface littéralement en quelques jours. Il n'y eut pratiquement personne, dans un premier temps, pour défendre le trône.

Deuxième empire à faiblir, l'austro-hongrois. Non en raison d'un soulèvement des « nationalités » s'il y eut des cas de désertion, en particulier d'unités tchèques, globalement l'armée tint bon, et même les réserves montrèrent finalement plus de qualités que l'armée d'active, déclinée au début de la guerre. L'Em-

pire austro-hongrois fut littéralement asphyxié par le blocus allié et paralyté moins par ses divisions internes, liées aux multiples nationalités, que par la volonté de sa composante hongroise de profiter des circonstances pour se séparer de l'Autriche et reconstituer la Hongrie « historique », avec toutes ses dépendances nationales, slovaque, croate ou roumaine. En 1918, l'Autriche-Hongrie est à bout de forces, ravagée par la dépréciation monétaire, par la hausse des prix, par la pénurie allant jusqu'à la famine dans les villes autrichiennes, endeuillée par plus d'un million de morts et de disparus, partagée de façon assez égale entre les diverses nationalités. Les populations, dont la loyauté envers la monarchie avait surpris, ne comprennent plus le sens d'une guerre sans issue et en rendent responsable le régime. Dès le début de 1918, la situation intérieure devient très instable, avec de grands mouvements de grèves dans les usines. Au mois d'octobre 1918, l'Empire se désagrégea de l'intérieur. La guerre et les difficultés qu'elle avait entraînées en étaient les principales causes.

La Turquie, elle, dut combattre sur Dardanelles, dans le Caucase, en Mésopotamie, en Palestine. Dépourvue de moyens de transport modernes, il lui fut très difficile de transférer des forces d'un front à un autre et de leur assurer les équipements et le ravitaillement minimum. Les soldats, frappés par la malnutrition et par les épidémies, moururent davantage de maladie que des combats. Ainsi, la situation du pays devint très vite effrayante. La Turquie est probablement le pays qui a subi les plus grandes souffrances. En 1917 puis en 1918, les Britanniques, à partir de l'Égypte, passèrent à l'offensive en Palestine. Les Turcs n'avaient plus les moyens de résister : ils s'enfuyèrent. Ils capitulèrent le 30 octobre 1918, après que la défection de la Bulgarie eut permis à l'armée alliée d'Orient de menacer les Dardanelles par la voie terrestre. Le principal dirigeant jeune-turc, Enver Pacha, qui avait lancé son pays dans la guerre, s'enfuyait sur un bateau allemand. En 1922, c'était au tour du sultan de partir en exil sur un navire britannique. Dépossédé de ses territoires arabes, l'Empire ottoman n'existait plus. La République turque était proclamée en octobre 1923.

À la fin de 1918, l'Allemagne était également aux abois. Au printemps, après avoir contraint la Russie bolchevique à accepter les conditions léonines du traité de Brest-Litovsk, le commandement allemand crut tenir la victoire sur le front occidental. Mais l'arrivée massive des Américains changea définitivement le rapport des forces. À la fin du mois de septembre, le général Ludendorff, craignant pour son armée, exigeait que l'armistice soit demandé sans tarder. Depuis 1917, le manque de ravitaillement, la misère générale, avaient souvent provoqué une vive agitation, mais dans l'ensemble la population avait tenu. Or, en octobre 1918, elle

est consciente que la guerre est perdue. Peu de temps après ses alliés, l'Allemagne capitulait à son tour. Après la fuite du Kaiser, la République était proclamée. L'Empire allemand et la dynastie des Hohenzollern avaient disparu.

Quatre empires venaient de s'écrouler d'un coup. Même en 1815, la carte politique et territoriale de l'Europe n'avait pas été balayée par un pareil coup de faux. Pour rétablir l'équilibre ébranlé par une aussi formidable secousse, les vainqueurs croyaient posséder une « potion magique » : le principe des nationalités et le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. En d'autres termes, ils pensaient - et surtout le président des États-Unis, Woodrow Wilson - assurer la paix du monde en achevant l'œuvre du dix-neuvième siècle : donner aux nations le cadre adapté à chacune d'entre elles. Les meilleurs principes ont pourtant souvent des conséquences perverses et, dans ce cas, une des principales conséquences de l'impossibilité pratique de faire coïncider les frontières des États avec les embrouillées de nationalité et de langue centrale et balkanique, fut d'engendrer des nationalismes frustrés.

Un empire fut rayé de la carte, l'Empire austro-hongrois. Le pilier de l'Europe centrale était remplacé par des soliveaux agressifs. L'Empire ottoman disparaissait laissant la place à une Turquie « turque », affreusement purgée de ses Arméniens, massacrés, de ses Grecs, chassés, et de ses Arabes, dont l'histoire sans éclat depuis tant de siècles allait se remplir de bruits et de fureurs. L'Empire russe n'existait plus. Mais, même rejetée vers l'est, la Russie bolchevique était encore maîtresse d'immenses territoires et restait à l'affût pour récupérer ce qu'elle avait perdu, et avec usure si c'était possible. L'empereur Guillaume II attendit la mort pendant vingt-trois ans dans le château hollandais de Doorn. Le traité de Versailles laissait une Allemagne amoindrie territorialement, dépossédée de ses colonies, mais à la puissance économique intacte et gonflée du sentiment de l'injustice. Il ne fallut pas beaucoup d'efforts pour transformer ce sentiment de frustration en un courant nationaliste dévastateur.

La France était victorieuse et fière. Mais elle n'était pas rassurée, et elle avait bien raison.

### POUR EN SAVOIR PLUS

- *Histoire de l'Europe*, sous la direction de Jean Carpentier et François Lebrun, Le Seuil, 1990 et 1992.
- *Atlas des peuples d'Europe centrale*, d'André et Jean Selier, La Découverte, 1991.
- *La Première Guerre mondiale*, sous la direction de Paul-Marie de la Gorce, Flammarion, 1991.
- *La Chute de l'Empire austro-hongrois (1916-1918)*, de Bernard Michel, Robert Laffont, 1991.
- *Nations et nationalisme depuis 1870*, d'Eric Hobsbawm, Gallimard, 1992.



# ÉTRANGER

Avant la conférence de Londres sur le conflit dans l'ex-Yougoslavie

## La France et l'Allemagne s'efforcent de coordonner leurs positions

Les ministres français et allemand des affaires étrangères, MM. Roland Dumas et Klaus Kinkel, se sont concertés, jeudi 20 août à Hechingen, en vue de la conférence internationale sur l'ex-Yougoslavie, qui se tiendra à Londres du 26 au 28 août.

Paris et Bonn cherchent à accorder leurs positions sur l'embargo contre la Serbie et le Monténégro que l'Allemagne voudrait voir renforcé et élargi à tous « les territoires tenus par les Serbes ». Alors que M. Dumas a jugé cette rencontre bilatérale « utile pour montrer à nos partenaires que le tandem franco-allemand fonctionne bien », le chef de la diplomatie de Bonn a souligné la nécessité de parvenir à une « position commune des principaux pays européens et des États directement concernés ».

Les deux ministres ont réaffirmé que la conférence de Londres ne reconnaîtrait pas les conquêtes territoriales opérées par la force et ont dénoncé une nouvelle fois la

« théorie honteuse de la purification ethnique ». Ils entendent également réaffirmer « une affirmation claire et sans ambiguïté sur les camps dont l'existence ne peut être admise en cette fin de XX<sup>e</sup> siècle ». Soulignant que la conférence devrait « se charger des problèmes de fond », à savoir des « droits mais aussi de la protection des minorités », M. Dumas a annoncé que la France formulera à Londres « quelques suggestions ». Pour le ministre français, « les minorités n'ont pas confiance en la protection que leur promettent les autorités des Républiques indépendantes et c'est aussi cela (...) qui est à l'origine de la purification ethnique ».

Si Bonn et Paris ne semblent pas nourrir d'espoirs démesurés quant à cette rencontre diplomatique, le secrétaire général de l'ONU, M. Boutros Boutros-Ghali, qui co-présidera la conférence de Londres avec le diplomate britannique lord Carrington, espère pour sa part « une solution à la fois humanitaire et politique de la crise dans l'ex-Yougoslavie ». A Belgrade, le prési-

dent de la nouvelle Yougoslavie (Serbie et Monténégro), M. Dobrica Cosic, qui a refusé, jeudi 20 août, de participer à la conférence pour ne pas y avoir été invité en tant que chef d'État, a espéré que cette réunion ne se transforme pas en « tribunal de l'inquisition au nom du nouvel ordre international, condamnant la Serbie et le Monténégro ». M. Cosic regrette également que la conférence ait lieu alors que « les missiles occidentaux sont pointés sur nous ».

### Contingent italien

A Belgrade, où la population s'inquiète des menaces d'intervention militaire et où des rumeurs de mobilisation générale circulent depuis quelques jours, les dirigeants militaires ont indiqué, jeudi, qu'ils disposaient de « moyens suffisants pour la défense du territoire et de l'espace aérien » de la nouvelle Yougoslavie. « En cas d'attaque, les bombardiers yougoslaves

sont capables de toucher l'infrastructure de l'adversaire », a averti le commandant de l'armée de l'air, Bozidar Stevanovic.

Après la France et la Grande-Bretagne, l'Italie s'est déclarée prête, jeudi, à « fournir 1 000 à 1 500 hommes pour le contrôle des frontières ou la protection des convois humanitaires » en ex-Yougoslavie. Dans une interview publiée, jeudi, par le *Corriere della Sera*, le ministre de la Défense, M. Salvo Andò, a estimé important d'« agir ensemble, avec les autres, à l'intérieur d'un contingent multinational qui vise des objectifs bien déterminés ». Selon la *Stampa*, il aurait toutefois fait marche arrière en précisant à Rome qu'« une éventuelle participation italienne ne sera discutée qu'après le sommet de l'UEO ».

Le ministre français de la Défense, M. Pierre Joxe, s'est réjoui des décisions britanniques et italiennes de participer à la protection des convois humanitaires. « Lorsqu'on est engagé dans une action qui met en cause des facteurs inter-

nationaux et considérables, il vaut mieux ne pas être seul », a-t-il déclaré, jeudi 20 août, à l'issue d'une audition par la commission de Défense de l'Assemblée nationale. Apprenant la décision de l'Italie, M. Joxe a ajouté que l'engagement de ces deux pays représentait « un geste de construction d'une relation nouvelle à travers l'Europe », dont « l'effet d'entraînement » pèserait sur la prochaine conférence de Londres. M. Joxe a précisé que le budget 1992 (en année pleine) consacré par la France aux opérations militaires en ex-Yougoslavie se montait environ, « dans l'état actuel des choses », à 500 millions de francs.

Le ministre de la Défense a par ailleurs indiqué, jeudi soir sur TF1, que les 1 100 militaires français supplémentaires envoyés dans l'ex-Yougoslavie pour protéger les convois humanitaires seront prélevés sur la 15<sup>e</sup> division d'infanterie, dont le PC est à Limoges (Haute-Vienne). Dirigée par le général Michel Zeissler, cette division relève de la 1<sup>re</sup> armée. Forte de

8 000 hommes – en majorité des appelés –, elle est dotée de véhicules de l'avant blindés (VAB) et de chars à roues AMX 10 RC munis d'un canon de 105 mm, comme ceux qui avaient participé à la guerre du Golfe.

A l'issue de l'audition de M. Joxe, le président de la commission, M. Jean-Michel Boucheron (PS, Ile-et-Vilaine), a précisé qu'aucun député ne s'était prononcé pour une intervention militaire d'envergure dans l'ex-Yougoslavie. « Ceux qui sont favorables à une telle intervention doivent dire clairement aux Français qu'ils sont favorables à la mobilisation, sinon ce n'est pas sérieux », a-t-il précisé.

Par ailleurs, le Vatican a annoncé, jeudi, l'établissement de relations diplomatiques avec la Bosnie-Herzégovine, en espérant que la présence du représentant du pape auprès du gouvernement bosnien et des communautés catholiques de Bosnie « aide à mettre fin à la tragédie actuelle ».

## Nouvelle journée de combats à Sarajevo

Serbes, Bosniaques, « casques bleus » : un « ménage à trois dans lequel l'ONU est toujours l'accusée de quelqu'un »

### SARAJEVO

de notre envoyée spéciale

Les forces des Nations unies ont été une nouvelle fois, jeudi 20 août, la cible des tirs de l'armée serbe dans la capitale bosniaque. En moins d'une heure et demie, la partie des bâtiments de la caserne Marché-Tito qui abrite le contingent ukrainien de la FORPRONU a été atteinte par une volée d'obus incendiaires qui ont enflammé le toit des locaux de l'état-major. Visibles dans la nuit, les flammes se sont vite étendues aux autres étages, les pompiers, civils ou militaires, étant dans l'incapacité d'intervenir efficacement.

Il n'y a pas eu de blessés : neuf camions de la FORPRONU ont été détruits. Un soldat ukrainien avait par ailleurs été tué dans la matinée par un franc-tireur bosniaque, probablement lorsqu'il se trouvait dans la cour de la caserne. Fort de quatre cents hommes, le contingent ukrainien, installé dans des corps de bâtiments qui abritent aussi des

forces bosniaques, avait déjà en cinq blessés graves dont l'un était décédé ensuite.

Cette attaque ciblée contre les forces de l'ONU n'est pas la première et, le 6 août, c'est le quartier général de la FORPRONU qui avait été touché par trois tirs directs attribués alors aux Bosniaques. Lors de la même opération, quatre soldats du contingent français avaient été blessés, l'un grièvement.

Comme toujours dans ce genre de situation, souligne-t-on de source onusienne, il est difficile de dire, avec précision, qui est responsable de ces tirs. « Les combattants des deux bords se mentent toujours dans l'ex des uns et des autres pour tirer, et il est souvent compliqué de faire la part des choses », affirme ainsi un officier. Souvent aussi, accusent en privé les militaires onusiens, les Bosniaques viennent se coller aux troupes de l'ONU pour tirer dans l'espoir d'être ainsi une réplique serbe sur le contingent international. « Chacun nous soupçonne toujours d'en faire

plus pour l'autre » confie un officier. « C'est comme un ménage à trois, Serbes, Bosniaques, ONU, nous sommes toujours l'accusé de quelqu'un ».

Une chose est sûre, quatre mois après leur arrivée à Sarajevo, les « casques bleus » ne sont pas loin de là, toujours les bienvenus. Dans leur désir de provoquer une intervention militaire internationale, seule à même selon eux d'arrêter l'agression serbe, les Bosniaques reprochent à la communauté internationale de limiter son action à l'humanitaire. Membre croate de la présidence bosniaque, M. Stjepan Kujic nous affirmait ainsi, jeudi : « L'Occident nous a reconnus, l'ONU aussi, mais ils nous laissent sans aucune protection contre l'agresseur serbe. Aujourd'hui, ils nous donnent des médicaments et de la nourriture, ainsi nous pouvons mourir à demi affamés ». « Je voudrais que l'aide humanitaire s'arrête, affirme pour sa part une étudiante serbe. Je préfère mourir le ventre vide que pleurer ». Les soldats bosniaques accusent carrément les troupes de l'ONU de faciliter avec « l'ennemi serbe » et de briser l'embargo en lui fournissant de la nourriture.

Jeudi, l'ONU n'a toutefois pas été la seule cible de la journée et le « feu d'artifice » avait commencé dans l'après-midi par trois tirs directs sur le siège du gouvernement, une tour blanche de vingt étages dotée dès le début des affrontements. Ce bâtiment, situé en plein centre-ville et dont les niveaux supérieurs ont brûlé durant une partie de la nuit, était devenu un lieu privilégié pour les franc-tireurs bosniaques qui s'élevaient avec tout autant de précision que leurs collègues serbes. Tirs ciblés sans doute aussi, les obus qui se sont abattus en début de soirée tout autour de l'hôpital Kosevo, le plus grand établissement de la ville, celui qui reçoit tous les blessés de Sarajevo. Cinquante-huit ont été admis dans la seule journée de jeudi, et, vendredi matin, les tirs des franc-tireurs et les bombardements se poursuivaient à Sarajevo.

FRANÇOISE CHIPAUX

## Des pilotes de l'ex-armée yougoslave affirment avoir été torturés par les Croates

Des pilotes de l'ex-armée yougoslave, prisonniers du régime de Zagreb et récemment libérés, ont accusé, jeudi 20 août à Belgrade, les Croates de les avoir torturés et maltraités. « Une des spécialités de nos geôliers était de brancher des fils de téléphone à induction sur les oreilles des détenus et de faire passer le courant à volonte pendant deux, trois, voire cinq minutes », a affirmé lors d'une conférence de presse le capitaine Predrag Grandic, qui était incarcéré à Lora, près de Split, sur la côte adriatique croate.

« Le but des tortures n'était pas de nous faire avouer quel-

que ce soit. Les personnes qui nous maltraitaient étaient pour la plupart des soldats de l'armée croate revenus du front pour se reposer », a déclaré le capitaine Goran Pantic, dont l'avion a été abattu en avril dernier au-dessus de l'Herzégovine.

Un autre pilote, le major Milan Miodic, lui aussi détenu à Lora, qui affirme avoir été passé à tabac, a déclaré que les officiers (croates) de l'ex-armée yougoslave qui menaient les interrogatoires « se sont conduits correctement ». Deux officiers fédéraux et un civil étaient toujours incarcérés dans la prison de Lora, selon ces pilotes. — (AFP)

SUÈDE : après ses déclarations sur les réfugiés du Kosovo

## Le ministre de l'immigration sur la sellette

### STOCKHOLM

de notre correspondante

« C'était une expression malheureuse. Si quelqu'un le demande, je suis prêt à présenter des excuses », a déclaré, jeudi 20 août, le ministre suédois de l'Immigration, M. Birgit Friggebo, devant les vives réactions suscitées par les propos qu'elle avait tenus la veille sur les demandeurs d'asile albanais du Kosovo (le *Monde* du 21 août). Commentant les menaces du maire conservateur d'une commune du nord de Stockholm de fermer un centre d'accueil à la suite de toutes les plaintes déposées par les commerçants et résidents, et d'organiser l'expulsion « collective » des demandeurs d'asile du Kosovo, M. Friggebo avait indiqué que ce groupe de réfugiés était peut-être plus encriné que d'autres, par « une sorte de tradition », à chaperder

et à voler. Plusieurs députés ex-communistes et de la Nouvelle démocratie (populiste) ont porté plainte contre le ministre pour « incitation à la haine contre un groupe ethnique ». D'autres demandant sa démission pure et simple. L'Association des Albanais de Suède a également protesté contre les propos du ministre. Elle reconnaît néanmoins que parmi les quelque 20 000 demandeurs d'asile originaires de cette province de la Serbie et actuellement en Suède, une « minorité » pose effectivement des problèmes. Le premier ministre, M. Carl Bildt, a indiqué de son côté qu'il existait une délinquance « importante » au sein de ce groupe de réfugiés, mais qu'il fallait se garder de généraliser. « Ce serait cependant de l'hypocrisie manifeste », a-t-il dit, de nier que c'est un problème, et de ne pas en discuter. — F. N.

ALLEMAGNE : le gouvernement va lancer une campagne d'explication sur Maastricht. — Le gouvernement allemand s'apprête à lancer une campagne d'information pour expliquer le traité de Maastricht, a indiqué, jeudi 20 août, le secrétaire d'État aux affaires étrangères, M. Ursula Seiler-Albring. Cette campagne vise principalement à exposer les avantages concrets d'une Europe intégrée. — (AFP)

GRANDE-BRETAGNE : alerte à la bombe dans les gares et le métro de Londres. — Plusieurs stations de métro et les six principales gares du centre de Londres ont été fermées, jeudi 20 août en fin d'après-midi, à la suite d'une alerte générale à la bombe, annoncée par un appel codé de l'IRA à la police. Cette fermeture a provoqué un vaste désordre dans la capitale à l'heure de pointe. Par ailleurs, quatre personnes ont été blessées dans une série d'attentats en Irlande du Nord, dans la nuit de mercredi 19 à jeudi 20 août, a indiqué la police. — (AFP, Reuters)

Pratiquant une « inter-nationalisme » actif, le journal *Présent* dénonce, depuis de nombreuses semaines, « les traits serbo-communistes » et célèbre ses « frères d'armes » croates. Ce quotidien officieux du Front national présente ses articles sur le conflit dans l'ancienne Yougoslavie sous la rubrique « Aux côtés de la Bosnie et de la Croatie martyres ».

Après avoir conduit, en décembre dernier, un convoi humanitaire en « Croatie catholique », M. Bernard Antony, fondateur de la publication, membre du bureau politique du FN et député européen, envisageait d'organiser, en juillet, un camp de Chénouet-Solliard, l'association traditionaliste dont il est le président. Les participants devaient être « politiquement formés et très solides, tant sur le plan moral et spirituel que phy-

sique », précisait le journal d'extrême droite. Ce camp a finalement été remplacé par une « mission » en Croatie de M. Antony et des deux vice-présidents de l'association, qui militent pour la cause lepniste. Représentatif de la branche politico-religieuse du Front national, *Présent* stigmatise « les insultes – et même nuisibles – soldats de l'ONU », soupçonnés d'aider les Serbes, et vilipende le gouvernement français, auquel il reproche de ne pas être « en sursis dans l'aide desle, apparue aux Croates et aux Bosniaques », « l'attitude réelle » n'ayant pas la même constance que l'aide humanitaire, M. Antony en a donné récemment un éclairage à deux reprises. Une première fois, il a déclaré : « Il faut que les colonnes d'approvisionnement des serbo-communistes soient bombardées et obligées de revenir à leur base. Une intervention militaire est nécessaire pour que ces terres au riche passé ne soient pas détruites. » Il est revenu à la charge, le 18 août, en répétant qu'il faut, « à la fois, aider matériellement l'armée croate, bombardier l'artillerie communiste en Bosnie, ses dépôts de munitions et ses bases » (le *Monde* du 20 août).

Dans l'entourage de M. Le Pen, on souligne que ce conseiller régional de Midi-Pyrénées a exprimé une position personnelle, « bien compréhensible » en raison de l'émotion qu'il avait éprouvée en allant sur le terrain. M. Antony n'a donc pas livré la position du Front national. On peut imaginer que cette dernière s'articule, selon un principe cher au chef de file de l'extrême droite, autour du concept d'intérêt supérieur de la France. C'est-à-dire, en la circonstance, la non-intervention. « Qu'il

GRANDE-BRETAGNE : nouveaux soucis pour la reine Elizabeth

## Les seins nus de Fergie...

### LONDRES

de notre correspondant

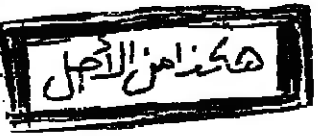
Même le flegme traditionnel des Britanniques face aux « sex-scandales » a cette fois un peu craqué. La publication, jeudi 20 août, par le *Daily Mirror*, de photos de la duchesse d'York, les seins nus, en compagnie « rapprochée » du milliardaire texan Johnny Bryan, au bord de la piscine d'une villa proche de Saint-Tropez, est devenue une affaire d'État.

« Nous désapprouvons la publication de photos prises en pareille circonstance », a déclaré le palais de Buckingham dans un très laconique communiqué, signé par la reine et le duc d'York, son fils cadet. Pour la reine Elizabeth, qui vient de célébrer en fanfare ses quarante ans de règne, l'année 1992 est bien morose sur le plan familial. Sa fille Anne a divorcé, son fils aîné Charles connaît de graves difficultés conjugales. Et voilà que son fils cadet Andrew, qui depuis avril vit séparé de Sarah Ferguson, surnommée « Fergie », est ridiculisé.

Lore de « l'affaire Mellors », le ministre du patrimoine national qui avait eu une liaison avec une

actrice –, le Parti conservateur au pouvoir s'était ému des excès de la presse « de caniveaux » qui en avait fait, à des milliers d'exemplaires, une affaire d'État. En revanche, personne n'est venu au secours de l'fortunée duchesse. Plusieurs journaux ont de qualité qui consacrent leurs éditoriaux à ce « drame », soulignant en revanche le danger que constituent les écarts de conduite des plus jeunes membres de la famille royale.

La monarchie est-elle menacée par la publication de ces « very shocking » photos ? « C'est un non-sens », répond le *Daily Telegraph* de vendredi matin, car « une institution qui a survécu à Henri VIII, George IV et Édouard VII peut sûrement surmonter l'indécence de l'une de ses personnalités mineures ». Le quotidien londonien conservateur, qui consacre sa première page à « l'affaire », conclut que, même ceux qui n'ont pas vu les photographies « doivent maintenant sentir qu'il en ont vu plus qu'assez de la duchesse d'York ». — (Ibidem.)





## AMÉRIQUES

ÉTATS-UNIS : la convention républicaine à Houston

### Une réduction des impôts aggraverait un déficit budgétaire déjà important

M. Bush a certainement touché l'opinion publique américaine en déclarant que, s'il était élu, il proposerait une réduction générale des impôts, ajoutant que M. Clinton déciderait, lui, la plus importante hausse fiscale de l'histoire du pays.

Si le très bas niveau du dollar laisse assez froid les électeurs américains - ceux qui ne voyagent pas actuellement à l'étranger - les précédentes campagnes électorales ont montré leur extrême sensibilité à tout ce qui est dit en matière d'impôts. Lors de la campagne pour la présidentielle de 1984, M. Walter Mondale, le candidat démocrate, avait été battu dans presque tous les États, notamment parce qu'il avait avoué que le prochain président des États-Unis devrait augmenter les impôts. « Reagan vous le cache et moi je vous le dis », avait-il déclaré. Avec une certaine habileté (il bat sa coulpe pour les hausses décidées en 1990), M. Bush adopte une stratégie exactement inverse en annonçant une réduction générale des impôts et en accusant son rival des plus noirs desseins.

Reste maintenant à savoir si les promesses de M. Bush seront prises au sérieux, dans la mesure où le déficit budgétaire est considérable puisqu'il devrait atteindre cette

année 333 milliards de dollars, soit 5,7 % du produit national. Certes l'actuel président fait preuve de sérieux en soulignant que toute réforme fiscale postule des économies de dépenses et en faisant comprendre depuis quelques mois que les économies porteraient notamment sur les dépenses de santé, qui progressent très rapidement. Les observateurs peuvent néanmoins rester sceptiques : les coupes budgétaires devraient être considérables puisqu'il faudrait non seulement compenser les pertes d'impôts mais aussi réduire le déficit des comptes de l'État.

Les difficultés ne seront pas minces. Au début des années 80, lorsque M. Reagan arrive à la Maison Blanche, le déficit budgétaire n'est que de 74 milliards de dollars. Il dépassera les 200 milliards de dollars en 1983, reviendra aux environs de 150 milliards entre 1987 et 1989 pour à nouveau exploser par la suite : 220 milliards en 1990, 270 milliards en 1991, 333 milliards attendus pour l'exercice qui se terminera à la fin du mois de septembre.

Ces chiffres sont considérables. Ils auraient pu être pires puisqu'au début de l'année un déficit de 400 milliards de dollars - soit 6,7 % du

PNB - avait été envisagé. Le pire sera évité non pas pour cause d'amélioration de la situation mais parce que les opérations - très coûteuses pour le budget - de sauvetage et d'indemnisation des caisses d'épargne ont été momentanément interrompues. Le Congrès a en effet refusé d'accorder des crédits supplémentaires à la RTC (Resolution Trust Corporation) dont l'usage des fonctions est de liquider les caisses d'épargne insolubles. Il en est résulté des économies budgétaires considérables (presque 70 milliards de dollars). L'ennui est que celles-ci ne dureront pas et que dès l'année prochaine le boulet des caisses d'épargne recommencera à peser de tout son poids sur le budget dont le déficit atteindra encore - selon les prévisions de l'OMB (Office of Management and Budget) - 341 milliards de dollars, soit 5,5 % du PNB. Il faudrait attendre 1995 pour voir s'atténuer la charge représentée par le sauvetage des caisses d'épargne et se réduire aux environs de 220 milliards de dollars le déficit budgétaire.

On voit à quel point sera difficile le « financement » d'une véritable réforme fiscale. D'autant plus difficile que les économies envisagées sur les dépenses de l'assurance médicale des personnes âgées (Medicare) et le système de retraite de la sécurité sociale heurteront un électeur qui n'a toujours voulu ménager.

ALAIN VERNHOLLES

#### Le discours du président

### « Ne laissez personne vous dire que l'Amérique est en deuxième position »

Voici les principaux extraits du discours prononcé, jeudi 20 août, par M. George Bush, à la clôture de la convention républicaine de Houston :

« Je veux vous parler ce soir du choix très clair que j'ai l'intention de proposer cet automne aux Américains, un choix entre deux directions différentes et, oui, un choix concernant le caractère de l'homme que vous voulez mettre à la tête de ce pays (...).

« Considérons un instant ce que nous avons accompli [en quatre ans, NDLR] : l'Allemagne a été réunifiée et un pan du mur de Berlin se trouve d'ailleurs juste à l'extérieur de cet Astrodome ; Arabes et Israéliens discutent en tête à tête de la paix ; tous les otages retenus au Liban ont été libérés ; le conflit au Salvador est terminé et des élections libres ont apporté la démocratie au Nicaragua ; des Sud-Africains noirs et blancs se sont mutuellement acclamés aux Jeux olympiques ; l'Union soviétique n'existe plus que dans les livres d'histoire ; les nations captives d'Europe de l'Est et de la Baltique ont été libérées. Cette convention est la première au cours de laquelle un président américain peut dire : la guerre froide est terminée et la liberté a emporté (...).

« Mes opposants disent que je m'occupe trop de politique étrangère.

#### « Économie à la Elvis »

Comme si cela n'avait plus d'importance que les enfants des écoles se soient un jour cachés sous leurs tables lors d'exercices de préparation à une guerre nucléaire. J'ai vu la possibilité de débarrasser les rêves de nos enfants des cauchemars nucléaires et je l'ai saisie (...). L'ours soviétique est peut-être parti mais il y a encore des fous dans les bois. Nous l'avons vu quand Saddam Hussein a envahi le Koweït. Nous avons fait ce qui était juste et nécessaire. Nous avons mis fin à une menace, libéré un peuple et

enfermé un tyran dans la prison de son propre pays (...).

« Mes adversaires disent que l'Amérique est une nation sur le déclin. Ils disent de notre économie qu'elle est quelque part en dessous de l'Allemagne et qu'elle tend à rejoindre la Sri-Lanka. Eh bien, ne laissez personne vous dire que l'Amérique est en deuxième position, surtout quand qu'un qui est candidat à la présidence. Peut-être ne sait-il pas que nous sommes toujours la plus grande économie du monde. Aucune autre nation ne vend davantage hors de ses frontières (...). Vous n'entendez pas beaucoup ces bonnes nouvelles parce que les médias tendent aussi à ne s'intéresser qu'aux mauvaises (...).

« Nous parlons d'un fait simple : le gouvernement est trop gros et dépense trop (...). Ce fut une erreur d'accepter l'augmentation des impôts voulue par les démocrates [en 1990, NDLR]. Mais voici ma question au peuple américain : à qui faites-vous confiance dans cette élection ? Au candidat qui a augmenté les impôts et le regrette ou à l'autre candidat qui a augmenté les impôts 128 fois [en Arkansas, NDLR] et y a pris plaisir ? Nous n'avons pas besoin du plan de mon adversaire visant à nationaliser le système de santé. Qui veut d'un système qui aurait l'efficacité de la Poste et la tendresse du KGB ? (...).

« On pourrait dire que son plan est du « Économie à la Elvis » [NDLR : Bill Clinton est un grand admirateur du King de Memphis]. L'Amérique habillerait à l'hôtel du Cow-Brisk [titre du tube d'Elvis Presley Heartbreak Hotel].

« Le gouverneur Clinton et le Congrès veulent faire voter la plus grande augmentation d'impôts de toute notre histoire, mais je ne le permettrai pas.

« Il y a quarante-quatre ans, dans une autre période d'incertitude, un autre président s'est embarqué pour une mission comparable. Il s'appelait Harry Truman.

comptes bancaires de personnes proches du président seraient à l'origine de ce retard. - (AFP)

□ CUBA : visite officielle de M. Charasse. - Le ministre français du budget, M. Michel Charasse, est arrivé, mercredi 19 août, à La Havane pour une visite officielle au cours de laquelle il s'entretenra avec les principaux dirigeants cubains. Sa visite est la première d'un membre du gouvernement français depuis 1958. M. Charasse se trou-

### Gagner la « bataille économique »

Suite de la première page

M. Bush sait que la croissance a été faible et réaffirme qu'il est partisan - pour assurer la relance - d'une diminution générale de la pression fiscale. Il ne propose pas de chiffres précis, mais une méthode. Pour que cette réduction d'abaissement passe à des déficits budgétaires encore plus colossaux, il demande au nouveau Congrès, qui sera élu en même temps que le président, le 3 novembre, de voter pour chaque coupe fiscale une coupe correspondante dans les dépenses.

M. Bush rappelle ainsi une vérité qu'il estime avoir été injustement oubliée ces derniers temps. C'est le Congrès, à majorité démocrate, qui a la haute main sur les finances du pays. « Notre politique n'a pas échoué. Elle n'a pas été appliquée », affirme-t-il. Si le Congrès avait en particulier voté en janvier dernier le projet de loi qu'il lui avait soumis, 500 000 emplois auraient été créés. Cette attaque est assortie d'une description des hiérarchies démocrates du Congrès comme autant de prisonniers des groupes de pression et d'intérêts de toute sorte, qui pourraient même limiter de nouvelles dépenses.

Le choix est donc clair. D'un côté, les démocrates qui souhaitent des augmentations d'impôts sur les plus hauts revenus, de l'autre les républicains qui proposent, reprenant le slogan du candidat Ronald Reagan en 1980, une diminution générale de ceux-ci. M. Bush a reconnu en privé ces derniers temps que la plus grande erreur de son premier mandat avait été d'avoir rompu en 1990 sa promesse de 1988 de ne jamais augmenter les impôts.

#### « Le cauchemar de la guerre nucléaire »

L'expression qu'il avait alors utilisée, « lisez sur mes lèvres, pas d'impôts supplémentaires », est devenue une arme de bataille entre les mains des démocrates. Ceux-ci ont planté un énorme panneau publicitaire portant cette seule

avait auparavant dans l'île française de Saint-Martin. - (AFP)

□ MEXIQUE : 520 kilos de cocaïne repêchés en mer par la marine. - La marine mexicaine a repêché 520 kilos de cocaïne pure qui avaient été largués dans l'océan Pacifique par trois avions en provenance d'Amérique du Sud, a-t-on appris, jeudi 20 août, de source officielle à Acapulco. Toutefois, les embarcations de trafiquants venues récupérer la drogue ont réussi à prendre la fuite. - (AFP)

### L'optimisme retrouvé de M. Wilber Thigpen, délégué du Nouveau-Mexique

HOUSTON

de notre envoyé spécial

Les conventions relèvent de la thérapie. M. Wilber Thigpen était arrivé à Houston l'humeur triste : il quitte le grand « huppé » républicain avec le moral. M. Thigpen, le soixantaine, est un des seize délégués de l'État du Nouveau-Mexique. Désigné en mars dernier pour siéger à la convention nationale, il avoue que le barrage d'artillerie des sondages (tous favorables depuis un mois à M. Bill Clinton) lui a passablement ébranlé le moral.

« C'était un état d'esprit assez largement partagé », dit-il, chez les 2 210 délégués des cinquante États réunis dans la métropole texane : « On savait qu'il était temps de se battre ». Les militants et les experts n'ignorent pas que les sondages sont peu fiables : aucun pollologue sérieux ne pense que M. Clinton devancerait M. Bush de dix-sept points à l'élection présidentielle devant avoir lieu aujourd'hui. Mais les sondages finissent par modifier la perception de l'électorat dans un sens défavorable au candidat qui est donné perdant.

En concentrant durant quatre jours, du matin au soir, toute

l'attention des médias, la convention, presque mécaniquement, renforce le statut de son champion dans les sondages. Et ce faisant, redonne le moral aux militants. C'est une de ses fonctions premières. A Houston, raconte Wilber Thigpen, M. Ronald Reagan « a été le délégué », c'est le discours du vieux chef conservateur, charmeur, roublard, gonflé d'optimisme, « qui nous a redonné confiance ».

#### Les minorités peu représentées

« Les médias ne vous le disent pas, mais l'honneur a été chargé du tour au tout dans notre camp », poursuit le délégué du Nouveau-Mexique. Comme tout bon républicain, il est convaincu que la presse américaine est « partisane », systématiquement pro-démocrate ; ce qui, apparemment, n'a pas empêché le parti de l'élection de gagner cinq des six dernières élections présidentielles. « Partisans » ou pas, la presse l'emporte en nombre. A l'Astrodome, il y a sept journalistes pour un délégué. Le délégué médiatique est plus impressionnant, omniprésent, que la machine de la campagne républicaine, qui doit tout de

même employer plus de deux mille personnes à plein temps.

M. Wilber Thigpen est le frère de la majorité des délégués : mâle, blanc. En 1988, selon les chiffres cités par le New York Times, 90 % des délégués républicains étaient blancs ; à Houston, 88 % des délégués sont blancs, 8 % noirs, 4 % hispaniques et 2 % asiatiques. Autre évolution : les évangélistes et les chrétiens fondamentalistes dominent aujourd'hui la base. L'autre grande tendance du parti, les républicains country club, assure les finances. Aux premiers, la « plate-forme », l'idéologie, les amis de la guerre culturelle ; aux seconds - les Brady, Danner, Baker... - les bacons du business ; les commandants de l'État.

Le délégué Thigpen ne s'inquiète pas. La programme est ce qu'il est (très à droite) : « L'important, dit-il, est que George Bush ne permette à aucune tendance de mettre complètement la main sur le parti ». « L'important, poursuit-il, c'est que le président, après Houston, se engage dans la bataille et qu'il n'aura pas trop de mal à convaincre les Américains que Bill Clinton ne fait vraiment pas le poids. »

A. Fr.

sance à peu près nulle. Le président a été prudent : il ne formule pas de propositions spectaculaires. Il ne tranche pas entre les deux tendances qui, sur ce chapitre, s'affrontent dans son propre parti. Les conservateurs puristes, comme M. Jack Kemp, le secrétaire au logement, se veulent les seuls vrais héritiers de M. Ronald Reagan et réclament une réduction pure et simple des impôts. Les progressistes, qui, pendant cette période, ont été responsables de l'économie, MM. Nicholas Brady, au trésor, et Richard Darman, au budget, n'en veulent pas : ils redoutent un accroissement d'un déficit budgétaire qu'ils estiment responsable du sous-investissement dans l'industrie américaine.

M. Bush a choisi la voie médiane : pas de réduction des impôts sans réduction correspondante par le Congrès des dépenses de l'État. La méthode porte la marque d'un autre grand pragmatique qui prendra ses nouvelles fonctions lundi à la Maison Blanche et qui a supervisé la rédaction du discours : M. James Baker. A en croire une rumeur persistante, M. Bush aimait, s'il est réel, faire de l'ancien secrétaire d'État une sorte de super-ministre de l'économie. Le geste aurait le mérite d'illustrer avec force le changement dans les priorités d'une seconde administration Bush. A en croire la même rumeur, M. Baker serait très réticent, préférant retourner au département d'État.

L'allocution du président est

venue conclure une convention qui a tracé les deux grands axes de la campagne républicaine pour les quelques semaines à venir avant le scrutin du 3 novembre : mettre constamment en parallèle la « personnalité », le caractère, l'expérience de M. Bush et celles de son concurrent démocrate ; marteler que les républicains sont les seuls à défendre les vraies « valeurs » de l'Amérique.

L'ensemble peut prendre l'allure d'une critique caricaturale de M. Clinton : d'une campagne plus négative, que fondée sur une « vision » de l'avenir. Mais l'efficacité semble assurée. Dès jeudi soir, les experts dévoilaient les grandes tendances des sondages qui vont être publiés dans les tout prochains jours : les opinions négatives de M. Clinton ne cessent de progresser, son avance se réduit à grande vitesse.

M. Bush, à la fin de son discours, est comparé à un autre président sortant, Harry Truman, qui, à quelques semaines de l'élection, il y a quarante-quatre ans, paraissait en bien mauvaise posture, et l'avait finalement emporté (voir encadré ci-contre). C'est bien ce que veulent croire les délégués de Houston sous la pluie de ballons et de confetti qui, tradition oblige, s'est abattue sur eux à la fin de la convention.

DOMINIQUE DHOMBRES et ALAIN FRACHON

### George Bush, Harry Truman et le Congrès

Les cartes s'embroutent dans la campagne américaine. Après que le Parti démocrate se fut, sous la houlette de M. Bill Clinton, repositionné au centre droit, voilà que le candidat républicain George Bush se propose de suivre l'exemple du président démocrate Harry Truman : « Je vais faire ce qu'il a fait en 1948 : parcourir le pays en demandant un changement de majorité au Congrès ».

Haro donc, sur les parlementaires du parti opposé, des « bons à rien » pour Truman, des « zozos » (« crazy guys ») pour M. Bush, auxquels il reproche d'avoir bloqué la plupart de ses initiatives, économiques notamment. L'inspiration vient peut-être de « Papie » Reagan, qui était démocrate en 1948 et avait soutenu Truman. A la convention de Houston, le « Grand Communicator » a été plus radical envers l'actuel Congrès : « Il est temps de faire le ménage, d'éliminer les privilèges et les petites ruses, l'arrogance et les grosses têtes, d'en finir avec les scandales et les tergiversations. »

Si le président Bush évoque le mémoire de Truman, c'est surtout parce que ce dernier est l'auteur de l'un des plus surprenants come-back de l'histoire présidentielle américaine. L'ancien vice-président de Franklin Roosevelt, qui lui succéda à sa mort en avril 1945, avait un tel retard sur son adversaire, Thomas Dewey, que les instituts de sondages cessèrent leurs enquêtes d'opinion deux semaines avant le scrutin présidentiel. Truman le gagnait parcourant durant ces quinze derniers jours le pays de long en large, en train, à l'empenta finalement avec 49 % des voix, contre 45 % pour Dewey.

Mais le programme économique de l'héritier de Roosevelt n'avait rien à voir avec celui de l'héritier de M. Reagan : il s'agissait de stimuler la demande des classes les moins favorisées par un jeu d'impôts et de subventions. L'état des finances publiques était, il est vrai, tout autre.

M. J.



## PROCHE-ORIENT

**IRAK : la réaction au projet occidental visant à protéger les populations chiites dans le sud du pays**

### Bagdad proclame son « droit de s'opposer par tous les moyens » à la mise en place d'une zone d'exclusion

Après la Grande-Bretagne, la France a annoncé, jeudi 20 août, qu'elle envisageait dans le Golfe une dizaine d'avions de défense aérienne pour contribuer à assurer la mise en place d'une zone d'exclusion dans le sud de l'Irak, afin de protéger les populations chiites (le Monde du 20 août).

« Nous sommes disposés à mettre en œuvre des avions de défense aérienne pour assurer la protection de la zone de l'Irak située au-dessus du 32<sup>e</sup> parallèle, comme nous le faisons dans la zone au-dessus du 36<sup>e</sup> parallèle », a déclaré le ministre de la Défense, M. Pierre Joxe. Le ministre n'a pas précisé le type d'appareils qui seraient envoyés.

Selon une source proche du ministère de la Défense, il devrait s'agir de Mirage-2000, comme ceux qui avaient été envoyés dans la région lors de la guerre du Golfe. Paris dispose déjà de huit Mirage-FICR stationnés à Incirlik en Turquie.

Alors que les modalités de la mise en place de cette zone sont en cours d'élaboration, l'Irak, prenant acte de son « droit de s'opposer par tous les moyens », a déclaré le ministre irakien de la Justice, M. Chebib El Mallik, pour qui sa mise à exécution serait « une violation flagrante du droit international et de la charte des Nations unies ».

Le président irakien, M. Saddam

Hussain, a en tout cas jugé la situation suffisamment grave pour convoquer une réunion des deux plus hautes instances dirigeantes du pays, le Conseil du commandement de la révolution et la direction régionale du parti Baas au pouvoir. Le projet occidental est « illégal » et « la partition de l'Irak ». « Les irakiens de toutes les régions sont unis autour de leur commandement », a indiqué un porte-parole officiel à l'issue de la réunion. « Ceux qui s'imaginent pouvoir imposer dans le sud de l'Irak ce qu'ils ont imposé l'année dernière dans le nord se font des illusions », a ajouté le porte-parole cité par l'agence officielle INA.

Parallèlement, le représentant de l'Irak aux Nations unies, M. Abdel Amir El Anbari, accusait Washington de poursuivre les « violations » de l'espace aérien irakien, dans une lettre adressée au secrétaire général de l'ONU, M. Boutros Boutros-Ghali. Selon lui, l'aviation américaine a effectué 313 sorties au-dessus de l'Irak entre le 30 juillet et le 13 août. Dans le même temps, les autorités irakiennes proposaient au commandement des activités humanitaires de l'ONU, M. Ian Eliasson, de se rendre dans les régions du sud de l'Irak, pour vérifier le caractère fallacieux, selon elles, des accusations portées par les Occidentaux.

Mais M. Boutros-Ghali a demandé à M. Eliasson de refuser

la proposition irakienne aussi longtemps que Bagdad n'aurait pas reconstruit l'accord autorisant la présence de personnels humanitaires des Nations unies sur son territoire, a indiqué à New-York un diplomate en contact avec M. Eliasson. Ce dernier, qui se trouve à Bagdad depuis quelques jours, a affirmé jeudi que « des progrès » avaient été réalisés dans les négociations sur le renouvellement de cet accord, venu à expiration fin juin. « Mais nous n'en sommes pas encore au stade où nous pouvons conclure les négociations », a ajouté M. Eliasson, qui devait poursuivre vendredi les pourparlers avec les autorités irakiennes.

#### Inquiétude

dans certains pays arabes

Alors que plusieurs responsables de l'opposition chiite irakienne ont exprimé leur soutien au projet de création d'une zone d'exclusion dans le sud de l'Irak, des réserves ont été exprimées par certains pays arabes. Ainsi, nous signale notre correspondant au Caire Alexandre Bucciati, le ministre égyptien des Affaires étrangères, M. Amr Moussa, « toute mesure adoptée ne doit pas porter atteinte au droit de l'Irak à l'unité de son territoire et de son peuple ». M. Moussa a appelé le gouvernement irakien à « prendre conscience de la gravité de la situation » et à respecter « la légalité internationale et le droit du

peuple irakien », toutes communautés confondues, « à vivre en sécurité à l'abri de la répression et des agressions ».

De son côté, le ministre yéménite des Affaires étrangères, M. Abdel Karim El Idrissi, a qualifié le projet occidental d'« atteinte flagrante à la souveraineté irakienne ». « Un tel acte n'est justifiable ni par les résolutions de l'ONU ni dans le cadre de la légalité internationale », a-t-il indiqué. Le Parlement jordanien a lui aussi condamné et dénoncé le projet dans lequel il voit « un complot visant à démembrer l'Irak ». Les députés jordanais ont invité « les dirigeants et peuples arabes à former un front uni contre ce complot et à œuvrer à préserver l'unité et la souveraineté de l'Irak ». — (AFP, Reuters, AP)

Un Britannique condamné à sept ans de prison — Un ressortissant britannique, M. Paul Rida, a été condamné à sept ans de prison à Bagdad, pour être entré illégalement en Irak (le Monde du 20 août). La Grande-Bretagne a protesté auprès de l'Irak contre la sévérité de la sentence et a demandé la libération de M. Rida. « Dans le passé, les irakiens ont souvent expulsé l'auteur d'un tel délit immédiatement après le procès », a déclaré un porte-parole du Foreign Office. — (AFP)

#### Le processus de paix

**Les Arabes participeront à la prochaine session des négociations bilatérales**

Engagés dans les négociations bilatérales de paix avec Israël, la Syrie, le Liban, la Jordanie et l'OLP ont décidé, jeudi 20 août, à l'issue d'une réunion de leurs ministres des Affaires étrangères à Damas, de participer à la prochaine session de ces pourparlers, qui doit s'ouvrir le 24 août à Washington.

Dans un communiqué au ton très modéré, ils ont demandé aux États-Unis de « se conformer à leur rôle d'honnête courtier, afin d'empêcher le processus de paix de s'effondrer ». Ils ont néanmoins jugé que les déclarations du président Bush s'engageant à garantir la supériorité militaire d'Israël dans la région (le Monde du 13 août), étaient « en contradiction totale avec les principes du processus de paix ».

Dans une déclaration à la presse à l'issue de la réunion, le ministre syrien des Affaires étrangères, M. Farouk El Chareh, a estimé que « la prochaine session des négociations bilatérales est extrêmement importante, car elle dévolera les intentions » du nouveau gouvernement de M. Itzhak Rabin, avec lequel les Arabes négocieront pour la première fois. — (AFP)

enthousiastes à l'égard de ce scrutin : certains, et non des moindres, se sont prononcés pour son annulation. Mais ce n'est certes pas ce qui va décider la Syrie et la convaincre de se montrer plus conciliante. Car ce sont les plus proches de l'Arabie saoudite qui ont adopté cette attitude.

#### Damas

intraitable

A travers les prises de positions du gouvernement et des plus proches de lui-même, on vient d'apprendre que, à deux jours du scrutin, qu'à Damas on n'est nullement prêt à perdre la face, même si le discours public consiste à dire que « les élections sont une affaire intérieure libanaise ».

Le dirigeant druze M. Walid Jumblatt lui-même, orfèvre en l'art de doser ses positions, ne vient pas de déclarer : « Nous pourrions la préparation des élections ». Alors que M. Nabih Berri faisait valoir que les exigences du camp chrétien étaient « déraisonnables » et demandaient « dix à quinze ans pour être satisfaites ». Légalistes dans l'âme, les chrétiens du Liban se retrouvent en état de quasi-dés-

obéissance civile, alors que, paradoxe des paradoxes, le Hezbollah intégriste chiite, qui remet en cause toutes les structures libanaises, entre dans le giron légal et participe sagement aux élections. En l'état actuel des choses, que les élections aient lieu partout, ou que certaines circonscriptions (chrétiennes) en soient exclues pour cause de boycottage, c'est l'impasse qui s'annonce au bout du processus. Le chef du parti Bloc national, M. Raymond Eddé, vient d'annoncer de Paris où il vit en exil depuis seize ans qu'il contestera la légalité du prochain scrutin. Il ne sera pas le seul, mais cela signifierait que le Liban se retrouverait sans Parlement après un ensemble du pays, ce qu'il avait réussi à éviter même dans le chaos de la guerre.

Les grandes puissances, pour leur part, notamment les États-Unis, observent avec circonspection ces tribulations, en évitant de prendre position de façon claire, se réservant ainsi sans doute la possibilité de les exploiter dans un sens ou dans l'autre pour faire éventuellement pression sur la Syrie, au gré de l'évolution de la situation au Proche-Orient, en particulier des négociations pour la paix.

LUCIEN GEORGE

## AFRIQUE

**CONGO : les résultats de l'élection présidentielle**

### M. Pascal Lissouba a remporté une nette victoire

Le ministère de l'Intérieur a publié, dans la soirée du jeudi 20 août, les résultats définitifs du deuxième tour de l'élection présidentielle, organisé le 16 août. En obtenant 81,32 % des voix, M. Pascal Lissouba, ancien premier ministre, a emporté une nette victoire, devançant largement M. Bernard Kolelas. Ce dernier, qui conteste le bon déroulement du scrutin, a recueilli officiellement 18,68 % des suffrages.

Le cheveu blanchissant, le regard vif derrière les épaisses lunettes, celui que ses admirateurs appellent respectueusement « le professeur », a su, très habilement, durant toute la campagne présidentielle, jouer de son image d'homme de science et de politicien mûr pour gagner, sinon le cœur, du moins la majorité des suffrages de l'électorat congolais. Cette réputation n'est pas usurpée.

Les quelque onze années passées à l'étranger, de 1979 à 1990, en France d'abord (comme enseignant à l'université) puis au Kenya (comme fonctionnaire de l'UNESCO), ont porté chance à M. Pascal Lissouba, en l'éloignant de querelles intestines trop récentes et de leurs désagréables retombées. En dépit de cette longue absence, sa passion pour la politique congolaise ne s'est pourtant jamais éteinte.

Marxiste bon teint dans les années 60 et 70, il se convertira sans peine aux thèses du libéralisme économique et du pluralisme politique, aujourd'hui à la mode sur le continent africain. L'ancien ingénieur agronome, titulaire d'un doctorat en sciences naturelles (option génétique) obtenu à la Sorbonne, en 1958, n'est pas seulement atteint par le virus du « savoir ». Celui du pouvoir politique, auquel il a longtemps goûté avant son exil volontaire, ne l'a jamais vraiment quitté.

C'est en août 1963, au lendemain du renversement du premier président de la République congolaise, l'abbé Fulbert Youlou, que le jeune Lissouba, alors âgé de trente-deux ans, fait son entrée sur la scène gouvernementale. Par la grande porte : nommé ministre de l'Agriculture par le nouvel homme fort du pays, Alphonse Massamba-Débat, il cumula bientôt ces fonctions ministérielles et celles de chef du gouvernement. Il restera premier ministre jusqu'en mai 1966.

Lors de la Conférence nationale de 1991, ses détracteurs ne manquèrent pas de rappeler ces années sombres et, en particulier, les mystérieux assassinats du président de la Cour suprême, Joseph Poapou, du procureur de la République, Lazare Madzocota, et du directeur de l'Agence congolaise d'information, Anselme Massoukoko, commis en 1965. Celui que ses proches présentent aujourd'hui comme une « victime du FCT » (Parti congolais du travail, l'ex-parti unique, dirigé par le président sortant, M. Denis Sassou Nguesso, et dont M. Lissouba fut un dirigeant éphémère mais de haut niveau, au début des années 70) préférait, évidemment, ne pas s'apaisir sur cette époque trouble.

C'est pourtant dans ces années-là que M. Lissouba noua des liens d'amitié avec M. Sassou Nguesso, ainsi qu'avec son (désormais) homologue gabonais, M. Omar Bongo. Ces amitiés anciennes, expliquent-elles aussi la performance électorale de M. Lissouba. Les électeurs du nord du Congo, dont est originaire M. Sassou Nguesso, et nombre de partisans du FCT — avec lequel le parti de M. Lissouba, l'Union pour l'Afrique pour la démocratie sociale (UPADS), a fait alliance pour le second tour — ont, semble-t-il, fortement contribué au succès du « professeur », originaire du sud du Congo.

Dès l'annonce des résultats définitifs, M. Sassou Nguesso a d'ailleurs salué la « superbe victoire » de son rival, « dont l'ambition pour le Congo n'est plus à démontrer ». L'évêque Ernest Kumbo, président du Conseil supérieur de la République (CSR, organe législatif durant la période de transition qui s'achève) a fait de même, assurant M. Lissouba de son « soutien sincère » et de son « affection ».

C. S.

SOUDAN : le premier avion de l'ONU se pose sans problème à Juba. — L'ONU a repris, jeudi 20 août, le pont aérien humanitaire vers la ville assiégée de Juba, dans le sud du Soudan, où quelque 300 000 civils sont menacés de famine (le Monde du 19 août). Malgré une mise en garde des rebelles contre la reprise des vols humanitaires de l'ONU, le premier gros porteur a atterri sans incident à Juba, selon un communiqué diffusé au siège des Nations unies à New-York. — (AFP, Reuters)

## A TRAVERS LE MONDE

### AFRIQUE DU SUD

**Les négociations constitutionnelles reprendront en septembre**

Le président Frederik De Klerk a annoncé, jeudi 20 août, lors d'une conférence de presse organisée à Pretoria, que les négociations constitutionnelles, interrompues depuis la mi-mai, allaient « reprendre en septembre ». Ces discussions devaient se limiter, a-t-il précisé, à ceux qui « souscrivent aux mêmes points de vues » que son parti, le Parti national (NP), ce qui reviendrait à exclure de ces discussions les représentants du Congrès national africain (ANC).

Fustigeant les « éléments radicaux et communistes » de l'ANC, le chef de l'Etat a estimé que le mouvement dirigé par M. Nelson Mandela portait « la responsabilité de la régression et des dégâts causés à la majorité du peuple sud-africain », depuis la rupture des négociations.

Interrogé enfin sur « l'affaire Matthew Goniwe » (du nom d'un militant anti-apartheid, assassiné en 1985), M. De Klerk s'est borné à réaffirmer qu'il souhaitait qu'« aucun effort ne soit épargné pour retrouver les meurtriers », tout en évitant de préciser s'il avait, ou non, confiance dans l'actuel chef de la sécurité militaire, le général Van der Westhuizen, accusé par la presse d'avoir lui-même donné l'ordre de faire disparaître Matthew Goniwe. — (AFP)

### JORDANIE

**Le roi Hussein a subi l'ablation d'un rein**

Le roi Hussein de Jordanie a subi, jeudi 20 août, avec succès l'ablation d'un rein gauche et un élargissement du canal gauche des voies urinaires, à la clinique Mayo de Rochester, dans le Minnesota,

où il avait été admis lundi pour une hématurie (émission d'urines contenant du sang). Les médecins ont indiqué, dans un communiqué, que le souverain jordanien devrait rester hospitalisé à la clinique entre sept et dix jours. « Ce communiqué reflète la totalité des informations médicales que le roi Hussein, la famille royale et ses collaborateurs souhaitent porter à la connaissance du public », précise le communiqué. — (AFP)

### MAROC

**Le roi appelle les électeurs à approuver la réforme constitutionnelle**

Dans un discours télévisé adressé à la nation jeudi 20 août, à l'occasion du trente-neuvième anniversaire de la déportation par les autorités françaises de son père, le roi Mohammed V, le roi Hassan II a appelé le peuple marocain à se prononcer en faveur du « oui » au référendum prévu sur la révision de la Constitution, sans toutefois préciser la date de sa tenue.

Le souverain a affirmé que le projet constitutionnel « représente une responsabilité pour le gouvernement ainsi qu'un contrôle accru du législatif sur l'exécutif, mais cela ne signifie pas une diminution des prérogatives du souverain ». Le nouveau texte prévoit la création d'un Conseil constitutionnel dont quatre des huit membres et le président sont désignés par le roi.

Par ailleurs, le secrétaire général de l'ONU, M. Boutros Boutros-Ghali, donne « quelques semaines » au Maroc et au Front Polisario pour parvenir à « des progrès réels et concrets » en vue de la réalisation d'un référendum d'autodétermination au Sahara occidental, faute de quoi le plan des Nations unies dans la région ne pourra pas être appliqué sous sa « forme actuelle ». — (AFP, AP)

#### POINT DE VUE

### La France, la Bosnie et le Liban

par Daniel Rondeau

L'ÉTÉ n'a pas fait taire les cris des victimes du vandalisme serbe. Les journaux ont rapporté chaque jour la liste des suppliciés, des effarés, des torturés, des bafoués. La volonté de « purification ethnique » des milices manipulées par l'État serbe, connue depuis des mois par les fonctionnaires de toutes les chancelleries, est devenue une évidence que personne ne cherche plus à nier. Et Bernard Kouchner ne trouve qu'un mot pour décrire les camps de prisonniers qu'il a visités dimanche dernier : une porcherie.

Nul ne pourra dire qu'il ignorait que, pendant l'été 1992, un chef d'État européen nommé Milosovic s'est conduit comme un porc, gouverné seulement par l'instinct du sang et de la haine. Mais tout se passe comme si cette complainte quotidienne de la souffrance et le vacarme d'une indignation légitime n'avaient fait que mettre l'Europe à genoux.

A Bonn, à Londres, comme à Paris, les schémas de la construction européenne, qui ne manquent jamais de courage dès qu'il s'agit de quotas laitiers et d'importation de viande bovine, nous ont rebattu les oreilles avec le « républicanisme du drame yougoslave ». Cette complexité dérivée d'une vérité triste, et très simple, elle, la vérité de ceux qui refusent de distinguer entre agresseur et agressé.

A Paris, on a même pu entendre M. Simone Veil, ancien ministre de l'Intérieur, s'exprimer en ces termes : « ne pas céder à l'émotion ». Le président de la République lui-même, après avoir fait courageusement don de sa présence aux assaillés de la capitale bosnienne, il y a quelques mois, a finalement éteint, par plusieurs votes et beaucoup de confusion, l'espérance qu'il avait allumée dans le cœur des habitants de Sarajevo et a tenté de clore le débat en déclarant, dans un style académique, que, qu'il ne fallait pas « ajouter la guerre à la guerre ».

#### Silence

biaisé

Pendant ce même été 1992, un silence biaisé a entouré le Liban, dont chacun se soucie maintenant comme d'une guigne. A Beyrouth se joue pourtant une lamentable fin de partie. Dans un pays occupé et privé de toutes les libertés fondamentales, un peuple vaincu dans l'indifférence des nations va être mené aux urnes comme on mène un troupeau à l'abattoir, pour soustraire à sa propre servitude.

La plus grave n'est pas qu'un tyranneul terroriste, Hafez El Assad, tente d'habiller l'annexion du Liban par la Syrie d'une apparence de légitimité, d'oser dire qu'il s'agit ainsi d'un travail de

titulaire. En revanche, il est pour le moins étonnant que cette force tragique soit associée avec les « pourparlers de la France, traditionnelle protectrice des libertés dans ce pays inspiré depuis toujours par nos poètes, nos philosophes et nos législateurs ».

Non seulement notre pays a choisi d'accorder sa confiance aux hommes mis en place par Damas pour organiser des élections, à l'ombre des chars syriens, mais absent de lui-même, privé de conscience et de réflexe élémentaire, il a même renoncé à demander l'envoi d'observateurs internationaux pour surveiller ce simulacre.

Dans l'affaire de l'ancienne Yougoslavie et dans celle du Liban, la France, une fois encore, laisse bafouer le droit. Tout se passe décidément pour nous comme si, Maestricht ou pas, en Europe comme en Orient, dans la vacance ou dans le silence, nous avions admis l'effondrement de notre pays au rang des nations lâches, impuissantes ou indifférentes. Il nous faut désormais vivre les yeux baissés pour ne pas voir avec quelle joie les criminels de la planète, impunément récompensés de tous leurs crimes, se régaler de notre défaite.

► Daniel Rondeau, écrivain, est l'auteur de *Chronique du Liban rebelle* (Grasset, 1991).

### Les élections de la discorde

Suite de la première page

Des médiateurs et des messages s'activent encore pour trouver une solution de la dernière chance de nature à sortir le Liban de l'impasse dans laquelle l'ont fourvoyé les hommes politiques de tous bords. A quarante-huit heures du scrutin, leurs démarches n'avaient donné aucun résultat. Les médiateurs sont constitués d'« opposants modérés » : le Parti phalangiste et un groupe de députés sortants. Les messages sont essentiellement le sonne apostolique et l'ambassadeur de France, M. Daniel Husson.

Jusqu'à présent, le gouvernement (et à travers lui la Syrie) n'a consenti qu'un rééchelonnement du scrutin qui, au lieu de se dérouler en trois semaines, serait étalé sur cinq ou six, de sorte que, dans la région électorale de plus forte contestation, le Mont-Liban dans sa partie chrétienne, les opérations électorales seraient reportées de fin août à fin septembre.

Malgré résultat que cet ajournement de pure forme, là où le « front du refus » chrétien comprenant les musulmans d'Irak (Forces libanaises, partisans du général Aoun, de l'ex-président Camille Chamoun et ceux de M. Raymond Eddé) ayant de facto à sa tête le patriarche maronite — prélat d'ordinaire modéré entre tous et qui se défend d'ailleurs de faire autre chose que de dire le droit et la morale — réclame un report sine die du scrutin, jusqu'à la refonte de la loi électorale et l'évacuation du Liban par les « armées d'occupation ». L'Israélienne est citée en tête, mais la syrienne l'est au même titre, sans oublier pour mémoire les *pasdaran* iraniens.

C'est en réalité un procès d'intention qui est fait à la Syrie, accusée de vouloir consolider la malintention qu'elle entretient déjà sur le Liban. La majorité du camp chrétien se retrouve ainsi en état d'épreuve de force avec Damas. Les musulmans ne sont pas pour autant



## POLITIQUE

La campagne pour le référendum du 20 septembre

### M. Juppé estime que le pouvoir est en proie à la « panique »

Pour M. Alain Juppé, MM. Pierre Bérégovoy et Jack Lang ne manquent pas d'un certain aplomb. Le secrétaire général du RPR a confié au *Monde*, jeudi 20 août, son étonnement devant « l'appel à l'aide maladroite » lancé la veille au soir, sur Antenne 2, par le premier ministre en direction de M. Jacques Chirac. Cette impatience du chef du gouvernement à entendre le président du RPR prendre « franchement » position en faveur du traité de Maastricht, traduit, selon M. Juppé, une « panique ».

Le député de Paris rappelle que M. Chirac s'était prononcé « sans ambiguïté » pour le « oui », le 4 juin, devant les cadres de son mouvement. L'ancien premier ministre a prévu, du reste, de s'exprimer prochainement dans la presse.

M. Bérégovoy n'a pas de souci à se faire, dit-on au RPR, car « nous ferons campagne pour le « oui », et nos discours auront beaucoup de pugnacité contre le gouvernement ».

Au cours des trois semaines de campagne effective, les principaux dirigeants du parti néogaulliste, MM. Chirac, Balladur, Juppé, Pons, Sarkozy et Perben, notamment, feront trois à quatre réunions publiques chacune.

Le ministre de l'Éducation nationale et de la culture, « copilote » de la campagne gouvernementale, ayant souligné « qu'il y a allègre et communicatif » dans un entretien publié dans le *Monde* du 20 août, M. Juppé rétorque qu'« il n'est pas question » pour le RPR de s'associer « aux opérations farces et attrapes » de M. Lang. « Si les socialistes veulent vraiment, pour des raisons d'inimic conviction, que le « oui » l'emporte, que M. François Mitterrand annonce que, dans cette hypothèse, sa tâche historique accomplie, il s'en ira. Et là, je fais un pronostic : je suis sûr, alors, que le « oui » sera un malheur », a déclaré M. Juppé.

O. B.

### Les conditions du vote par procuration

Dans un communiqué publié jeudi 20 août, M. Jean-Marie Le Pen, président du Front national, dénonce « l'incroyable discrimination politique dont sont victimes des millions de retraités français, à qui l'on refuse la possibilité de voter par procuration pour le référendum ».

L'article L.71 du code électoral, introduit par la loi du 31 décembre 1975, limite en effet l'exercice du droit de vote par procuration. Trente-deux catégories d'électeurs peuvent, toutefois, en bénéficier, des marins et maritimes aux femmes en couches, en passant par les commerçants forains, les gardiens de phare, les cheminots ou les journalistes en déplacement pour nécessité de service. Le vingt-troisième alinéa de l'article L.71 ouvre également le droit de vote par procuration aux « citoyens qui ont quitté leur résidence habituelle pour prendre leurs congés de vacances », mais la jurisprudence, établie par un arrêt du Conseil d'État en date

du 29 décembre 1989, limite ces dispositions aux personnes actives, dont les dates de vacances sont souvent fixées par les entreprises qui les emploient.

Certains retraités peuvent bénéficier cependant d'autres dispositions du code électoral, qui ouvrent le droit de vote par procuration aux « personnes âgées et infirmes bénéficiant d'une prise en charge pour aide d'une tierce personne », ou encore aux « titulaires d'une pension de vieillesse, allouée au titre d'une législation de sécurité sociale, bénéficiant de la majoration pour assistance d'une tierce personne ».

Rappelons, d'autre part, que les jeunes gens qui auront atteint l'âge de dix-huit ans entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 20 septembre 1992 peuvent se faire inscrire sur les listes électorales avant le 10 septembre.

J.-L. S.

### EN BREF

□ M<sup>me</sup> Veil s'inquiète de la progression du « non ». — M<sup>me</sup> Simone Veil, ancienne présidente du Parlement européen, estime, dans l'*Événement* du jeudi (daté 20-26 août), que « la progression persistante du « non » est inquiétante ». Elle appelle les « pro-européens, qui restent trop sur la défensive », à « cesser de se culpabiliser », « il faut, déclare-t-elle, que les libéraux, les centristes, les sociaux-démocrates, ceux des gaullistes qui ont grandement contribué à faire l'Europe, que tous cessent de mettre leur drapeau européen dans leur poche ».

□ M<sup>me</sup> Guigou appelle les élus à se mobiliser. — M<sup>me</sup> Elisabeth Guigou, ministre déléguée aux affaires européennes, en visite au Creusot (Saône-et-Loire) jeudi 20 août, a appelé les élus favorables au « oui » à se mobiliser. « J'ai un peu l'impression que, sur le terrain, cela n'a pas embrayé, a-t-elle déclaré. Il faut montrer aux gens que, chez eux, l'Europe, c'est quelque chose de concret. On ne gagnera pas en restant les uns ».

□ M. Bérégovoy : « Dire « non », c'est provoquer le divorce entre la France et l'Allemagne ». — M. Pierre Bérégovoy souligne, dans un entretien publié par le *Point* (daté 22-28 août), que voter « non » au référendum du 20 septembre, « c'est provoquer le divorce entre la France et l'Allemagne ». « Dire « oui », c'est dire oui à la paix en Europe et dans le monde », ajoute le premier ministre, en insistant sur le fait que « l'union » entre la France et l'Allemagne « a été le socle de la construction européenne ».

### POINT DE VUE

## Pour un « oui » raisonné et sans complexes

par Robert Grossmann

Pour nous, le jeu semble faussé parce que c'est Mitterrand qui pose la question. Nous avons tous, incontestablement, vigoureusement, envie de lui répondre « non ». « Non » à ses scandales, « non » à son chômage, « non » à sa faillite, « non » à la fatalité calamiteuse qu'il incarne. « Non » finalement, par principe, parce que c'est ce chef d'État décadent qui nous questionne par référendum. N'est-ce pas ainsi d'ailleurs que les socialistes dans l'opposition avaient réagi, « par principe », et réagiraient demain, soucieux de leurs seuls intérêts partisans et personnels ? En ce qui nous concerne, nous avons le droit de nous montrer différents. L'Europe est une cause trop importante pour nous servir d'excoeur.

Nous pourrions dès lors convenir que les « autres » arguments, dits « techniques », en faveur du « non » — sur l'avenir de l'idée de nation, sur le caractère indigeste du texte de Maastricht, sur la perspective inquiétante du règne de la technocratie — nous semblent d'autant plus artificiellement séduisants qu'ils habillent plus déguisement notre indiscutable volonté de changement de majorité nationale.

En ce qui concerne la nation, une méditation honnête et appro-

fondie sur les notions de frontière et d'identité ne peut qu'inspirer, en 1992, un regard de fraternité et une démarche de solidarité. Maastricht en démontre l'intention. Quant au texte lui-même, il n'est qu'un texte idéologique, dans son style, à tous les textes législatifs, fortement marqués par cet érotisme juridique pratiqué dans toutes les facultés de droit, Parlements, enceintes administratives et judiciaires. Il est donc à la fois troublant et piquant de constater que certains de ceux qui sont censés manipuler cette langue juridique élitiste, qui est en fait la leur, soient les premiers à la dénoncer. Leur rôle, en l'espèce, devrait consister à l'expliquer plutôt que de se réfugier derrière son caractère hermétique.

### La bonne vole

Enfin, la peur justifiée de la technocratie devrait être écartée. Nous savons en effet que c'est bien de la volonté des gouvernements de demain que dépendra le sort du traité. Ce sont les gouvernements et les Parlements qui doivent avoir le dernier mot. A chacun de savoir quel gouvernement et quel Parlement il veut donner à la France.

La France, à laquelle, gaullistes, nous sommes chèrement

attachés, ne sera jamais plus grande ni plus belle que gendrée, atrociée, ouverte et fraternelle. C'est elle que nous attendons l'élan qui transcendera l'Europe. N'est-il pas de la vocation de la France de donner un cœur et une âme à cette Europe froide, étrangère, un peu hostile même, qui pour l'instant se dégage du texte de Maastricht ? L'Europe ne peut constituer autre chose qu'un grand espoir et un grand dessein.

En ces circonstances, c'est Jacques Chirac, un homme d'État, qui nous indique la bonne voie. Pour nous, elle n'est ni facile ni évidente. Pourtant, c'est elle qui correspond aux véritables intérêts de la France dans le monde d'aujourd'hui. C'est elle aussi qui est inspirée par la volonté de conduire l'avenir et de saisir au mieux les aspirations légitimes des plus jeunes générations.

Le refus de l'Europe qui pourrait signifier un « non » à Maastricht ne serait-il pas inspiré chez certains par une inquiétude inavouée, par un manque de confiance en la France face à ses voisins ? Métropole française qui, plus qu'aucune autre en Europe, dispose des titres pour exercer un rôle prééminent de capitale, Strasbourg, où sont écrites ces lignes, attend la consolidation européenne.

Maastricht représente, comme l'a dit Jacques Chirac, un « petit pas dans la bonne direction ». Le manque serait inutile et stérile. Alors, va pour le « oui ». Nous aurons ainsi la satisfaction de servir réellement l'intérêt général par-delà des intérêts partisans ou personnels puis, en mars 1993, nous donnerons à la France une majorité conforme à nos aspirations et à ses exigences.

Robert Grossmann est secrétaire national du RPR et conseiller régional d'Alsace.

### M. Séguin (RPR) ne craint pas un éclatement de l'opposition

A l'inverse, en cas de victoire du « oui », a continué M. Séguin, il n'y aurait « aucun risque pour l'opposition, dès lors que les partisans du « non » ne risqueraient pas de faire scission ». « Je crois, qu'au sein des partisans du « oui », que les partisans du « non », au sein de l'opposition, sont des gens extrêmement raisonnables, a-t-il dit. Ils ont leurs différences d'appréciation sur le traité, c'est vrai. Nous ne l'avons jamais caché. Pour autant, ces différences d'appréciation, la campagne qui est conduite, les expressions, la sensibilité, auxquelles donne lieu le débat actuel, ne mettent en cause ni la cohésion du RPR ni l'union de l'opposition ».

V. S.

## COMMUNICATION

Alors que d'autres groupes sont intéressés

### La maison mère de « l'Express » discute de son entrée dans le capital du « Point »

La Compagnie occidentale financière (COF), filiale spécialisée dans la communication du groupe Alcatel-Alsthom, qui contrôle l'hebdomadaire *l'Express*, a indiqué, jeudi 20 août, que des « discussions » ont lieu avec le *Point*, qui pourrait aboutir au achat de participations minoritaires dans le capital de ce « news magazine ».

M. Bernard Wout, président-directeur général du *Point*, et M<sup>me</sup> Françoise Sempere, président-directeur général de la COF et, à ce titre, président-directeur général du groupe *Express* (*l'Express*, *Libre*, *Bibi*), s'entretenaient, depuis plusieurs mois, de trois sujets techniques : l'harmonisation de leur activité face aux centrales d'achat publicitaires ; la publication mensuelle des chiffres de diffusion qui doit être mise prochainement en place par l'Office de justification de la diffusion (OJD), et enfin l'entrée d'Alcatel dans le capital d'une filiale du *Point*, spécialisée dans la transmission électronique de pages couleur.

Ces discussions ont incité Alcatel, via la COF, à évoquer l'entrée de la COF dans le capital du *Point*. Trois actionnaires minoritaires de la société éditrice du journal, le groupe suisse Ringier (20 %), le quotidien *Sud-Ouest* et les Éditions mondiales (10 % chacun), ne font pas mystère de leur volonté de se départir de leurs parts. La COF pourrait donc acquérir un peu plus de 40 % du capital du *Point*. Mais l'accord n'est pas boudé, M. Nico-

las Seydoux, actionnaire majoritaire (51 %) du *Point*, étant soucieux de garantir l'indépendance du journal. Au *Point*, on précise que ces discussions ne devraient aboutir que dans la seconde quinzaine de septembre, après la réunion des deux conseils d'administration, et que l'entrée de la COF dans le capital « ne constitue qu'une piste parmi d'autres ». Trois autres groupes industriels sont intéressés. Le groupe Bouygues, un temps en discussions, a décliné l'entrée dans le capital comme partenaire minoritaire.

La COF et le *Point* excluent toute fusion entre les deux titres, en cas d'accord, et préchent « la sauvegarde de l'identité rédactionnelle des deux hebdomadaires ». En revanche, dans un marché déprimé qui se traduit par un nouveau recul de 7 % des recettes publicitaires de la presse-magazine pendant le premier semestre, selon la Secoop, une société cofinçant les deux hebdomadaires et chargée de la fabrication et du commercial pourrait faciliter des économies.

Le *Point*, créé il a vingt ans par une dizaine de journalistes et cadres dissidents de *l'Express*, fête son anniversaire le 25 septembre. En 1992, le *Point* devrait dégager un résultat net positif, comme l'année dernière (8,3 millions de bénéfice pour un chiffre d'affaires de 350 millions).

Y. M. L.

Sous la protection des forces de l'ordre

### L'imprimerie de Bernay décide de fabriquer les journaux de M. Ayache

Un numéro spécial en couleur regroupant les deux journaux de M. Alain Ayache, le *Mellieur* et *Spécial Dernière*, devait être fabriqué à trois-cent-vingt mille exemplaires, vendredi 21 août, à l'imprimerie du groupe Meunier à Bernay (Eure). M. Bernard Meunier, directeur de l'imprimerie, déclare « pouvoir désormais honorer le contrat conclu avec M. Ayache », après avoir reçu des garanties du ministre de l'Intérieur, « pour la protection des personnes et des sites menacés par le Syndicat du Livre CGT ».

L'imprimerie avait été récemment occupée par le Livre CGT et des déprédations y avaient été commises. Le Livre voulait ainsi protester contre la décision de M. Ayache de quitter l'imprimerie parisienne Offprint, et M. Meunier, compte tenu des risques, avait alors renoncé à imprimer ces jour-

naux (le *Monde* du 13 août). Ces derniers étaient fabriqués en Belgique et au Danemark.

Ce numéro spécial, en plus des pages hippiques habituelles, comprendra des révélations sur le conflit qui oppose M. Ayache au Livre CGT. « C'est, dit-il, la réponse que je fais au Syndicat du Livre qui veut m'empêcher de choisir librement mon lieu d'impression. (...) Je me bats pour faire respecter la liberté de la presse dans la plus stricte légalité et j'espère que le bon sens l'emportera ». Le Comité inter-syndical du Livre parisien CGT (CILP) affirme, quant à lui, vouloir « privilégier la méthode de négociation par rapport à toute autre solution » et dénonce « certains qui continuent à prôner l'épreuve de force et espèrent utiliser les mesures répressives comme solution unique ».

## Le Monde

Aujourd'hui 1 620 F  
au 1<sup>er</sup> octobre 1 890 F

**ABONNEZ-VOUS AVANT LA HAUSSE**

OUI, je m'abonne au *Monde* pour la durée suivante :

□ 1 an : 1 620 F, soit une économie de 564 F par rapport à l'achat au numéro.

□ 6 mois : 890 F, soit une économie de 202 F par rapport à l'achat au numéro.

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_ Ville : \_\_\_\_\_

Votre règlement :

□ Chèque joint.

□ Carte bleue n° \_\_\_\_\_

Expiré à fin \_\_\_\_\_

Date : \_\_\_\_\_

Signature : \_\_\_\_\_

Bon à renvoyer impérativement avant le 30 septembre à :

« LE MONDE », Service abonnements,

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 Ivry-sur-Seine Cedex.

Sur Minitel 3615 LEMONDE, code ABO

LE DIMANCHE A MIDI SUR ANTENNE 2

23 Août

Marie-France GARAUD

Non à Maastricht

Rediffusion à 1 heure du matin



JUSTICE

La tension dans les prisons

# Le garde des sceaux annonce la création de 730 emplois dans l'administration pénitentiaire

Les discussions engagées jeudi 20 août entre les syndicats des personnels pénitentiaires et le ministère de la justice se sont achevées vendredi 21 août, à 1 heure du matin. Le relevé de conclusions prévoit la création, dans le budget 1993, de 730 emplois et une augmentation de 100 % de l'indemnité pour charge de détention créée à l'automne dernier. Les syndicats, qui jugent ces mesures « plutôt satisfaisantes », consulteront leurs sections avant de se prononcer, mais l'Union fédérale autonome pénitentiaire (35 % des surveillants, qui n'a pas participé aux discussions, juge ces propositions « très insatisfaisantes ».

François Caron, le surveillant principal assésiné à Rouen par un détenu, devait être inhumé vendredi 21 août dans la région de Dieppe.

Autour de la grande table rouge dressée place Vendôme, au ministère de la justice, il n'y avait qu'un absent : l'Union fédérale autonome pénitentiaire. Dénonçant le « rendez-vous spectacle » du ministre, l'UFAF, qui a obtenu plus de 35 % des voix lors des dernières élections professionnelles, a refusé de participer. Les surveillants, avait annoncé, dans la matinée qu'elle ne discuterait pas avec une administration « décadente ». « Nous avons demandé des propositions écrites et chiffrées avant toute réunion, expliquait le secrétaire général de l'UFAF, M. Gilles Sicard. Elles ne nous sont pas parvenues. Ce sont des discussions stériles auxquelles nous ne devons pas participer ».

Tous les autres syndicats des personnels pénitentiaires étaient présents : Force ouvrière (1) (32 % des voix), FUGSP-CGT (11 %), l'Union de syndicats pénitentiaires

(10 %), la CFDT, et le Syndicat national d'éducation et de probation (SNEPAP). Présidée par le garde des sceaux, M. Michel Vauzelle, la réunion a eu lieu, selon les syndicats, dans une ambiance « sereine et sérieuse ». La CGT avait décidé de ne pas se rendre au rendez-vous de l'après-midi, mais les participants ont poursuivi les discussions jusqu'à 1 heure du matin.

Le ministre de la justice résumait alors les principaux points de la discussion : après arbitrage, dans la soirée, de M. Pierre Bérégovoy, le chiffre de 530 créations d'emplois dans l'administration pénitentiaire initialement retenu par le budget 1993 sera porté à 730, un chiffre qui comprend : les

200 emplois en « surnombre » accordés à l'administration pénitentiaire dans le cadre du budget 1992. Ces recrutements comprennent 30 emplois de personnels socio-éducatifs et au moins 100 postes administratifs et techniques, ce qui devrait faciliter le retour en détention des surveillants affectés, faute d'effectifs, dans les services administratifs. L'indemnité pour charge de détention créée à l'automne dernier à la suite d'un premier mouvement des surveillants bénéficiera en outre d'une revalorisation de 100 % à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1993. Sera enfin créé un Conseil supérieur de l'administration pénitentiaire chargé d'améliorer la concertation avec les personnels.

En matière de sécurité, le minis-

tre de la justice propose de réviser la classification des établissements, de « remettre à plat » les régimes de détention actuels, de réformer le régime disciplinaire des détenus, et de revoir les circulaires concernant la prise en charge des détenus particulièrement signalés (DPS). Ces décisions s'accompagnent de mesures qui amélioreront la sécurité en détention : les portes de sortie des ateliers de travail seront équipées de portiques permettant de détecter les objets métalliques ; un programme plurianuel permettra de doter chaque surveillant d'une alarme individuelle de poche ; et les petites maisons d'arrêt, qui, la nuit, ne comptent que deux surveillants - un à la porte et un en détention - seront désormais gardées par trois surveillants. « Tout

cela ne prendra effet que si l'ordre revient dans les prisons, concluait M. Vauzelle. C'est un immense effort de la part du gouvernement ».

Les syndicats s'en remettent aujourd'hui aux adhérents. Le relevé de conclusions rédigé dans la nuit a été diffusé dans les établissements afin de recueillir l'avis des sections. « Il s'agit d'acquis non négociables », souligne toutefois M. Rudolf Hugues, l'un des représentants de Force ouvrière. Ils sont, bien sûr, en dessous de nos exigences, mais nous avons constaté des efforts. Les personnels jugent. » Un premier pas symbolique a été franchi à la maison d'arrêt Bonne-Nouvelle de Rouen, la prison où le surveillant principal a été tué : dans un protocole d'accord signé avec l'administration pénitentiaire, les syndicats de la prison se sont engagés à reprendre le travail samedi 22 août, dans la matinée. La sévère incertitude reste l'attitude de l'Union fédérale autonome pénitentiaire : le syndicat majoritaire, qui n'a pas participé aux discussions, affirme juger ces négociations « stériles et infantiles ».

La situation dans les prisons restait toujours tendue, jeudi 20 août : neuf détenus de la maison d'arrêt de Besançon (Doubs) sont montés sur les toits après avoir refusé de signer leurs cartes à l'issue de la promenade, et les forces de l'ordre sont intervenues à Bois-d'Arcy (Yvelines) et à Fleury-Mérogis. La journée de vendredi devait cependant être consacrée au deuil : François Caron, qui a été cité mercredi à l'ordre de la nation, sera inhumé dans l'après-midi à Derchigny, dans la région de Dieppe (Seine-Maritime).

ANNE CHEMIN

(1) Étaient représentés les personnels de surveillance et les personnels de direction, les représentants des personnels administratifs de Force ouvrière n'ayant pu se rendre à temps au rendez-vous de la place Vendôme en raison d'un retard de train.

## Un surveillant à la Santé « Maîtriser sa peur »

« On peut avoir peur des agressions verbales quotidiennes, peur d'incidents plus graves à chaque instant, et malgré cela, toujours se considérer comme le premier maître de la situation », surveillant depuis six ans à la prison de la Santé (à Paris), Eric, trente et un ans, grand, barbu, corporel, a une mission comme un service public. Elle commence par la maîtrise de la peur.

À la Santé, comme ailleurs, l'insuffisance des effectifs pèse sur les conditions de travail quotidiennes. Le personnel pénitentiaire est, certes, « augmenté » de heures supplémentaires à un salaire mensuel déjà augmenté d'une prime de sécurité - soit un total de 8 800 francs pour un surveillant débutant, 10 000 francs en fin de carrière. Mais ce surplus de travail est quasiment toutes déduit de fin de semaine. Che-

que rotation hebdomadaire dure en réalité six jours, et, dans ce cycle rythmé façon 3x8, le jour de repos sert à récupérer du dernier service de nuit.

La surmenage nuit donc à la vie familiale. La majorité des gardiens ont moins de trente ans et certains habitent à plus de 100 kilomètres de Paris. Ils se plaignent de ne voir leur famille qu'un week-end sur six. « Cela ne laisse pas beaucoup de temps pour préparer les concours », ajoute Eric. « J'ai refusé celui de premier surveillant, mais tous ne peuvent pas le passer ».

Autre conséquence, les menaces pour la santé. Comme leurs confrères de la maison d'arrêt de Rouen, d'où est partie la crise, les gardiens de la Santé ne peuvent pas toujours former des équipes de deux pour le sondage des barreaux. « Normale-

ment, on ne doit pas entrer dans les cellules avec les clés, explique Eric, c'est interdit. Mais quand on est seul, on est bien obligé. » Face au comportement de certains détenus, il dénonce le laxisme dans le domaine des sanctions disciplinaires, mais reconnaît aussi qu'une grande partie des incidents est liée à la surpopulation carcérale. On trouve parfois quatre prisonniers par cellule.

Devant la prison bloquée par les forces de l'ordre, les grévistes de la Santé discutent de la marche à suivre. « C'est vrai qu'on n'aurait peut-être pas fait grève s'il n'y avait pas eu la mort de notre collègue de Rouen, dit Eric, mais justement, cela nous donne une occasion de montrer que l'on ne peut pas continuerment faire le travail pour deux ».

G. C.

## Paganisme, le retour

Suite de la première page

La question fait l'objet de savants colloques sur « le néopaganisme et l'occultisme dans les sociétés contemporaines » ou sur « la possession » (2) et alimente même la rubrique des faits divers. On se souvient du drame de Falck en Polynésie, où, en 1987, six villageois avaient été brûlés vifs après l'arrivée sur l'île de trois prêtresses se revendiquant du Renouveau charismatique. Depuis, au moins deux meurtres rituels ont été commis au nom d'une « mission divine » en 1991, non pas dans des villages à l'écart du monde, mais à Strasbourg et à Montpellier (le Monde du 1<sup>er</sup> octobre 1991). Et, début août, un disciple de Krishna, à Nice, a incendié une librairie pour la purifier de ses influences négatives.

Le cabinet des astrologues, charismatiques ou appointés par l'Église catholique, ne désemplit pas, comme celui des radiesthésistes. Dans un bon parieton, on a récemment détecté les restes d'un rite sacrificiel vaudou. Pour faire face à l'inflation des prières et rituels de guérison, prospèrent les marabouts africains, les faux pétrés, voire les faux évêques comme ceux du Fréchoy en Lot-et-Garonne, qui ont été traduits en justice.

### Le « bazar » du Nouvel Âge

Si la littérature ésotérique compte déjà une centaine d'éditeurs, si on s'est attaché à la *Perle de Foucault* d'Umberto Eco, que dire de la floraison des astrologues, des voyants, des cabinets d'étude de thèmes astraux, des Minutels proposant des consultations à distance ou des horoscopes spécialisés (amour, santé, affaires) ? Selon un sondage SOFRES de 1989, 40 % des Français croient aux différences de tempérament per les astres et rien n'est venu démentir une précédente enquête du début des années 80 selon laquelle un Français sur cinq croit à la réincarnation.

Jamais les jeunes n'ont tant parlé de sorcellerie, de jeux de hasard, d'astrologie, de spiritisme, rapportant des enseignants et des

adultes. 38 % des adolescents de douze à quinze ans croient à la transmission de pensée et 13 % à la réincarnation. Si 29 % admettent l'existence de Dieu, la grande majorité - 56 % - croit « en quelque chose, mais je ne sais pas quoi » (3). Ce flux d'œuvres et de phénomènes de « réveil » charismatique ou pentecôtiste, mais fait toute leur place aux croyances magiques ou parallèles.

Cette génération est « en mal d'héritage », résume Luc Faryd, jénite (4). Elle est étrangère aux débats d'Église. Elle n'est pas antichrétienne comme celle de ses parents, mais est séduite par « les solutions toutes prêtes et les répétitions pleuses ». Elle est mûre pour les stages du Nouvel Âge, qui, en ces temps, ont attiré en France des centaines d'occultistes. D'un niveau culturel et social élevé (la lecture y est courante), ils y apprennent, par des techniques mentales et corporelles, à dépasser les limites de leur « état de conscience », à développer leurs « facultés sensorielles », à maîtriser leur énergie vitale en vue d'une « auto-guérison » ou d'un « réveil ».

Étude des cristaux, bioénergétique, méditation (une technique de perfectionnement tarifée 9 000 F par semaine dans la région toulousaine), channelling (mise en place de « channeurs » intérieures pour faire passer en soi l'énergie universelle), utilisation de l'ésotisme des mains et de la lumière blanche, rééquilibrage des « chakras » : il y a du bon et du moins bon dans ce « bazar » du Nouvel Âge, que ses contempteurs présentent comme une gâterie escroquerie et ses adeptes comme la religion universelle du XXI<sup>e</sup> siècle, synthèse de toutes les autres, non-violente et cosmique.

### Un défi aux Églises

Dans un tout autre genre, le succès fondamental des œuvres du théologien Eugen Drewermann - en Allemagne plus qu'en France où il commence à être traduit - n'est pas sans rapport avec ce mélange hétéroclite des repères et des

croisances, où l'on retrouve le christianisme, mais aussi les antiques religions païennes, la psychanalyse, le mysticisme oriental et même l'animisme (5).

Cette fascination pour les conduites magiques, les attitudes pléistes ou syncrétiques, les rites de désenchantement et de guérison n'est pas purement folklorique. Elle traduit sans doute la crise des Églises historiques. Depuis une trentaine d'années, il n'y a plus de vicaires dans les banlieues, de



moins en moins de prêtres dans les paroisses de jeunes et les cantons ruraux. Après avoir assés, des décennies durant, des certitudes toutes faites, récemment ébranlées par les fidèles, la cathédrale moderne (qui touche quatre enfants de l'ère du primaire sur dix) privilégie une pédagogie plus inductive, sans doute mieux adaptée, mais au détriment d'un savoir systématique et structuré.

Les pratiques missionnaires des Églises sont elles-mêmes en pleine révision. Mais s'adressaient hier à des acteurs de la société marquée par la sécularisation et l'incroyance, elles doivent faire face aujourd'hui à une religiosité diffuse, à un « zapping » angoissé entre les propositions de bien-être et de sens, à un besoin de thérapeutiques immédiates, miraculeuses, ignorant les

certitudes doctrinales, les références objectives, normatives et morales.

Si la foi chrétienne est une adhésion intellectuelle à un mystère, le Nouvel Âge propose une démarche radicalement différente : il ne faut croire que ce que l'on a soi-même expérimenté. « C'est vrai si tu le sens, disent ses porte-parole. Et peu importe ce que tu crois, du moment que cela marche pour toi ». Ce religieux sauvage, écrit Tony Anatrella, psychanalyste, est « l'expres-



sion d'un narcissisme dominant qui privilégie les émotions, la dépendance aux leaders charismatiques, l'effusion, l'immédiateté de la présence divine, la croyance sans trop de raisons et l'imaginaire au détriment de la parole. Les sectes, comme certains mouvements de spiritualité, sont des religions du narcissisme totalitaire » (6).

### Les fondements d'une éthique collective

Mais l'Église est-elle seule responsable de cette régression culturelle ? Les autres modes de transmission de valeurs et des héritages, comme l'école ou la famille, la science et la médecine également traversées de doutes, n'en sortent pas indemnes. Certains hommes d'Église se font fort à présent de dénoncer les excès de la raison et

de la sécularisation, l'organisation du temps scolaire, l'esprit étroitement laïque d'une partie de l'école publique, qui auraient contribué au recul de la culture religieuse et au progrès de la crédulité. « La majorité des jeunes de moins de vingt-cinq ans n'ont plus de références judéo-chrétiennes fermes, ni pour y adhérer, ni même, c'est nouveau, pour les contester », dit le Père Hippolyte Simon, auteur d'un document remarqué pour l'épiscopat français (7).

Aujourd'hui dans le cabinet des psychanalystes, les névroses, les délires sont toujours renvoyés à des interventions extérieures : un voisin qui jette des sorts, un démon, un Dieu représenté sous des traits terrifiants et vengeurs. Ce refus de la responsabilité personnelle, la soumission vague à la fatalité et aux lois du hasard, l'angoisse devant l'événement sont, bien les ressorts de ce néo-paganisme ambulant.

Sans expérience religieuse réelle, les valeurs d'une société, écrit Paul Ricoeur, sont comme « des fleurs coupées dans un vase » (8). Cette montée de l'irrationalisme menacerait-elle les fondements de l'éthique collective ? « N'ayant jamais ouvert la Bible, comment les jeunes pourraient-ils deviner que la question ancestrale, celle de Dieu - « Suis-je responsable de mon frère ? - peut appeler une réponse positive ? », explique Hippolyte Simon. N'est-elle pas le prétexte à des emballages politiques, dont témoignerait le léninisme ? C'est la tendance spontanée du paganisme que de sacrifier les pouvoirs politiques et c'est ce que refusent, précisément, tous les prophètes oubliés de la Bible ».

HENRI TINCO

- (1) Le premier colloque en avril 1992 à l'initiative de la faculté d'anthropologie et de sociologie de Lyon. Le deuxième, les 25 et 26 septembre, à Bagnoles-de-l'Orne.
- (2) Selon une enquête du service Études de Bayard-Press et de l'Institut Falck et Opinions, discutée au colloque de l'Association française de sociologie religieuse, en février 1992, sur les jeunes et la religion.
- (3) Dans un numéro spécial de la revue Cahiers pour croire aujourd'hui, mai 1992, 14, rue d'Assas, Paris-6.
- (4) Sa dernière traduction à paraître au Cerf s'intitule : *Les animaux ont-ils une âme ?*
- (5) Dans un article intitulé : *« Les religions de la mère ou la tradition féminine », extrait d'une revue juvénile, Christianisme, avril 1992.*
- (6) Documents-Épiscopat sur les vocations, mai 1992, 106, rue du Vatican, Paris-7.
- (7) Dans *De la secte à l'Église*, au Seuil.

Stéphane Delabrière  
placé en hôpital psychiatrique

## « Troubles du comportement »

Stéphane Delabrière, le détenu de la maison d'arrêt Bonne-Nouvelle de Rouen qui avait mortellement blessé un surveillant principal à coups de barre de fer lors d'une inspection des barreaux de sa cellule, samedi 16 août, a été placé jeudi 20 août, par décision du préfet du département du Val-de-Marne, à l'hôpital psychiatrique Paul-Girard de Villejuif (Val-de-Marne). Il a ainsi quitté la maison d'arrêt de France où il séjournait depuis son transfert précipité de Rouen, dans la nuit de mardi à mercredi.

Stéphane Delabrière, qui avait décapité un clochard en novembre 1991 avant de s'accuser de meurtre d'une greffière égarée un an et demi auparavant, avait fait l'objet de deux rapports d'expertises psychiatriques à la demande des deux juges d'instruction saisis de ces dossiers au mois de décembre 1991. L'objet de ces rapports était de décrire l'état psychiatrique du détenu, mais aussi d'éclairer le juge d'instruction sur son état mental au moment des faits. S'il avait été « en état de déraison au temps de l'action » ou « contraint par une force à laquelle il n'a pas pu résister », l'inculpé serait tombé sous le coup de l'article 64 du code pénal, qui supprime toute possibilité de sanction pénale. Stéphane Delabrière aurait alors été placé - sans limite de durée - en hôpital psychiatrique.

Dans du 13 avril 1991, le premier rapport remis au juge d'instruction recommandait un placement en hôpital psychiatrique dans une « unité pour malades difficiles ». Le juge d'instruction du Havre recevait cependant, trois semaines plus tard, un second rapport, daté, lui, du 7 mai, qui estimait que Stéphane Delabrière était « accessible à la sanction pénale » et qu'il ne tombait donc pas sous le coup de l'article 64. Une troisième expertise avait donc été demandée. Délais et attentes s'étaient accumulés, et cette troisième expertise était en cours au moment du drame.

### Manque d'effectifs

Conformément à la réglementation, ces rapports n'avaient pas été transmis à la direction de la maison d'arrêt Bonne-Nouvelle à Rouen, mais celle-ci avait été avertie de la dangerosité de Stéphane Delabrière. Avant son arrivée dans cet établissement, il avait été incarcéré à la prison du Havre, où plusieurs incidents avaient eu lieu. Stéphane Delabrière avait notamment rempli son lavabo d'eau puis déversé la prise d'électricité avant d'être interrompu par un surveillant. On avait ensuite découvert sous sa montre un morceau de lame de rasoir qu'il disait vouloir utiliser contre lui lorsqu'il en « avait marre ». Les rapports rédigés à l'époque par les surveillants sur ces deux incidents concluaient cependant plus à des tentatives de suicide qu'à des tentatives d'agression.

À la maison d'arrêt de Rouen, Stéphane Delabrière, qui était suivi par un psychiatre du service médico-psychologique de Rouen, était en cellule seul, au rez-de-chaussée, mais il n'était ni en quartier disciplinaire ni en quartier d'isolement. En vertu d'un classement « interne » de la prison, il était étiqueté « troubles du comportement » mais il ne faisait pas partie de la quinzaine de détenus classés « risques majeurs » de la maison d'arrêt Bonne-Nouvelle. Il n'était pas non plus classé détenu particulièrement signalé (DPS) - la maison d'arrêt en comptait un seul, - mais il faisait l'objet d'une note de service qui insistait sur sa dangerosité et prévoyait, pour tout déplacement dans la prison, l'accompagnement d'un gradé et de deux surveillants. Les manques d'effectifs n'ont pas permis de respecter cette règle, notamment lors de l'opération de « sondage » des barreaux au cours de laquelle François Caron, qui était seul, a été tué.

A. C.



## POINT / L'ÉLIMINATION DES DÉCHETS

Chacun  
chez soi

## Dans dix ans, la fin des décharges

Comme les pollutions, les résidus sont la rançon du progrès. Leur volume et leurs nuisances potentielles sont proportionnels aux capacités productives et à la consommation d'une nation. A PNB élevé, poubelles débordantes. La France, pays riche, produit chaque année une montagne de déchets, dont le poids est évalué à près de 570 millions de tonnes. Autrement dit, la satisfaction des besoins de chaque Français engendre bon an mal an, sans qu'il en ait la moindre conscience, l'équivalent d'un camion de 10 tonnes de déchets.

Sur cette masse impressionnante, 400 millions de tonnes sont des déchets de l'agriculture et de l'industrie agro-alimentaire. Ils reviennent engraisser le sol en vertu d'un recyclage millénaire. Ce sont les autres matières de rebut qui posent problème. Un gros contingent d'environ 140 millions de tonnes de matières industrielles de rebut, inertes et peu gênantes, peuvent être considérées comme des remblais.

Les nouveaux  
chiffonniers

La vraie difficulté commence avec les 7 millions de tonnes de déchets industriels nocifs, dont 700 000 tonnes de résidus de soins médicaux (voir encadré) et les 20 millions de tonnes d'ordures ménagères que l'on ne peut plus, sans risque, abandonner telles quelles dans la nature. Vient encore encombrer nos décharges environ

1,4 million de tonnes de déchets industriels et ménagers arrivant d'outre-frontière.

Que faire de ces « matières secondaires » ? Une nouvelle profession, héritière des chiffonniers d'autan, s'en occupe : celle des « transformateurs », publics et privés. Le chiffre d'affaires annuel de cette profession est estimé à 37 milliards de francs, et il augmente de 7 % par an. Chez ceux qui font de l'or avec les ordures, on ne connaît pas la crise.

Ces techniciens font rouler plus de 300 usines d'incinération, qui éliminent, parfois en récupérant de la chaleur, plus de 40 % des ordures ménagères. D'autres assurent le fonctionnement d'une douzaine de centres de traitement de rebuts industriels dangereux. D'autres encore veillent au remplissage de 1 600 décharges autorisées recevant des résidus domestiques et des matières industrielles non toxiques.

Hélas, on dénombre encore environ 5 000 décharges communales, dites « brutes », où chacun va déverser ses poubelles dont le contenu brûle et empuante. Et aussi quelques centaines d'anciens terrains usiniers que les spécialistes appellent des « points noirs », car des résidus de fabrication souvent toxiques y sont enfouis. On en découvre sans cesse et leur traitement est chaque fois un casse-tête, car leurs responsables ont disparu et le nettoyage, difficile et coûteux, revient à la charge de la collectivité. En 1991, par exemple, 20 000 à 30 000 tonnes (selon les estimations), on rencontre, à tra-

vers les bois et les terrains vagues, de modestes mais désagréables entassements de détritus abandonnés par des citoyens peu scrupuleux : les décharges sauvages. Leur tonnage ne pèse pas bien lourd, mais leur impact sur le paysage et la vie quotidienne est lourd.

Deux séries de motifs ont signé l'arrêt de mort du laisser-faire : les préoccupations touchant au cadre de vie, la valeur même des déchets. Ceux-ci ne représentent, somme toute, qu'une étape intermédiaire de la matière. Les éliminer définitivement du circuit économique sans rien en tirer est un gaspillage. L'idée que des industriels spécialisés, les « transfor-

meurs », recyclent ces matières secondaires rejoint donc le souci d'éliminer les déchets et les trafics auxquels ces dépôts non contrôlés et bon marché donnent lieu.

La meilleure façon d'en finir avec les sempiternelles affaires de résidus baladeurs, c'est que chaque pays accepte le principe du recyclage à domicile et que celui-ci soit systématique. On ne devrait plus mettre en décharge que des résidus inutilisables et sans danger. Quitte à faire voyager librement des matières secondaires ayant perdu leur nocivité et gagné une valeur ajoutée.

Tel est l'esprit de la loi votée par le Parlement français en juillet dernier et du décret qui vient de signer le premier

ministère, en bousculant l'Allemagne, sur les conditions d'importation des ordures ménagères. Le sujet était au centre de l'entretien qu'ont eu, vendredi 21 août à Paris, les ministres français et allemand de l'environnement, M<sup>me</sup> Ségolène Royal et M. Klaus Topfer. On espère que cette façon de voir les choses triomphera aussi lors de la réunion des ministres de l'environnement des Douze, en octobre. Mais, alors, comment ne pas être choqué devant la politique d'un certain nombre de casernes pays européens qui se débarrassent de leurs déchets nucléaires - les combustibles usagés - en les faisant traîner par la France ? Le principe du « chacun chez soi » devra bien s'appliquer, dans ce secteur aussi, un jour ou l'autre.

La loi organise la prévention, autrement dit le recyclage systématique des déchets. Ainsi les grandes surfaces doivent récupérer les emballages (plastiques, papiers, cartons, bois et verres) et les renvoyer aux fabricants. Ces derniers, groupés au sein de la société Eco-emballages, vont percevoir auprès de leurs membres une taxe (2,5 milliards de francs par an) qui permettra d'organiser le ramassage, le retour à l'envoyer et le recyclage. Des opérations similaires seront montées pour les pneumatiques (30 millions par an), les batteries hors d'usage (6 millions par an), les solvants, les piles, les appareils électroniques, les voitures (2 millions mises à la casse chaque année). Ce sont autant de matériaux qui ne viendront plus encombrer les décharges.

Enfin, la loi réglemente les transports d'ordures et leur négoce pour mettre un peu d'ordre dans une profession désemparée. Le chantier n'est pas mince, mais le ministère de l'environnement veut aller vite. Des textes de loi d'application que le Parlement a votés en juillet 1992, neuf autres textes doivent être promulgués et les quatre derniers en 1993.

Si les lois, les fonctionnaires et les professionnels sont efficaces, la France devrait être débarrassée de ses énormes dépôts d'ordures peu après l'an 2000.

MARC AMBROISE-RENDU

Grand  
chantier

C'est pour tenter de mettre un terme à l'anarchie des « points noirs » - décharges brutes au nombre de 5 000 environ et décharges sauvages - que le Parlement a voté, le 19 juillet dernier, une loi assez ambitieuse. Elle pose un principe simple : le dépôt sur le sol d'un déchet non traité est interdit sur l'ensemble du territoire français. Délai d'application : dix ans. Un immense travail attend donc les pouvoirs publics et les transformateurs privés. Les centres de traitement et les stations de recyclage vont se multiplier, les usines d'incinération augmenter en capacité.

Pour financer ces investissements, les mises en décharge provisoirement tolérées sont taxées à 20 francs la tonne. L'Agence nationale de l'environnement, qui aide les investisseurs privés et publics à s'équiper, en attend 350 millions de francs par an. Comme aujourd'hui, on compte sur la pression des citoyens et aussi sur l'obligation qui est faite à chaque région de se doter d'un plan d'élimination des ordures industrielles et à chaque département d'élaborer un programme de resorp-

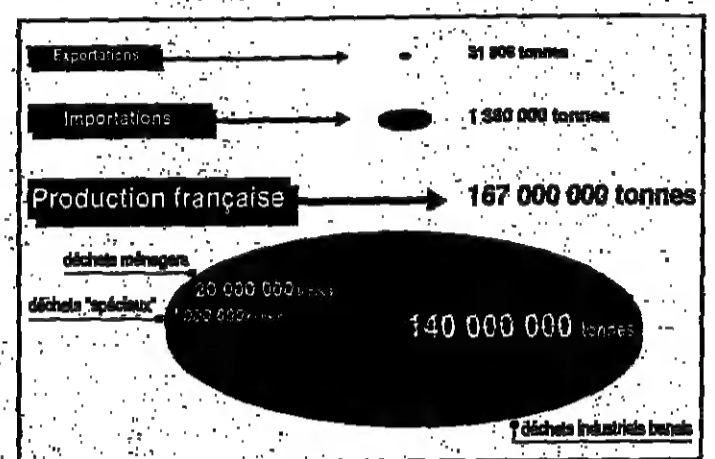
tion des décharges ménagères. Parallèlement, la loi organise la prévention, autrement dit le recyclage systématique des déchets.

Ainsi les grandes surfaces doivent récupérer les emballages (plastiques, papiers, cartons, bois et verres) et les renvoyer aux fabricants. Ces derniers, groupés au sein de la société Eco-emballages, vont percevoir auprès de leurs membres une taxe (2,5 milliards de francs par an) qui permettra d'organiser le ramassage, le retour à l'envoyer et le recyclage. Des opérations similaires seront montées pour les pneumatiques (30 millions par an), les batteries hors d'usage (6 millions par an), les solvants, les piles, les appareils électroniques, les voitures (2 millions mises à la casse chaque année). Ce sont autant de matériaux qui ne viendront plus encombrer les décharges.

Enfin, la loi réglemente les transports d'ordures et leur négoce pour mettre un peu d'ordre dans une profession désemparée. Le chantier n'est pas mince, mais le ministère de l'environnement veut aller vite. Des textes de loi d'application que le Parlement a votés en juillet 1992, neuf autres textes doivent être promulgués et les quatre derniers en 1993.

Si les lois, les fonctionnaires et les professionnels sont efficaces, la France devrait être débarrassée de ses énormes dépôts d'ordures peu après l'an 2000.

MARC AMBROISE-RENDU



Les déchets en France : exportations et importations cumulées ne représentant pas 1 % du total.

Les résidus hospitaliers :  
un cas difficile

Les résidus et appareillages de soins font partie de ces déchets industriels spéciaux dont la circulation transfrontalière et l'élimination sont soumises à des précautions spéciales. Ils ont besoin d'une autorisation pour traverser d'un pays à un autre, doivent voyager en conteneurs sécurisés et sont obligatoirement incinérés. Les résidus hospitaliers sont donc des déchets dangereux. Leur application n'est pas simple.

Dans ce qui sort d'un hôpital, on trouve 50 % d'ordures ménagères banales (restes de repas), 45 % de pansements et linges usagés peu contaminés et 5 % de seringues et déchets organiques très contaminés. Pour à trier ces restes ou tout brûler au prix fort ? Chaque hôpital avait jusqu'à présent un incinérateur. Mais les petites cliniques privées, les dispensaires, les centres de soins, les praticiens de clientèle et les infirmières à domicile n'ont pas cette ressource. Les déchets de soins vont, alors, le plus souvent, se mélanger aux ordures banales. Il y a fort à parier que si l'on inventoriait les entrées des camions de ramassage de la plupart des villes de France, on y trouverait ce qu'on a découvert dans les ballots de déchets « ordinaires » arrivant ces temps derniers d'Allemagne.

L'Assistance publique de Paris, dont les cinquante établissements produisent 45 000 tonnes de résidus par an, a opté pour un

ramassage par conteneur étanche et l'incinération dans une usine moderne située à Créteil (Val-de-Marne). Les Hospices civils de Lyon ont adopté le même parti et font contrôler une usine utilisant la torche à plasma. En revanche, l'Assistance publique de Marseille continue encore sur les incinérateurs de ses établissements qui paraissent insuffisants.

Une dizaine d'installations spécialisées fonctionnent sur la rive de l'Isère. Les plus performantes sont celles de Bassens (Gironde). Sa réputation est telle que les hôpitaux italiens, qui n'ont souvent aucun incinérateur ou bien des appareils vétustes et malodorants, lui expédient chaque année plusieurs milliers de tonnes de déchets.

Reste le tout venant des établissements de soins et des praticiens privés. En Ile-de-France, on dénombre, par exemple, 540 cliniques et centres de soins privés, ainsi que plus de 10 000 médecins de la santé et de l'environnement ont réuni les professionnels pour leur demander d'organiser eux-mêmes un système de ramassage de leurs ordures et de les convoier vers des centres d'incinération. Cela se fait déjà, et depuis des années, pour toutes les substances radioactives utilisées par le corps médical.

Les « transformateurs » dorés  
du nucléaire

La France ne deviendra pas la poubelle de l'Europe. Ce genre de déclaration nationaliste et hygiéniste ne vise que les résidus industriels classiques, les déchets hospitaliers et les ordures ménagères. Tout le monde - sauf les Verts - feint d'oublier que certains résidus étrangers sont tout à fait bienvenus alors qu'ils sont autrement plus dangereux que des seringues : ce sont les barreaux d'uranium brûlés dans les centrales nucléaires d'un certain nombre de nations avancées. Depuis des années, la France importe ces combustibles usagés pour les recycler dans l'usine de la Hague construite, au prix de 65 milliards de francs, par la COGEMA, filiale du Commissariat à l'énergie atomique. On y emploie 3 000 personnes. Résidus japonais (1), allemands, belges, néerlandais et suisses voyageant à travers l'Hexagone, sont traités dans la Manche, puis repartent pour leur pays d'origine sous forme de plutonium et de produits hautement radioactifs.

La France est le seul pays, avec la Grande-Bretagne, à faire commerce du recyclage des combustibles usagés. Le centre de la

Hague a été dimensionné dans cette perspective. Pour tourner à la demande du Japon, les Allemands projettent d'ouvrir à Wackersdorf, en Bavière, Thérèse, les substances issues du traitement devraient retourner outre-Rhin pour être définitivement enfouies dans l'ancienne mine de sel de Gorleben (Basse Saxe). Mais les Gruns - les Verts allemands - n'en veulent pas.

Conséquences : des devises pour la COGEMA et l'abandon du centre de retraitement, que les Allemands projettent d'ouvrir à Wackersdorf, en Bavière. Thérèse, les substances issues du traitement devraient retourner outre-Rhin pour être définitivement enfouies dans l'ancienne mine de sel de Gorleben (Basse Saxe). Mais les Gruns - les Verts allemands - n'en veulent pas.

(1) Le départ prochain de Yokohama d'un navire spécialisé am- nagé pour rapatrier au Japon une tonne de plutonium produite par la COGEMA, est l'occasion d'une vive polémique.

## La polémique relancée en Allemagne

BERLIN  
de notre correspondant

Le coup de poing du gouvernement français contre les importations de déchets en provenance d'Allemagne n'a guère surpris outre-Rhin même si on regrette la brutalité de la mesure. Depuis des mois déjà, les organisations écologistes et les médias dénoncent les trafics d'une véritable mafia profitant des failles d'un système de traitement et de recyclage des déchets qui est de loin le plus draconien d'Europe. L'Allemagne, dont le gouvernement s'apprête à promulguer une nouvelle législation pour limiter les déchets non réutilisables, est actuellement prise entre deux feux. Sa réglementation rend les coûts des opérations de traitement et de recyclage beaucoup plus élevés que dans les autres pays européens. D'autre part, la création d'installations de traitement ou d'incinération en nombre suffisant provoque de vives résistances politiques.

L'été dernier déjà, l'ancien ministre français de l'environnement, M. Brice Lalonde, avait donné un coup de semonce dont se souviennent bien les autorités sarroises. Le syndicat chargé de centraliser la gestion des déchets pour les communes et les districts de la région avait vu déborder, du jour au lendemain, par le préfet de Lorraine les accords qu'il avait avec deux décharges françaises. Il avait fallu aménager à la hâte une décharge transitoire qui s'est rapidement remplie et qui, ne disposant pas des équipements nécessaires, a posé, avec la chaleur estivale, de sérieux problèmes de santé. Le conseil de gouvernement sarrois a construit une installation d'incinération moderne près de la frontière française provoquant une levée de bouilliers non seulement du côté sarrois, mais également de la part du député socialiste du canton lorrain frontalier de Merlebach. Le ministre régional de l'environnement, M. Jo Leinen, un vétéran des luttes écologistes, parle lui-même d'une situation totalement « schizophrénique ».

En Allemagne, les centres de stockage et d'incinération relèvent de la compétence exclusive des communes et des districts et doivent obéir à des normes très strictes. La difficulté, notamment pour les grandes villes, de trouver les terrains néces-

saire rendait tentant de trouver des contractants ailleurs. Une partie des déchets ouest-allemands partaient ainsi autrefois, contre devises, vers l'ex-Allemagne de l'Est. La législation moins contraignante en France faisait aussi de celle-ci une destination intéressante.

Le trafic n'épargne pas l'Allemagne même, comme l'a montré, la semaine dernière, le coup de filet de la police de Francfort (le Monde du 15 août). Les gérants de trois sociétés de traitement de déchets industriels ont été arrêtés sous l'inculpation de constitution d'association criminelle. Ils sont accusés d'escroquerie et de corrup-

tion. Ils auraient notamment déversé dans la nature des produits toxiques mélangés à du sable. Une trentaine d'autres personnes font l'objet d'investigations, dont plusieurs responsables de commune ou de district qui auraient autorisé des dépôts illégaux. Des perquisitions ont eu lieu dans les bureaux et au domicile du directeur de cabinet du ministre de l'environnement de Rhénanie-Palatinat.

Les organisations, même les plus officielles, ne semblent pas trop regardantes sur les partenaires qui les déchargent à l'étranger de leurs problèmes. La firme française Concorde International, mise en cause dans le

## Un marché sans frontières

trafic, était en relation d'affaires avec une firme de Bad-Homburg spécialisée dans le recyclage et le transport d'emballages plastiques usagés, travaillant pour la très officielle organisation allemande Duale System Deutschland (DSD).

Une nouvelle législation à l'étude

Mise en place à grand renfort de publicité, l'année dernière, sous le patronage de l'industrie allemande, cette organisation a pour but de faire financer le tri et la récupération des emballages usagés dans les villes par les producteurs desdits emballages, qui, en échange, peuvent utiliser le sigle de l'organisation - un point vert avec une flèche circulaire - sur leurs produits et se faire ainsi une publicité comme défendeur de l'environnement.

Un nouveau projet de loi a été présenté par le ministre de l'environnement, M. Klaus Topfer, le 17 juillet dernier, à Bonn. Il vise à prendre la base en multipliant les incitations pour que les industries développent des produits qui limitent le plus possible les déchets, et si elles ne peuvent faire autrement, prévoient leur recyclage. L'incinération ou le stockage ne doivent intervenir que comme solution extrême. Les fabricants et les détenteurs de déchets devront fournir des bilans précis sur ce qu'ils font et prévoient de faire.

Cet appel à un changement de mentalité est bien reçu des protecteurs de l'environnement. Les coûts induits sont, en revanche, critiqués par le patronat, spécialement en l'absence d'une législation européenne comparable. Surtout, ce renforcement de la législation ne supprime pas le problème actuel de manque de dépôts ou d'installations d'incinération modernes dans les régions. Tout le monde a tendance à renvoyer la balle au voisin pour ne pas avoir à supporter l'immensité de la construction de telles installations.

La fermeture de la frontière française va être un casse-tête dans de nombreuses régions. Des villes comme Ulm, qui envoyait jusqu'ici la presque totalité de ses ordures en France, ne disposent d'aucune installation propre et se heurtent au refus des communes rurales environnantes d'en accepter.

HENRI DE BRÉSSON



# S A N S V I S A

## Rabelais

« Trop rares sont les endroits où un livre et sa terre se confondent. » En Touraine et surtout en Vendée, parcours chez Rabelais en compagnie de l'écrivain François Bon, qui propose une nouvelle lecture de l'auteur de Pantagruel.

C'EST de son installation sur un oratoire ancien que la maison natale de François Rabelais tient son appellation de Devinière. L'initiation dont elle a fait preuve en abritant l'inventeur d'une langue et d'une écriture est à lui compter en sus. D'autant que l'homme a fait mieux que relayer les discours d'avenir : il a alimenté celui-ci, en lui offrant la source intarissable où viendraient s'abreuver les plus assoiffés des possédés du verbe. A quelques contemporains près. Flaubert : « Voilà la grande fontaine des lettres françaises ; les plus forts y ont puisé à pleines tasses » ; Chateaubriand : « Rabelais, génère-mère de la langue française ».

Du sanctuaire, La Devinière a adopté la tenue contemporaine de musée. Elle rassemble, écouvonne, autant dans des attentions auxquelles aucun siècle n'a échappé que dans leurs contradictions mêmes, ce qui converge d'enthousiasme militant et d'éclats mesurés vers l'abbaye de Maillezaud, portraits, publications et illustrations, dans un paysage qui d'être découvert d'un intérieur incontestable, paraît ne pouvoir être démenté ni par l'auteur ni par ses personnages. Autant de hors-textes qui, pour toutes assurances, ne font que lever quelques interrogations nécessaires.

Le portrait, par exemple. Est-ce suite d'une autorité aussi incontestable que celle d'un Diderot disqualifiant tout Erasme ultérieur ? On n'a jamais cessé de peindre (graver, dessiner, sculpter) Rabelais. Rapidement, au prétexte d'une gravure fruste, on a refusé de reconnaître son visage osseux et austère au front haut, sa lippe discrètement ironique, son œil clair, rond, un peu les et fixés loin, hors d'attente. On allait s'activer pour que l'homme de La Devinière échappât à ce Rabelais-là, qu'on ne trouvait pas assez « rabelaisien », qu'il se mit à respirer ces vertus « françaises » qu'on voulait lui voir vendre : la gaucherie et la table.

Les fidèles allaient le « budéifier », le « calviniser », le « voltairiser », le « balzacifier ». Les autres, « ignoraient », n'ayant de cesse d'arrondir ses traits. On aurait identifié les souches successives de cette normalisation, l'invention d'un Rabelais pour tous, comme à Saint-Sulpice. Joie des conventions. Devant la réalité nîce, les portraits ouvertement imaginaires peuvent s'écarter en majesté, comme celui offert par Matisse, hommage vrai d'un intime, aussi peu railleur que celui de Picasso versant au culte de Staline.

Quant au paysage, on le verra s'installer en métaphore des avatars du texte rabelaisien. On proclamera, comme toi guide, qu'il « n'a guère changé depuis maître François. Au fond, le château du Coudray-Montpensier (XV<sup>e</sup>) domine la région de sa silhouette médiévale », focalisant sur un repère incontesté pour étendre la partie au tout. Alors qu'entre La Devinière (où Rabelais naît en 1494) et l'abbaye de Seuililly (où il va faire ses classes) le remembrement a dissous les reliefs séculaires pour livrer des hectares ininterrompus à ces nouveautés : le maïs, le tournesol, et, dernièrement, le melon.

Tout comme on pratique à coups de morceaux choisis une lecture de rapport, le rendement s'est emparé des sols. Avec sa mutation publicitaire en Rabelaisie, c'est la contrée entière qui entend récolter désormais cet hybride nouveau : du rabelais. Le Chiconnais a investi dans l'imposture. Son succès, qui n'est malheureusement pas à écarter, risquerait de voir se lever bientôt une Flaubertie, en atten-



La Devinière, maison natale de l'écrivain, en Indre-et-Loire.

mier platane. Pour quelque temps encore absent des itinéraires-clés rabelaisiens, ce haut lieu semble d'autant plus secret d'être si paisible. Au-dessus des terrasses vertes cascades vers l'étroite Longèves (affluent de la Vendée), demeure une robuste tour qui paraît marquer la solidité, la durabilité, de l'attachement des deux hommes. Rabelais ne reviendra-t-il pas s'y réfugier en 1535 de crainte de représailles après son *Gargantua* ?

Entre Vendée et Sèvre niortaise, François Bon est ici chez lui, en terre (et en eau) d'enfance. Il lui a arraché son dernier roman, *L'Enterrement* (1), et a parcouru chaque kilomètre de ses canaux et de ses routes, certaines au tracé quasi inchangé depuis que Rabelais les affrontait à dos de mule. De Damvix, dans le Marais poitevin, où son grand-père, instituteur, serait en sa bibliothèque un Rabelais sorti des tranchées, l'« on conservait cette espèce d'abbaye de Maillezaud à vue d'œil, et ce nom de Rabelais qui y était lié ». L'enfant en conclut que « s'il existe des livres c'est parce que quelqu'un les écrit. Associant, avant même de l'avoir lu, le nom de Rabelais à l'idée de faire des vers ».

A Angers, l'ado cent demeure six ans interne à l'école des arts et métiers. Son lit est dans l'ancien dortoir des moines et sa table d'études dans le cloître de ce qu'il découvrit être le couvent jumeau de celui de La Baunette où Rabelais fut envoyé au sortir de Seuililly. Alors, d'avoir « traversé les mêmes conditions » que Rabelais, il tire « le sentiment que le regard porté sur la vie et sur l'enfance tient à ce moment où l'on n'échappe peut-être pas à un enfermement, mais à une collectivité aux lois très serrées ». Au-delà, des inflexions le touchent, lorsqu'il vend des journaux dans les bourgades et les fermes isolées du Saumurois et du Chiconnais : celles de la « prononciation patoise », où il retrouve « une structure complètement classique du français, dans une langue extrêmement pure ».

En 1983, à Paris, après l'expérience de son premier roman, *Sorlie d'usine* (2), il reprend tout Rabelais. En tête, l'idée de « retrouver un endroit fondateur de la littérature », la surprise bientôt de « découvrir que cette phrase ancienne qui paraît si loin de nous n'était autre que le parler familial, le patois que j'entendais quotidiennement », et une énigme : « son côté hypnotique ». « Il y a cette espèce de flottement dans le rythme des mots ou dans les images qui fait qu'on les garde vraiment en tête, dit-il. Ces livres ne travaillent pas tant par le sens que par cette qualité d'hypnose qui a à voir avec notre parler local. Si on lit Rabelais ici, on si on le fait lire à des gens d'ici, à haute voix, ça tombe tout seul, presque dans la manière des chansons locales. Le premier pays de Rabelais, c'est sa langue ».

« Il y avait quelque chose de très important pour moi qui se jouait dans le fait que c'était une langue d'enfance. J'avais l'impression de bénéficier d'un privilège d'accès direct au texte. Le sentiment d'élection se double de la perception accrue d'une immense injustice, pis : d'un glâcis. Que les richesses de cette « machine musicale » aient trop souvent disparu sous l'épaisseur d'une glose inversément proportionnelle au nombre, à la qualité, de ses lecteurs réels. « On a tous une idée de Molière, ou de Balzac, comment en avoir une du Quart Livre lorsqu'il n'est même pas disponible en livre de poche ! »

De notre envoyé spécial  
Jean-Louis Pentier  
Lire la suite page 11

## le vendangeur de mots

de Rabelais : s'il remplace le monde vrai par la force d'un livre. »

Lois de Rabelaisie, le bas Poitou, où Rabelais d'ailleurs séjournera sensiblement plus longtemps qu'en Touraine, marque la suite et la fin de son enfermement. Fontenay-le-Comte est alors, avec Poitiers, un pôle intellectuel national. Fief humaniste, la cité abrite Pierre Lamy, avec qui Rabelais pratiquera le grec et correspondra avec Guillaume Budé, le juriste Tiraqueau, et, plus tard, ce François Viète, l'un des fondateurs de l'algèbre, introducteur des variables et de la notation des puissances – inséparable du développement de l'imprimerie. Sur la région (et les idées) plane le puissant Geoffroy d'Estissac, évêque de Maillezaud, qui libérera Rabelais des tenailles franciscaines en le prenant à son service, puis le fera entrer dans la suite de Jean du Bellay. Direction Rome.

Geoffroy d'Estissac ne séjournera guère dans son grand-œuvre de Maillezaud, et Rabelais encore moins, qui n'y fut jamais même, bien qu'on y montre son « cachot ». Les pierres ayant échappé au zèle fortificateur d'Agrippa d'Aubigné un demi-siècle plus tard n'en ont pas moins permis de bâtir une sorte d'ancrage aussi efficace que symbolique de Rabelais dans ce qui était alors presque. Mais son ancrage réel est à rechercher quelques kilomètres plus au nord, dans le château familial où l'été ramenait Geoffroy d'Estissac, à L'Herménault.

C'est là où Rabelais écrit à son bienfaiteur, là où il lui fait parvenir de Rome ces graines nouvelles – là où, peut-être, grandit le pre-

nant une Frontise (de culture plus délicate) et ainsi de suite. A quoi bon lire Rabelais quand une demi-journée d'autocar permet de le « faire » ? L'un des intellectuels les plus complets de son temps, dont chaque ouvrage est encyclopédie, amenant ses lecteurs aux bords extrêmes des univers connus, est réduit à la dimension d'un terroir – au demeurant fort estimable.

A suivre François Bon (né en 1953), l'un des romanciers les plus exigeants de la jeune génération, dont le chemin croisant celui de Rabelais est devenu lent cheminement de compagnie, début pied à pied, c'est texte en main, fort du réel, que l'on doit oser renverser les propositions et regarder au présent : « Le géant [Gargantua] est toujours ici, il passe la tête à l'exact endroit de Thélème. Où commence la forêt, avec ses échelles de fer, sous les vapeurs blanches des échangeurs thermiques, le haut des énormes cubes, en gris : la centrale nucléaire... »

Le reste n'est affaire ni de fléchage, ni de recatés « d'époque », ni de costumes « médiévaux », mais d'une attention sans complaisance : « Trop rares sont ces endroits où un livre et sa terre se confondent, écrit François Bon. [A La Devinière] comme à L'Herménault ou Maillezaud, l'écart et l'abandon sauvent ce qui n'aurait pas dû l'être : rien ne survit du Paris de Rabelais, que sa tombe. Il faut élever l'inqualifiable sentiment : qu'à de certains endroits, ce n'est pas le monde vrai qu'on regarde, mais l'idée qu'un livre nous en a donnée. A ce prix, on peut peut-être parler d'un réalisme

de Rabelais : s'il remplace le monde vrai par la force d'un livre. »

# CUBA CHOC 4.990



OFFRE SPECIALE  
SUR LE VOL  
DU 6 SEPTEMBRE

HOTEL RANCHO LUNA

Offre spéciale :  
pour le prix d'une semaine (8 jours, 6 nuits),  
nous vous offrons la deuxième semaine,  
gratuite, selon disponibilité.  
\*Inclus : vol, séjour plage,  
transfert aéroport-village-aéroport

POUR EN SAVOIR PLUS, FAITES  
3615 OT. CUBA  
TÉLÉPHONEZ AU (1) 44 79 00 66  
OU CONTACTEZ VOTRE AGENCE DE VOYAGE



(1) Verdier, 108 p., 68 F.  
(2) Editions de Minuit, 160 p., 45 F.



## En terrasse



**P**OUR une raison énigmatique, l'écrivain F. décida d'aller choisir loin l'épigraphie de son essai sur les terrasses de café parisiennes : « Je crois que je ne verrai jamais une vache sans pouvoir résister à l'envie de tresser une phrase autour du malheureux animal. » Il l'avait extraite du roman de Jim Harrison, *Faux Soleil*. Il chercha pourquoi, finalement trouva : il était le dernier écrivain à travailler à une terrasse de café à Paris.

Un peu comme le dernier des Mohicans. Les autres regardaient, étaient des touristes ; ils n'écrivaient pas, ils envoyaient des cartes postales, griffonnaient dans des journaux. On leur avait appris que les Parisiens étaient particulièrement... Quoi ? F. voulait noter ce stéréotype, se mélangait entre trois ou quatre idées différentes. Rendit un sourire mécanique à la petite Anglaise qui devait penser que ce Parisien n'était pas typiquement parisien.

Il était la grenouille qui annonçait une météo erronée.

L'Anglaise (« sortie tout droit du dernier Duras », avait-il écrit) lui dit qu'elle était... « une Américaine, du Middle West... Yes ». Elle avait lu les livres de « Scott Fitzgerald, John Taylor et les autres ». F. se frotta les yeux. La petite Américaine l'acheva : « Nous sommes à Paris pour un spectacle d'éléphants roses. »

Pour une raison désormais obscure, F. décida de troquer son *Ethnologie de la terrasse* contre un *Roman de la terrasse*. Il travaillait en un lieu dont, en y réfléchissant bien, il pensait le plus grand mal : c'était le bistrot du coin, pas beaucoup de places, quatre à dix tables, parfois une table de chaque côté de l'entrée, une pour lui, une pour tel inconnu, qu'il attendait longtemps. Bruits, air pollué, à se demander pourquoi les gens venaient là, soi-disant prendre l'air, là, l'air.

F. décida d'appeler le livre *Roman*.

La suite de l'histoire est comique. A une terrasse de Belleville, il vit passer, ouvrit de grands yeux, la bouche, comme d'habitude il avait très peu bu, il vit passer deux éléphants. Ils avaient de grandes oreilles, des petites trompes, et ils étaient roses. L'accompagnateur des pachydermes répétait aux badauds ahuris : « Vous savez, c'est pour les studios, vous savez, la télévision... »

F. suivit les éléphants, histoire de vérifier où ils allaient. Il prenait des notes en marchant. Il avait mis son carnet dans sa poche de blouson, écrivait la main dans la poche. Afin de mieux passer inaperçu : lunettes noires, déguise de détective. C'est ainsi qu'hommes et bêtes atterrirent rue des Alouettes, à la SFP, la Société française de production.

Quand F. s'aperçut de la présence de l'Américaine, il se cabra, se fêla contre lui-même, rebrousse chemin, coupa par la rue Malher et rue Saint-Antoine. F. avait atteint l'âge où il n'avait plus aucune chance que le chauffeur pensât qu'il fut élève du lycée Charlemagne, élève non, prof oui, proviseur peut-être... Bref, rien qu'à l'idée d'imaginer qu'un jour... un jour, peut-être, toutes les terrasses pourraient être interdites à Paris, en France, dans le monde, F. frémit. Il pensa à sa fille qui l'attendait au centre aéré.

F. passa chez une amie peintre qui n'habitait pas loin, prendre un café - elle travaillait à une série autour de Miles Davis, une peinture tournée vers des lumières diurnes et, en même temps, vers la nuit du jazz, sans perdre sa propre part de jour. Si vous voyez. L'amie peintre dit à F. ceci : « Un homme à sa terrasse. Une femme à sa terrasse. C'est l'espace ouvert de la rue. Contre l'espace clos, enfumé, mal aéré, sombre, de la salle. Essayez que les éléphants étaient roses ? »

F. prit un taxi : « A Saint-Paul, s'il vous plaît, dans le Marais. Au métro Saint-Paul. Au Dôme Saint-Paul, plus exactement. Angle rue Malher et rue Saint-Antoine. » F. avait atteint l'âge où il n'avait plus aucune chance que le chauffeur pensât qu'il fut élève du lycée Charlemagne, élève non, prof oui, proviseur peut-être... Bref, rien qu'à l'idée d'imaginer qu'un jour... un jour, peut-être, toutes les terrasses pourraient être interdites à Paris, en France, dans le monde, F. frémit. Il pensa à sa fille qui l'attendait au centre aéré.

Il se souvint des terrasses de Montréal, au Québec, rue Saint-

Denis : on dispose les chaises autour de la table, on se fait face, on parle, on se regarde, on regarde les autres... Et les terrasses de Strasbourg, de Tel Aviv, les terrasses... Il pensa au midi de la France, à Pagnol... Qu'est-ce donc cette activité qui consiste à s'asseoir devant la rue et à regarder les éléphants passer ? F. sortit du taxi, sauvé de l'horreur de l'insistance des terrasses à Paris.

Avec sa fille, il alla brûler un cerge à l'église Saint-Paul. C'était la première fois. Ils prirent la porte de gauche, puisèrent une autre porte, puis une autre, jusqu'à la gauche. La petite dut grimper sur

un tabouret pour attraper le cerge. Papa mit les sous dans le trou, demanda : « Tu vas t'allumer toute seule, ma chérie, t'en d'accord ? » Elle était d'accord.

« Papa ? »

« Oui ? »

« Comment elle s'appelle la dame ? »

« Marie. »

« Comment s'appelle son Prince ? »

« Son Prince ? Hein... Joseph. »

Elle voulait réchauffer la Princesse qui avait froid, c'était l'été, elle voulait rester là, comme d'autres veulent rester à des terrasses de café, de bistrot, de restaurant, regarder passer les chalandes, les vaches, les grenouilles, les éléphants, les fies, qui vont enlever des points aux inépus.

« Mort aux riches », cria-t-elle.

Elle répète ce qu'elle a entendu dire. N'importe quoi, elle répète.

Puis F. amena sa fille à la terrasse. A quatre ans (« quatre ans et demi », rectifia-t-elle), elle avait déjà intériorisé la norme : s'asseoir face à la rue. Pour parler aux voisins, torticolis. Elle s'assit. Différemment. L'écart est de tourner le dos à la rue, on peut aussi. Elle déshabilla. La disposition des chaises et des tables apprend tout à l'enfant. Et le spectacle aussi : à Saint-Paul, on ne voit pas passer, comme à Belleville, ces groupes de femmes avec des bébés accrochés sur le dos, les hommes en djellaba. F. regretta de n'avoir pas choisi une terrasse de Belleville.

Il pensa à une autre terrasse, dans le quatorzième arrondissement : Les Chacades, angle avenue du Maine, rue Auguste-Milla, rue Cels. Pas les mêmes journaux, il travaillait : *Renai* *Renai*. Rue Cels,

au numéro 24, une association avait, sur la façade d'un petit hôtel, rappelé que Simone de Beauvoir et Jean-Paul Sartre venaient là, entre 1937 et 1939. « Dans deux chambres séparées », précisait l'inscription. Face au cimetière Montparnasse, où F. avait toujours rêvé d'avoir une place. Rêveur concret, F. pensa aux inconvénients de cette terrasse.

Et le bruit. Et le reste : manger à la terrasse (les microbes, on entend bien aux enfants d'entrer dans les services de chirurgie des hôpitaux). Une terrasse remplacée par un petit bout de jardin ? Au prix fort en plus : tarifs en terrasse qui donnent la nostalgie des tarifs au comptoir.

« Sans compter l'inconfort », dit à F. un ami qui a horreur des terrasses. « La terrasse donne des idées », assure un amateur. « Le rite de la terrasse est irremplaçable », réchiffra un autre. Point de vue crypto-écologique : « On ne se souille pas aux terrasses, tout y est léger, prise de terre, l'été les femmes sont habillées légers... » Un collègue de F. lui jouta un titre de chapitre : « Terrasse et météo ».

Les passants jettent un coup d'œil. Les touristes assis regardent passer les autochtones. De la place qu'il occupait, F. regretta de ne pouvoir observer la lumière d'après-midi sur l'Opéra de la Bastille. Dans ses bras, sa fille se réveille. Pour une surprise, c'était une surprise : la petite Américaine des éléphants roses venait de s'installer à côté d'eux. « Hi ! » Elle avait « fait » (disait-elle) Lipp, le Flore, les Deux-Magots, la Rhumerie, Belleville, les Champs-Élysées, la terrasse de la fontaine Stravinski à Beaubourg, elle travaillait sur les terrasses de café parisiennes, elle était devenue indigène.

F. dit à sa fille : « T'es fait une bonne sieste, ma chérie ? » Elle répondit : « Pas la sieste, papa ! Je me suis reposée. »

Jean-Claude Charles

## ESCALES

## TÉLEX

### Tipis québécois

Ils s'appellent les Abénakis, les Hurons, les Montagnais, les Cris, les Algonquins et les Mohawks. Autant de communautés indiennes du Québec, véritables nations autochtones. Depuis la nuit des temps, elles vivent en harmonie avec la grande nature nord-américaine, au milieu des immenses forêts d'épinettes, parmi les ormes (élans), les caribous, les ours et les castors. Un voyageur local, nommé Wawati et installé en Abitibi, au nord de la Belle Province (CP 118, Val-d'Or, Québec, tél. : 191-819 824-7652), programme des circuits-aventure de huit jours destinés à mieux les connaître. Nuits en hôtel, en auberge mais aussi en campement indien, sous des tipis, avec repas traditionnels, balades en canot et, le soir, autour du feu de camp ou dans la « maison longue », légendes racontées par les plus anciens. Un univers situé aux marges du Grand Nord et que l'on parcourt en minibus. Le circuit de près de 2 000 km s'effectue en boucle de Montréal à Montréal. Les deux derniers départs ont lieu les 30 août et 27 septembre. Sur place, il en coûte 900 dollars canadiens avec l'hébergement, les repas, les diverses activités et un guide-accompagnateur. On peut également opter pour huit jours de marche à travers bois, descente de la Sagouéwaik en canot traditionnel, trappage, observation des castors et des orignaux, sous la conduite d'Indiens du Nord québécois. Un circuit proposé de la mi-juillet à septembre, au départ de Val-d'Or, pour 800 dollars auxquels il faut ajouter 200 dollars pour l'aller et retour en avion de Montréal. A noter que ces circuits sont également vendus en France par les voyagistes Trafic Tours (tél. : 43-55-44-11), America Tours (40-59-41-11) et Voyageurs au Canada (40-15-06-60). Deux autres pistes pour les amoureux de grande nature. D'abord, toujours au Québec, le domaine de Louvain, à 325 km de Montréal, dans les Hautes



Camp montagnais à Mingan.

Laurentides ; 160 km carrés, trente-deux lacs et deux rivières pour marcher, pagayer, photographier, pédaler et pêcher. Une exclusivité du voyageur Jumbo America (agences de voyages, agence Air France, 38, avenue de l'Opéra, 75002 Paris, tél. : 47-42-06-92) qui, jusqu'au 3 octobre, y propose des séjours d'une semaine en chalet traditionnel, de 9 300 à 10 750 F en chambre double, au départ de Paris. Ensuite, en Ontario cette fois, deux circuits de sept jours en canot (4 000 F environ plus acheminement) dans les parcs Algonquin et Quetico, ou, à 800 km au nord de Toronto, près de la baie James, des séjours pêche d'une semaine (de 4 000 à 10 700 F selon l'hébergement, plus acheminement) au lac Kessagam, royaume du brochet et du doré, accessible uniquement en hydravion. Des propositions contenues dans la brochure *Jet Set 1992*. Renseignements dans les agences et

au 42-89-18-00. Quant aux adeptes du confort, ils consulteront le guide des établissements de la chaîne Hôtellerie de villégiature, qui regroupe les meilleures adresses de campagne et hôtels de séjour du Québec. Une brochure réalisée en collaboration avec le voyageur Vacances Air Canada (9, rue du Mont-Tambor, 75001 Paris, tél. : 42-86-89-38) qui y présente une sélection de forfaits variés. Pour de plus amples informations : Office du tourisme du Québec, 4, avenue Victor-Hugo, 75116 Paris, tél. : 45-00-95-55.

### Mer à thème

Voilà belle lurette qu'il est de plus en plus difficile de bronzer idiot. En ira-t-il de même dans le domaine des croisières maritimes, formule de vacances apparemment de plus en plus en vogue. A consulter le menu concocté par les croisières Paquet,

on peut le supposer. A croire que désormais la boule sera studieuse (ou animée d'une manière ou d'une autre) ou ne sera pas. Ainsi le fleuron sentimental de Paquet, le vénérable *Mermoz* (278 cabines), qui a roulé sa coque blanche sur toutes les mers du globe, paraît ne plus pouvoir lever l'ancre sans hisser un thème au sommet de son plus haut mât. En mai, il affichait les stars de la danse. Du 1<sup>er</sup> au 14 septembre, il accueillera son 36<sup>e</sup> Festival de musique en mer (à partir de 25 180 F par personne dans une cabine intérieure à trois lits), une longévité qui témoigne du succès d'une manifestation qui alterne récitals sur les flots et concerts à terre, cette année en Italie, en Turquie et en Grèce. A l'affiche, notamment, *Zaïde* de Mozart en version concert. Les musiciens céderont ensuite la scène aux acteurs qui, du 14 au 25 septembre, prendront part au 17<sup>e</sup> Festival de théâtre en mer (à partir de 15 640 F) avec, pour décor, l'Italie et la Grèce. Là encore, représentations à bord et à terre avec, par exemple, *Phédre* à Delphes et *le Bourgeois gentilhomme* (avec Michel Galabru) à Syracuse. Également au programme, répétitions et cours de comédie. Le rideau à peine refermé, *Mermoz* mettra le cap sur Malte, la Sicile et l'Italie pour sa 3<sup>e</sup> croisière de la gastronomie et du vin (à partir de 6 700 F), du 25 septembre au 2 octobre. Au menu, causeries, dégustations et dîners de gala préparés par une brochette de chefs étoilés. Place ensuite à l'histoire, discipline à laquelle sera consacrée la croisière du 17 au 30 octobre (à partir de 13 420 F), la huitième du genre. Avec escales en Grèce, Syrie et Cappadoce. Enfin, du 30 octobre au 12 novembre, 5<sup>e</sup> croisière des beaux-arts (à partir de 15 440 F) vers des côtes plus lointaines : Égypte, Yémen et Djibouti. Les prix indiqués comprennent l'acheminement aérien, quand il est prévu, mais non le prix des excursions, facultatives. Renseignements dans les agences de voyages.

**Montgolfières à Metz pour le 10<sup>e</sup> challenge Pilière de Rozière.** Du 24 au 30 août, une centaine d'aéronefs français et européens glisseront dans le ciel messin, renouvelant le vol de l'aéronaute français qui relia, en 1783, le château de la Muette à la Butte-aux-Cailles en aérostat. Programme des manifestations au 87-64-08-08.

**Vos vacances intéressent le voyageur Jet Tours.** Filiale touristique d'Air France qui reconduit cette année son Grand Prix de la Photo destiné à récompenser les meilleures photos de voyage et de vacances. Pour participer à ce concours ouvert aux résidents français de plus de dix-sept ans et doté de séjours à l'étranger et de divers prix, il faut, d'ici le 15 septembre, envoyer à Jet Tours (22, quai de la Mégisserie, 75001 Paris) une sélection de 5 photos maximum sur tirage papier, format 13 x 18 cm, avec, au dos et en majuscules, nom, prénom et adresse de l'auteur.

**Croisière au bout de l'univers** du 22 au 29 août dans le cadre du 8<sup>e</sup> Festival de l'astronomie qui se déroule dans la Vanoise. Conférences (La découverte de la galaxie, La vie dans le cosmos, La vie des étoiles) suivies de lectures du ciel et d'observations aux instruments, ateliers (construction de micro-fusées, de radiotélescope et de cadrans solaires, initiation à la photo astronomique), expositions, planétarium (observation du Soleil) et causeries (légendes de la Lune) sont organisées dans plusieurs villages de haute Mauricie. Pour s'informer sur le programme, les conditions d'hébergement, le forfait tout compris : Haute-Mauricie Informations, 73480 Lanielbourg, tél. : 79-05-91-57.

**Ballades du terroir en Seine-et-Marne.** un panier pique-nique dans le coffre de la voiture et un petit guide historique à la main. Le panier est

rempli de solides produits fermiers (fillets de pâté, œufs durs, salade, boîte de radis, fromage de chèvre, dessert, fruits), le tout accompagné de pain, cidre ou jus de pomme, bouteille d'eau et vaisselle en carton) devant nourrir quatre appétits pour 200 F. Variantes à 250 et 280 F. Prévenir la cuisinière quarante-huit heures à l'avance et garder le panier. Renseignements et liste des producteurs préparant ces saines nourritures auprès de la Maison départementale du tourisme (Château Soubiran, 174, avenue Henri-Barbusse, 77194 Dammarie-les-Lys, tél. : 64-37-19-36) qui diffuse également la plaquette proposant divers itinéraires à thèmes à travers ce département qui abrite notamment les châteaux de Fontainebleau, Vaux-le-Vicomte et de Blandy-les-Tours.

**Le château de Chambord** est l'un des premiers titres d'une nouvelle collection, « La Mémoire des lieux », consacrée aux grands sites historiques et publiée par les éditions Complexe, en collaboration avec la Caisse nationale des monuments historiques et des sites. Anne Denis, historienne de la Renaissance, y fait revivre les grandes heures du château de François I<sup>er</sup>. Maquette aérée, belles illustrations en noir et blanc et en couleurs, tableau généalogique, chronologie. L'ouvrage (144 p., 69 F) mentionne, en appendice, ce que l'on peut voir autour de Chambord et donne quelques adresses d'hôtels et de restaurants. A Chambord même, une halte-garderie d'œuvres artistiques accueille gratuitement, de 10 h à 18 h tous les jours jusqu'au 1<sup>er</sup> septembre, les enfants de deux à six ans.

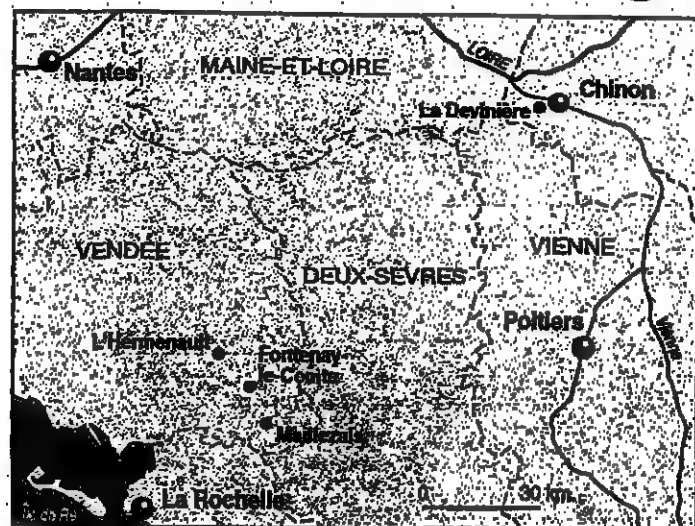
Sélection établie par Patrick Francis et Danielle Trannoy.





L'église de l'ancienne abbaye Saint-Pierre de Maillezais, en Vendée.

## Rabelais, le vendangeur de mots



Suite de la page 9

Le romancier s'insurge : « On nous présentait Pantagruel comme une préhistoire du roman. Alors que le roman est une branche de la littérature postérieure à Rabelais. Saint-Vincent c'est une autre branche. Céline avait bien saisi cela quand il a dit en substance : « Il y a le côté Amyot, il y a le côté Rabelais, il y a le côté Gargantua, il y a le côté Pantagruel, nous paraît plus compliqué parce qu'Amyot n'est pas non plus le français classique, c'est quand même aussi une pâte de langue. Montaigne vient d'Amyot et ce n'est pas du français sage. La solution pour nous, après la déconstruction du grand roman, c'est de nous en tenir à la dix-neuvième siècle par Froust, Joyce, Musil, pour nous en tenir à la continuité mais qui est tout simplement une négativité au travail, pouvait être de revenir à l'embranchement d'avant, c'est-à-dire à une langue qui est quand même une langue de fiction, mais aussi à la langue se regardant elle-même sans question de genre, plus proche du langage écrit. Cet embranchement-là, son côté brut, pouvait nous apporter beaucoup, y compris dans la forme. L'engagement peut-être dans un statut incertain de la langue. »

La « restauration » de Rabelais entreprise vient à l'appui. Elle passe par une remise en ordre, puis un ravalement prudent qui, avec les notes et commentaires, ferait réapparaître les pierres d'origine. En commençant par le Pantagruel, le premier livre écrit : Pantagruel, le non pas, comme on le pratique habituellement au nom d'œuvre complet (un concept postérieur à Rabelais) ou, sous prétexte de chronologie du récit, en le faisant précéder de Gargantua. « On ne peut pas comprendre Pantagruel qui ne décrit que le mouvement d'après à une histoire, si on le lit après, estime François Bon. Et les « bilingues », qui à l'origine de la langue au premier plan, alors que Rabelais garde toujours sa distance avec elle, ne font que renforcer le bilinguisme. »

Une distance que l'on peut maintenant mesurer en lisant la version inédite de Pantagruel qu'il vient de faire paraître, « une » notes, et plus près du texte original de 1532 : une reponctué. « En typographie, n'y avait rien : le point, la virgule, la barre. C'est les changements de locuteurs, les glissements de sens et de sens qui sont indiqués, de l'intérieur du texte, par la variété même du mot, comme chez Thomas More par exemple. Le retour à une forme brute simplifie la lecture et on retrouve le sens de la surprise. C'est un système de notation très théâtral. N'oublions pas que la période où Rabelais écrit à l'écriture de fiction est aussi celle où il s'est investi à fond dans la farce du Moyen Âge. » Le pari de François Bon n'est pas, en

l'a compris, de faire « une » de l'assimiler, mais de nous inciter à emprunter le chemin embroussaillé, le tracé parfois fort incertain, qui conduit vers lui. De souvenir que lecture est aventure. En une manière de nous redonner soit d'une langue, la nôtre, et manière de l'éclaircir. Alors entrons, avec « maître Alcofrybas Nasier » dans la « tour » du bon Pantagruel. En nous. « Car bon est grec vault, comme à dire comme : « Gruel » langue hagarene vault, comme à dire alteré, comme à dire infer qu'à l'heure de sa lecture le monde estoit tout alteré. Il voyant en esprit de prophète qu'il seroit quelque jour dominateur des autres... »

De notre envoyé spécial  
Jean-Louis Perrier

Le Pantagruel « restitué » est publié en poche chez POL (164 p., 59 F.). Dans la même collection, sont en préparation Gargantua, le Tiers Livre et le Quart Livre, tous préfacés par François Bon. La Folie Rabelais (l'invention du Pantagruel) de François Bon, Editions de Minuit (175 p., 110 F.). Le vibrant et toujours actuel Rabelais de Manuel Diegues paru au Seuil (« Écrivains de tous les temps », 180 p., 54 F.). La Maison de La Davinière, à 7 km de Chinon (Indre-et-Loire), est ouverte toute l'année, sauf en décembre et janvier. Excellentes visites guidées (tél. : 47-95-91-18). A moins de 1 kilomètre, l'abbaye de Saumur, qui abrite un centre d'études à l'environnement, propose le vivre et le couvert, et, sous le beau titre de « Rabelais perpétuel », une lecture de l'auteur de Gargantua (tél. : 47-95-93-15). L'abbaye de Saint-Pierre de Maillezais (Vendée) est ouverte les Pâques à l'été (tél. : 47-95-91-18). Le parc du château de L'Hermenault est ouvert à l'été, à l'exception des deux semaines en août.

### TABLE

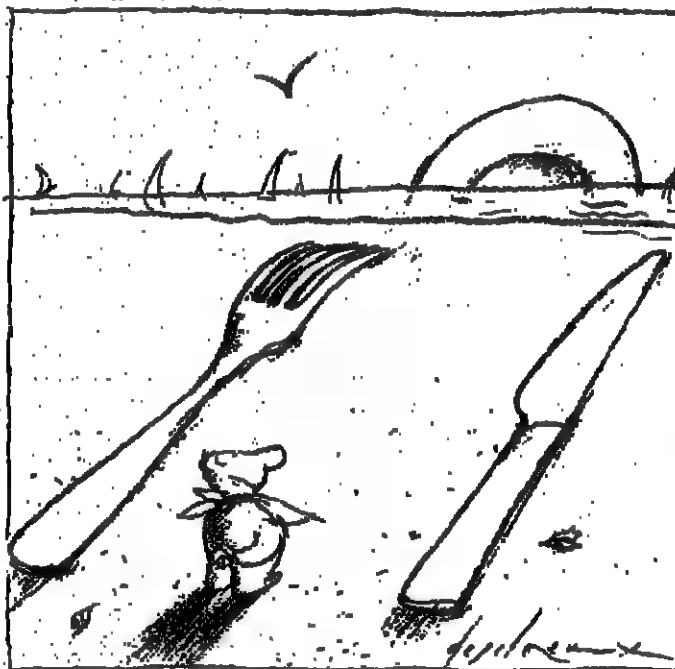
## Loire et Atlantique

Le TGV Atlantique rapproche. Rabelais La Baule de Paris (pas même trois heures !). La Baule, ce sont les « phares » connus, Le Castel Marie-Louise (Relais et Châteaux) et L'Hermilage (qui vient de se pourvoir d'un nouveau chef, Marc Bayon - connu à Paris du Sofitel-Bourbon au Royal-Monceau). Mais il y a aussi, plus modeste, La Marenne (5, avenue d'Angers, tél. : 40-23-03-12) où l'on vient de la mer avec sagesse et savoir.

Mais La Baule, c'est aussi le cœur de la Côte d'Amour, de Guérande au sel célèbre à Pornichet, du Croisic au Pouliguen où vous découvrirez l'excellente cuisine de Tristan Arhan avec ses cinq petits faillots « terre et mer », ses saint-jacques rôties, ses pigeonneaux du pays au vinaigre. (La Voile d'or, avenue de la Place, tél. : 40-42-31-68, dimanche soir et lundi).

En voiture, découvrez les terres. Vous passerez par Nantes, bien sûr, mais innombrables musées. C'est dans ses environs que vous découvrirez d'excellentes tables.

A Saint-Julien-de-Concelles, en l'abbaye de la Chebrette, une cuisine, Clémence, crée le beurre en 1890. Aujourd'hui, son anberge Clémence (tél. : 40-54-10-18) est la « chose ». Patrice Loisel, qui perpétue la tradition du brochet (ou du sandre) au beurre blanc et du canard au muscadet, ferme dimanche soir et lundi. A l'autour nantais, les Châteaux, le Domaine d'Orvault, mais aussi, à Sucé-sur-Erdre, La Châtaine, où Jean-Louis Delphin a pris, au « piano », la suite de son



Joseph (fermé soir et lundi, tél. : 40-77-90-95). A Goulaine, en bord Loire, rêve sera Mon Rêve (tél. : 40-03-55-50), où Gérard Ryngel propose le sandre (au beurre blanc bien sûr), les cuisses de grenouille au gros-plant, le canard de Challans au muscadet, souvent accompagnés de bonnes petites pommes de terre de Noirmoutiers.

Vous pourrez aussi remonter la Loire, vers Angers, pour un détour pour La Possonnière en souvenir

d'un beurre rival (d'aucuns l'ont dit être né ici et non à la Chebrette). C'est celui probablement que vous dégusterez aux Rosiers-sur-Loire, Jeanne Laval (tél. : 41-51-20-17, lundi) où Michel Augereau a un père, le célèbre Albert Augereau, sans démentir, de là. Et quelle admirable des vins de Loire (1) !

Mais vous entendrez rester dans le département de la Loire-Atlantique, à Ancenis, dans

en passant qu'il suffit de passer le pont pour découvrir le « petit Liré ». (L'Ance du Liré, au pont de la Palatine). Ancenis méritait un double arrêt pour saluer en passant les restes du château où Louis XI et le duc de Bretagne signèrent, en 1468, l'union de la Bretagne et de la France, puis le petit beffroi des halles et quelques maisons. Arrêt aussi à l'Auberge de l'Ance (route d'Angers, tél. : 40-83-02-87, fermé dimanche et lundi). Autour de la cheminée, en cette saison simple ornement d'une salle aux poutres anciennes, la cuisine signée Jean-Paul Gansier est pleine de fraîcheur, de légumes du jardin aux algues marines et jus d'huître à la mode de petites anguilles fumées, du colvert au saumon en croquette de pommes au sirop d'érable. Belle cave de vins de Loire.

Mais comment, l'Ance évoquant La Baule, ne pas parler ici de F. Maitre ? Il est de la Côte et vous, on le sait, l'Ance avec sa délicieuse épouse Brigitte au 44, rue des Acacias... à l'enseigne de La Côte d'Amour (tél. : 42-67-15-40). Double petit bistrot avec l'un aux huîtres et poissons, l'autre de délicieuses d'imagination. Prix de 20 F à 300 F.

La Reynière

(1) A propos des Augereau (maîtres des environs de Cholet), Jacques-Louis Laval nous rappelle que son grand-père, Louis Laval, fut le premier à faire du beurre salé, Val de Loire (Nathan éditeur). Tradition historique et savoir dans cette gourmandise et artisan région.

## VACANCES-VOYAGES

### HÔTELS

#### Côte d'Azur

NICE  
HÔTEL VICTORIA\*\*\*  
33, boulevard Victor-Hugo  
06000 NICE - Tél. : 93-88-39-60.  
Petite centre-ville, calme.  
Petit parking, grand jardin,  
chambre TV couleur, cabine.  
Téléphone direct, minibar.

#### Midi-Pyrénées

18600 MAURS-LA-JOLIE  
LA CHÂTELLERAIE,  
une hôtellerie de charme, d'espace et de loisirs, autour d'un petit château et sur 11 hectares de parc et de prairies (piscine, pratique de golf...)  
Passez vos vacances au bord du Lot et de la Dordogne, au mont du Cantal, ou tout simplement en montagne.  
Tél. : 71-00-00.

#### Montagne

05350 MOLINES-EN-QUEYRAS  
HÔTELS-ALPES - STATION VILLAGE  
A 5 km de Saint-Véran  
HÔTEL LE CHAMOIS\*\*  
Soleil, calme, vue sur les Alpes  
dans le parc régional du QUEYRAS  
Tél. : 92-45-83-71.  
Fax : 92-45-80-58.

#### Paris

SORRONNE  
HÔTEL DIANA\*\*  
73, rue Saint-Jacques.  
Belle vue sur Paris, w.c.  
Tél. direct, TV couleur, De 300 F à 430 F  
Fax : 43-54-92-55.  
Tél. : 43-54-92-55.

#### Provence

MAUSSANE-LES-ALPILLES  
Au pied des Alpes-de-Provence  
VAL-BAUSSENC\*\*\*  
Une petite maison provençale en pierre  
des Alpes, vous ouvrira ses portes à  
21 chambres tout confort, restaurant,  
piscine, proximité de la mer et  
cheval, golf et tennis. 122, avenue de  
la Vallée-des-Bains, 13520 MAUSSANE-  
LES-ALPILLES. Tél. : 90-54-38-98.  
Fax : 90-54-33-36.

#### Italie

VENISE  
Hôtel LA FENICE  
ET DES ARTISTES\*\*\*  
San Marco N. 1936  
Tél. : (41) 52-32-333. Fax : 52-03-721  
Un restaurant  
nouvelle cuisine à l'italienne  
Taverna LA FENICE  
Tél. : (41) 52-32-856. Fax : 52-17-0000.

#### Suisse

MORGES  
RIVES LAC LÉMAN  
A 4 heures 1/4 en train de Paris,  
10 km de Lausanne et 50 km de Genève,  
LA FLEUR DU LAC (\*\*\*\*)  
une atmosphère de pays où  
le soleil qui réchauffe l'âme, la joie  
de vivre y règne, il fait bon y séjourner.  
Une atmosphère de détente et de  
confort pour y écrire - gîte par  
Eberhard Rodolphe Schöbberli  
Tél. (0941) 21 85-5114 - Fax 21 85-5115  
LA FLEUR DU LAC - CH 1110 MORGES

(Publicité)

**HÔTEL DU RHÔNE**  
GENÈVE  
Parce que  
votre succès est  
notre affaire.  
« The Leading Hotels of the World »  
Tél. (41 22) 731 98 91  
FAX (41 22) 732 45 58

## INDEX DES RESTAURANTS PAR QUARTIER

CHAMPS-ÉLYSÉES	CONVENTION	GOBELINS	PARC MONCEAU	PL. PÉREIRE
RELAIS BELLMAN, 37, r. Franc-1 <sup>er</sup> , 47-23-54-42. Jusq. 22 h 30. Cadre élég. (F. du 31 juillet au 31 août inclus.)	LE DEY 109, rue Croix-Nivert, 1 <sup>er</sup> Tél. : 48-28-91-64 Bonne vacances à tous. Rendez-vous le 4 septembre.	ENTOTTO 64-08-51 - F. dim. 14, r. L.-M. Nodding, 13 <sup>e</sup> Spécialités éthiopiennes.	LA LUNA 69, rue du Rocher F./dim. 42-93-77-61 Spécialités de poissons et coquillages.	LE NEM Tél. : 71-44-41 F./sam. midi et dim. 67, r. Rennequin, 17. Vietnam.
COPENHAGUE, FLORA DANICA	CRÉTEIL	MAUBERT	PORT NEUF	TRINITÉ
(Fermé en août). 1 <sup>er</sup> étage SAUMON, RENNE, CANARD SALÉ. 142, av. des Champs-Élysées, 43-59-20-41 (Ouvert tout l'été.)	LA TERRASSE DE CRÉTEIL - 42-97-15-94 39, avenue de Verdun, 94000 CRÉTEIL « LA SANTÉ PAR LA MER ». Spéc. de poissons carte suggestions à 180 F. Terrasse d'été.	LA COUR COLBERT, 12, rue Hôtel-Colbert. 5. 43-54-61-99. Tél. : XVII <sup>e</sup> authent. PMR F.	LOUIS XIII Tél. : 43-26-75-96 F./dim., lundi midi 8, rue Grands-Augustins, 8	LE SUQUET, 48, r. Clichy (9 <sup>e</sup> ). Tél. : 71-22-00 Cuis. du Sud-Est. F./sam. dim.















# ÉCONOMIE

BILLET

## La Bourse et les sondages

La Bourse broie du noir depuis le début de l'été et, plus grave, elle s'ennuie. Aux espoirs déçus, quant à la reprise de la croissance économique, l'amélioration de la rentabilité des entreprises et la baisse des taux d'intérêt, a succédé la défiance. Tant et si bien qu'après avoir gagné jusqu'à 15 % lors des cinq premiers mois de l'année dans des marchés actifs, la tendance s'est brutalement inversée pour devenir négative en juillet. L'heure est à la prudence, d'autant que sur les incertitudes économiques se sont greffées les aléas politiques relatifs à l'union européenne.

Pour tromper leur cliverté et tenter d'animer ce marché apathique, certains des investisseurs présents se sont lancés dans une nouvelle activité, la chasse aux sondages. Il s'agit pour eux de connaître, ne serait-ce que quelques heures voire quelques minutes à l'avance, l'évolution des intentions de vote des Français dans la perspective du référendum du 20 septembre. A eux ensuite d'adapter avant les autres leurs stratégies en fonction du résultat pour gagner de l'argent, c'est-à-dire vendre si le « non » progresse et acheter si les « oui » sont de plus en plus nombreux. Cette pratique n'est pas neuve, pulque, à l'approche de chaque consultation nationale importante, les investisseurs sont à l'affût du résultat. Mais c'est la première fois qu'une échéance électorale importante se déroule au soir des vacances. Les sondages sont donc faits durant une période où traditionnellement les marchés sont désertés par les investisseurs. Il est alors plus facile, avec peu de données, de faire varier fortement la tendance. Ce fut le cas plusieurs fois récemment, et notamment le 5 août dernier. Devant les interrogations suscitées par ce nouveau jeu lucratif qu'est la prédiction électorale, et l'écart qui se réduit entre les partisans et adversaires de Maastricht, la Commission des opérations de Bourse (COB) est sortie de son silence jeudi 20 août. Pour elle, le sondage n'est pas une information privilégiée en raison de son caractère aléatoire. Le possesseur d'un tel résultat avant les autres n'est pas susceptible d'être poursuivi pour délit d'initié. En revanche, s'il parvient à influer sur les cours en l'utilisant avant sa publication officielle, il pourra être sanctionné. Une manière de rappeler que la chasse aux sondages prématurément ouverte est sinon fermée, du moins strictement réglementée. Mais, par ces propos, le gendarme de la Bourse est-il vraiment capable d'éviter tout braconnage d'ici au 20 septembre ?

DOMINIQUE GALLIOS

## Les recommandations de la COB

La Commission des opérations de Bourse (COB) a rendu jeudi 20 août son verdict sur le sondage. Elle a jugé que le résultat des sondages n'est pas une information privilégiée. En revanche, « l'auteur ou l'utilisateur d'un sondage doit assurer de sa confidentialité ou veiller à maîtriser le processus de communication de celui-ci afin de ne pas provoquer, par ses réactions, des perturbations sur le marché. Il doit s'abstenir, quand le sondage est destiné à être rendu public, de tout comportement susceptible de fausser le fonctionnement du marché. De tels faits pourraient, le cas échéant, être examinés au regard des règlements de la Commission des opérations de Bourse ou des dispositions du droit pénal ».

## Le dollar a frôlé son plus bas cours historique contre le mark

La crise du dollar, discrète mais persistante depuis début juillet, s'est amplifiée jeudi 20 août lorsque le billet vert a frôlé son plus bas cours historique contre le deutschemark, à 1,4445 mark. Ce seuil avait été franchi en février 1991 (1,4430 mark) mais jamais depuis. Les cours de jeudi suscitent l'inquiétude de la communauté financière, surtout en cette période d'incertitude sur l'évolution des pièces boursières. Vendredi matin, la monnaie américaine se représentait légèrement. A Francfort, le dollar cotait 1,4525 mark. A Paris, il s'échangeait à 4,93 francs, en légère hausse par rapport à la clôture de jeudi à New-York (4,91 francs), mais tout de même à son niveau le plus bas depuis le début de 1981.

La séance de jeudi était pourtant portée de bonnes nouvelles pour la monnaie américaine, puisqu'il s'agissait

de la semaine bimensuelle, la Banque centrale américaine a choisi de relever de nouveau son taux directeur pour lutter contre une inflation jugée trop importante (le Monde du 11 août). Une telle décision aurait encore accru l'écart des taux d'intérêt allemands et américains, principal responsable de la faiblesse du billet vert. Les premiers se trouvent actuellement à leur niveau le plus élevé depuis les années 30. Aux Etats-Unis, au contraire, il faut remonter aux années 60 pour retrouver des taux d'intérêt à court terme aussi bas, les investisseurs n'ayant pas voulu assouplir le crédit pour relancer l'activité économique.

Les responsables du groupe des sept pays les plus industrialisés, qui

depuis 1985 tentent de contrôler les fluctuations du dollar, n'ont pas jusqu'à présent affirmé leur volonté d'obtenir un redressement de la monnaie américaine, source de compétitivité pour les exportations américaines. Cependant, les banques centrales des principaux pays industriels ont procédé ces dernières semaines à des achats concertés de dollars sur les marchés afin de contenir la glissade. Selon l'agence Reuters, les assistants des ministres des finances des Sept doivent se réunir à Paris les 27 et 28 août, en préface de la réunion ministérielle du 19 septembre à Washington. Ils pourraient choisir d'envoyer un nouveau signal aux marchés des changes.

F. L.

Le conflit entre M. Tapie et M. Botton

## La Vie claire retourne dans le giron de BTF

LYON

de notre bureau régional

MM. Bernard Tapie et Pierre Botton ont dû jurer qu'ils avaient, chacun de son côté, suffisamment de problèmes délégués à régler dans leurs affaires respectives pour ne pas continuer à entretenir le différend qui les oppose, à propos de la vente de La Vie claire, depuis le mois de juin dernier. Dans un communiqué rendu public jeudi 20 août au soir, le groupe Bernard Tapie Finance (BTF) annonce qu'il est parvenu à un accord avec la société Lyonnaise Finance de M. Pierre Botton sur « l'annulation des ventes de La Vie claire intervenues le 20 février 1992 au profit de Lyonnaise Finance ». En conséquence, BTF décline à nouveau, et comme avant le 20 février 1992, 57,41 % de la société de produits délégués.

Son futur président devrait être M. Elie Follon, président de Bernard Tapie Finance. Celui-ci confie avoir

l'intention de ne pas remettre immédiatement La Vie claire en vente et de procéder à une recapitalisation de 20 millions de francs.

Si M. Bernard Tapie récupère La Vie claire, dont il avait cherché à se défaire pendant plus d'un an, c'est que depuis la vente d'Adidas il a moins besoin de liquidités. Pour M. Botton, le coup est plus dur. La Vie claire représentait pour celui-ci une encore connue dans le monde des affaires comme le premier de M. Michel Noir, le maire de Lyon, un moyen de s'approcher d'un peu plus de la cour des grands industriels. Les, ses déboires avec quelques autres sociétés de son groupe, notamment Boisson SA, placée en liquidation judiciaire, lui ont fait perdre dans le conflit l'opposant à M. Tapie.

La vente de La Vie claire s'est faite, d'après un des nombreux avocats de l'homme d'affaires lyonnais, sur la base de 100 millions de francs : 15 millions payés cash (ce qui fut fait), 3 millions sous forme de

billet à ordre honorable le 31 mai 1992 et cinq échéances annuelles tombant toutes un 1<sup>er</sup> avril. Mais, dès la fin mai 1992, M. Botton refusait de s'acquiescer de sa première échéance. D'où le courroux de M. Bernard Tapie, demandant aux tribunaux l'annulation de la vente. M. Botton agissait des menaces relatives sous-estimées dans l'acte de cession de La Vie claire pour se préserver d'une garantie de passif. Il contre-attaquait en faisant bloquer 15 millions de francs sur les comptes de BTF.

L'affrontement était lancé. On découvrait de curieuses factures envoyées par d'autres sociétés de M. Botton à La Vie claire, qui les avait honorées. Cet élément parmi bien d'autres avait fait l'objet des enquêtes du SRPJ de Lyon. Les développements de l'enquête préliminaire lyonnaise ont sans doute poussé M. Botton à ne pas s'encombrer à Paris d'un nouvel affrontement.

ROBERT MARMOZ

Après l'échec de la « solution » Dickson Concepts

## Une nouvelle cure d'austérité pour Charles Jourdan

VALENCE

de notre correspondant

L'industriel suisse Franz Wessmer se retrouve désormais seul propriétaire du groupe de chaussures de luxe Charles Jourdan, qu'il croyait un moment avoir vendu à un distributeur asiatique Dickson Concepts. La cession du printemps a été annulée, même que la restructuration du groupe qui avait été confiée à Charles Jourdan était en cours. (« Monde de l'économie » du 22-23 mars). L'opération qui a conduit M. Wessmer à prendre les commandes de Charles Jourdan. Désormais seul maître à bord, l'industriel suisse va tenter de redresser le chausseur de luxe : la production de l'usine de Romans (Drôme) a passé de 1 700 paires par jour en 1987 à 1 200 au printemps dernier. M. Wessmer (Ardèche) est actuellement à 900

paires. Les effectifs ont été réduits de 1 400 salariés à moins de 800 en quatre ans. Et les années déficitaires se suivent.

M. Wessmer annonce que les pertes des ventes auront disparu d'ici la fin de l'année. Il s'agit notamment de réduire les frais de structure en limitant par exemple le siège parisien de la société ou encore en réduisant le nombre de magasins à l'étranger. Charles Jourdan, aussi bien en France qu'aux Etats-Unis, doit s'acquiescer d'un repositionnement progressif de la production. Charles Jourdan, on estime que le luxe ne paye plus comme autrefois. Les collections devraient être élargies à l'extérieur, sinon les pertes de prix pourraient être compensées.

GÉRARD MÉJEAN

Renforçant sa présence en Europe

## Axa négocie avec le BBV pour créer le cinquième assureur espagnol

Le groupe Axa, premier assureur privé français, et le Banco Bilbao Vizcaya (BBV), une des principales banques espagnoles, négocient un accord de coopération pour créer une compagnie d'assurance commune en Espagne. Un holding formé par la société Axa Seguros, filiale d'Axa, et le groupe Aurora Polar, appartenant au BBV, serait créé et placé à 50 % par chacun des deux partenaires. Il serait géré par le groupe français.

Si les négociations aboutissent, la nouvelle compagnie prendrait la cinquième place du marché espagnol de l'assurance avec un chiffre d'affaires de 61 000 millions de pesetas (plus de 3 milliards de francs).

A la suite de cet accord avec le BBV, Axa va colmater une partie de ses implantations à l'étranger. En mai, le responsable des affaires européennes du groupe, M. Jean-Claude Damerval, annonçait que l'Espagne, un des points faibles du groupe avec l'Allemagne, le Japon et la Grande-Bretagne, Axa ne comptait pas abandonner. Axa a tout présent aux Etats-Unis, grâce à sa participation de 49 % dans Equitable Life.

Le Monde  
PUBLICITE  
FINANCIERE  
Renseignements : 46-62-72-67

## Inquiétudes et morosité croissantes en Allemagne

FRANCFORT

de notre correspondant

Le Bundesbank, réuni jeudi 20 août, a décidé de laisser inchangés ses taux d'intérêt directeurs (le Monde du 21 août). Certains opérateurs sur les marchés financiers craignent qu'après avoir relevé les trois quarts de point le mois d'août, la banque centrale allemande ne doive aussi relever le Lombard (le taux plafond) pour limiter l'expansion continue de la monnaie. La décision du conseil de jeudi pourrait en fait constituer un signal de confiance.

Il n'en a rien M. Pourtaut la Buba, connaît la hausse de juillet de 8,6 % de la monnaie nationale selon la définition M1 (liquidités et dépôts à moins de 3 ans). La hausse avait été de 8,7 % en juin et de 8,8 % en mai et il n'y a donc aucun signe de ralentissement de la quantité d'argent en circulation, critère principal de la banque qui y voit un risque de surchauffe. Les crédits aux particuliers et aux entreprises ont augmenté de 11 % en juillet.

Une entrée en récession ?

La Bundesbank a pris ses précautions en publiant des critiques croissantes que soulève, il est vrai, la politique d'argent cher. Malgré les faibles statistiques de juillet qui montraient des prix à un rythme de 3,3 %, l'inflation reste bien supérieure à l'objectif de 2 % sur lequel s'est fixé la banque centrale. Elle doit donc maintenir ses taux historiquement bas.

Mais la rage des critiques persiste. Par ceux qui dénoncent l'absence de monétarisme « pur et dur » de la Buba, d'abord. Ils reprochent à la politique monétaire et économique de ne pas être résumée à un alpha qui est M3, critère d'une mesure incertaine et croi-

s'explique beaucoup par raisons particulières (recours au deutschemark dans l'Est, déplacement de l'épargne du long terme vers le court terme du des banques à la Buba).

Par ceux qui s'inquiètent du net ralentissement de l'activité, ensuite. Après le boom de la réunification depuis deux ans, un refroidissement était attendu par tous. En fait, le premier trimestre a été meilleur (2 % de croissance en rythme annuel) qu'en prévision, le plongeon semble actuellement plus fort que prévu. L'institut IHW estime que le recul du PIB (produit intérieur brut) du deuxième trimestre sera de 1,5 % et puis de 0,5 % au troisième trimestre. Autrement dit l'Allemagne serait entrée en récession.

Ces chiffres sont provisoires. Mais les pertes d'emplois sont énormes. On a pu constater la morosité, voire l'inquiétude. L'Allemagne rejoint en cela les autres pays occidentaux. La Buba est au plus bas de l'année et elle a perdu près de 20 % depuis mai.

Mais d'instituts économiques et de banques réalistes actuelles, les prévisions à la baisse. Le professeur Herbert Haas, du groupe des cinq ministres conseillers du gouvernement, explique, dans une interview au quotidien économique Handelsblat du vendredi 21 août, que la situation n'atteindra pas les 2 % projetés par les experts pour cette année. La hausse des prix et le ralentissement des exportations sont des facteurs qui ralentissent la croissance. Les entreprises selon le professeur Haas, ne relèvent pas leurs prix - c'est pourquoi il estime que la dynamique inflationniste est limitée - mais pompent sur leur marge. Il en résulte des suppressions d'emplois et un ralentissement des investissements qui puisse redonner le moral aux trois millions de chômeurs.

ERIC LE BOUCHER

## Olympia and York présente un plan de restructuration de sa dette

Le groupe immobilier Olympia and York a présenté, jeudi 20 août, un plan de restructuration de sa dette de 8,4 milliards de dollars canadiens (près de 35 milliards de francs). La société canadienne, placée sous la protection de la loi sur les faillites en mai, a envoyé un exemplaire de son plan sur cinq ans à chacune de ses vingt-huit sociétés créditrices.

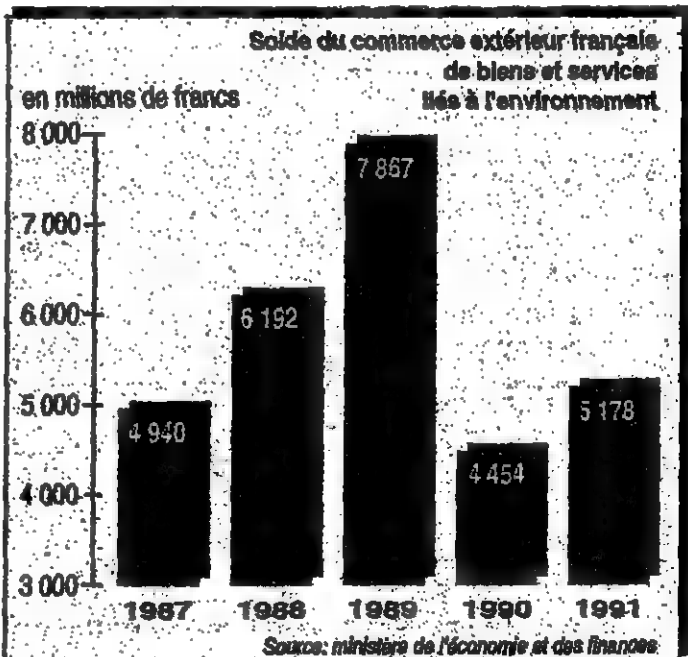
Le projet prévoit de laisser à Olympia and York ses avoirs essentiels, offrant aux créanciers jusqu'à 80 % du capital. « L'objectif de ce plan est de permettre la poursuite des activités d'Olympia and York de manière à augmenter sa valeur et de permettre à la société d'honorer ses obligations », a déclaré le président d'Olympia and York Developments, M. Gerald Greenwald. L'échéance des négociations est fixée au 21 octobre, date à laquelle sera suspendue la protection judiciaire. (Reuters)

## La Poste et France Télécom vont créer 10 000 contrats emploi-solidarité

La Poste et France Télécom vont créer 10 000 contrats emploi-solidarité (CES) d'ici la fin du mois d'octobre, a annoncé jeudi 20 août le ministre des PTT. Ce plan, qui a débuté le 1<sup>er</sup> août, permettra de recruter cinq mille personnes à La Poste (notamment dans les services d'accueil et les centres de tri) et trois mille à France Télécom. Deux mille autres seront affectées dans ces services communs des deux établissements.

Héritiers des TUC (travaux d'utilité collective), ces CES sont des contrats de travail à mi-temps d'une durée de trois mois à trois ans, rémunérés entre 2 500 et 2 800 francs bruts mensuels. Proposés en priorité aux chômeurs de longue durée, ils permettent à l'employeur de bénéficier d'une exonération totale des cotisations sociales et d'une participation de l'Etat allant de la moitié aux trois quarts de la rémunération.

## La France exporte ses industries « vertes »



Vague « écologie » oblige, les industries vertes échappent à la morosité. Si, faute de statistiques spécifiques, le marché mondial des biens et services liés à la protection de l'environnement est difficile à évaluer, tous les instituteurs s'accordent sur sa croissance : + 5,5 % par an, selon le cabinet Ecotec, qui évalue à 300 milliards de dollars (1 500 milliards de francs) le marché mondial des « éco-industries » en l'an 2000.

Disposant de grands moyens, le traitement de l'eau et des déchets - la Générale des eaux et la Lyonnaise des eaux-Dumez - la France est son leader du jeu de ce secteur, avec une balance commerciale régulièrement positive. Les grands contrats (traitement des eaux usées et des déchets, stations d'épuration...) y sont pour beaucoup, dont le solde commercial positif est passé de 2 500 millions de francs en 1987 à 3 200 millions de francs l'an dernier.

(Lire page 8 le point « L'élimination des déchets »)

## INDICATEURS

FRANCE  
Matières premières : - 3,5 % en juillet. - Les prix des matières premières importées par la France ont reculé 3,5 % (en francs) au mois de juillet par rapport au mois de juin. Ce sont les matières premières alimentaires qui se sont le plus dépréciées : leurs prix ont baissé de 5,8 % en un mois, essentiellement du fait d'une forte chute des prix des oléagineux (- 9,5 %). Les matières premières industrielles ont quant à elles baissé de 3 % en un mois. Depuis juillet 1991, les prix des matières premières importées par la France ont globalement augmenté de 6,2 %.



# ÉCONOMIE

## « Destruction » capitaliste en Saxe

**De la première page**  
Au total, les investissements représentent 500 milliards de marks (1 000 milliards de francs) d'ici l'an 2000. Autre perspective : les besoins en infrastructure de transport pour les prochaines années à quelque milliard de marks.

Depuis que le groupe français est arrivé à Karsdorf, beaucoup ont changé. Sur les 1 000 emplois qui existaient en 1989, il reste aujourd'hui 650. Les propriétaires de l'usine ne veulent pas que le travail soit automatisé, car cela réduirait le nombre de personnes. La productivité était de 100 unités par heure, elle est maintenant de 150.

### Un bassin d'emploi bouleversé

Les responsables français ne conservent que le noyau rentable de l'appareil productif : « Il s'agit de rendre le prix de revient le plus bas et le plus compétitif possible », souligne le directeur de l'usine. Deux plans sociaux ont été mis en œuvre. L'usine a été fermée à la fin de l'année 1991. La plus récente, l'usine numéro 3, est conservée. Les deux autres sont en cours de destruction. Quant à l'usine numéro 2, elle est maintenue à l'état, et servira de réserve d'appoint.

Mais, au-delà de la cimetière, c'est la vie de tout le bassin d'emploi qui a été bouleversée. À l'évidence, les exigences du marché privé ne répondent pas à la même logique que celle du combat de l'ancienne économie planifiée. M<sup>me</sup> Marianne Gralki, secrétaire chargée de la formation des ouvriers des pays frères - ils étaient en partie des réfugiés du régime communiste - est aujourd'hui responsable du personnel.

Formée par le groupe français, elle a travaillé : « Jusqu'en 1990, les gens bénéficiaient du droit au travail. La garantie de l'emploi permettait à la famille de vivre décemment et de toucher un salaire. Et l'entreprise faisait vivre des familles entières. » Au début de l'année, le parti des nombreux ouvriers stockés, quarante kilomètres de l'usine, a été transféré à l'usine.

tout le pays. Les ordres de la direction étaient toujours de Berlin. En proche périphérie, les difficultés d'approvisionnement en pièces détachées avaient donné naissance à d'importantes activités annexes de mécanique et d'électronique.

### Pas de sens selon l'économie de marché

Plus largement, la cimetière était au cœur d'un large bassin économique pour lequel elle assurait de nombreuses fonctions politiques et sociales. Son hôpital dispensait des soins à des milliers de patients. Une usine de laine de verre avait été installée, ainsi que des ateliers de réparation. La télévision : « Ces productions permettaient aux femmes d'avoir un travail plus souple et moins fatiguant. Leur conjoint de maternité, précise M<sup>me</sup> Gralki. Plus de 60 % des femmes pouvaient ainsi travailler à plein temps. »

Une fois les réseaux de distribution assurés, la garde des enfants, certains des enfants de plus de six mois, d'autres, fonctionnant l'après-midi, pour ceux qui étaient déjà à l'école. Enfin, une énorme centrale de production de vapeur fournissait non seulement l'usine, mais les logements des trois communes, elle alimentait également des serres dont les cultures horticoles couvraient les besoins des habitants en légumes.

« Toute cette organisation économique et sociale n'avait aucun sens en termes d'économie de marché, précise-t-on chez Lafarge. Nous n'avons repris que ce qui nous paraissait compatible avec le marché que nous visons. » Sur les 1 500 employés liés aux activités annexes de la cimetière, seuls cent ont été transférés à l'usine. Les autres ont été licenciés.

Cette restructuration du bassin de Karsdorf est - sur une petite échelle - à l'image de ce qui se produit dans toute l'ancienne Allemagne de l'Est depuis la réunification. « On parle souvent d'une destruction créatrice, mais il s'agit pour l'instant d'une destruction tout court », précise M<sup>me</sup> Gralki. Les chercheurs du CNRS à Berlin, qui viennent d'achever l'aménagement du territoire et l'action régionale (DATAR) un rapport sur l'ancien territoire est-allemand. Tires des symboles tournaient par les principaux organismes de conjonction allemands, les statistiques citées dans son étude sont éloquentes.

Au total, 5 200 entreprises étaient privatisées à la fin de 1991. Dans le secteur de la construction mécanique, le plus important de l'industrie

de l'ex-Allemagne de l'Est, un cinquième seulement des actifs étaient employés en 1991. En chimie, on comptait en 1988 environ 180 000 travailleurs répartis dans 181 entreprises. En fin avril 1992, 44 000 personnes avaient encore un emploi dans ce secteur. En 1989, le secteur de la machine-outil employait 250 000 personnes ; en fin avril 1992, il n'en comptait plus que 20 000. En agriculture, la fin janvier 1992, plus de 40 % des actifs tiraient leurs revenus (entre 60 % et 70 % de leurs anciens salaires) des bureaux de travail, c'est-à-dire qu'ils faisaient partie soit des 1,4 millions de personnes inscrites au chômage, soit des 520 000 placées en chômage technique - dont plus de 60 % sont inactives.

Le chômage technique, on l'a remarqué, demeure forte sur les résultats du référendum du 11 septembre sur le traité de Maastricht. La publication de sondages sur une réduction de l'impôt entre les partisans du « oui » et du « non » ne marque pas d'inflexion dans le débat de la prudence. Le discours-programme du président George H. W. Bush, la clôture de la conférence républicaine pour les élections sénatoriales, le président Bush reconduit en novembre. Du côté des valeurs, on remarque plus particulièrement les hausses de 3,1 % de Casino, 2,7 % de Thomson-CSF, 2,5 % de Paribas et 2,4 % de Lyonnaise des Eaux. Du côté des valeurs étrangères, Total s'élève de 0,5 % à la suite de la révision en baisse des prévisions de résultats de la compagnie pétrolière par le courtier américain Merrill Lynch.

### NEW-YORK, 20 août

**Sans conviction**  
Wall Street a faiblement réagi jeudi 20 août à l'annonce d'une élection présidentielle marquée de conviction et des investisseurs, qui ont préféré rester sur la réserve dans l'attente du discours que prononcera le président George H. W. Bush à la télévision.

L'indice Dow-Jones a terminé en clôture à 3 304,89 points, en baisse de 2,17 points (-0,07 %). L'activité est restée modérée, quelque 183 millions d'actions changeant de mains. Le nombre de titres en baisse a dépassé celui des valeurs en hausse, à 843 contre 758.

Wall Street avait ouvert en hausse, dans le sillage de Tokyo et de Londres, avant de se replier en baisse après l'annonce d'un bond de 71 000 des nouvelles d'actions de chômage durant la première semaine d'août, soit leur plus forte progression depuis plus de dix ans.

« Il fallait bien que les choses changent. Avant, nous avions peur de parler, de la prison. Maintenant nous avons peur de perdre notre travail... déclare Klaus, songeur. Et pourtant, ici, il y a toujours eu du travail pour tout le monde ! » Les choses front-elles mixtes après ! Il s'éloigne avec son vélo, sans répondre. A l'entrée du site, de nombreux ouvriers travaillent à la démolition de l'usine numéro 1. Les débris et les énormes cheminées sont déjà à moitié éventrés. Les quelques personnes de la société d'emploi chargée de cette tâche sont



# MARCHÉS FINANCIERS

## BOURSE DU 21 AOUT

**Cours relevés à 13 h 30**[illegible]

**COMPTANT** (sélection)

**SICAV** (selection)

**Abstract**

20/8

VALEURS			% du nom.	% du coupon.	VALEURS			Cours princ.	Dernier cours	VALEURS			Cours princ.	Dernier cours	VALEURS			Cours princ.	Dernier cours	VALEURS			Emission	Prise int.	Rachet net	VALEURS			Emission	Prise int.	Rachet net	VALEURS			Emission	Prise int.	Rachet net
<b>Obligations</b>																																					
Emp. E. 8.25/87 100 25 0 08 CC (CA) 185 184 80 Pais Océans 308 139																																					
10.50/87.95A 100 26 0 08 CLM 810 300 Paribas Invest 300 1088																																					
Emp. E. 12.4/84 100 99 8 80 CLYMA (S) 2310 518 Paris Cédex 518 470																																					
Emp. E. 12.25/84 100 32 10 80 Comptex 876 470 Pop. Habitat 470 1088																																					
10.25/88 mte 302 10 4 25 Cy L'Automat 323 322 10 Procter 380 780																																					
OAT 10.5/82000 105 41 2 50 Cy L'Automat 560 586 Publicis 780 780																																					
OAT 8.5/811987 502 35 6 81 Cy L'Automat (C) 430 430 Racine 113 113																																					
OAT 8.5/811988 100 84 5 80 Danley 185 146 Racine 146 146																																					
OAT 10.25/85 103 75 7 40 Danley 430 430 Racine 228 228																																					
OAT 10.25/85 101 89 7 42 Danley 185 442 10 443 10 RACER 442 10 443 10																																					
OAT 10.25/85 105 46 4 25 Danley 185 211 SA.F.A.C. 211 183 80																																					
CHB Euron 5000F 97 90 1 19 Danley 185 380 SA.F.A.C. 380 380																																					
CHB Euron 5000F 97 90 1 19 Danley 185 105 SA.F.A.C. 105 104																																					
CHB Euron 5000F 97 90 1 19 Danley 185 105 SA.F.A.C. 105 104																																					
CHB Euron 5000F 97 90 1 19 Danley 185 105 SA.F.A.C. 105 104																																					
CHB Euron 5000F 97 90 1 19 Danley 185 105 SA.F.A.C. 105 104																																					
CHB Euron 5000F 97 90 1 19 Danley 185 105 SA.F.A.C. 105 104																																					
CHB Euron 5000F 97 90 1 19 Danley 185 105 SA.F.A.C. 105 104																																					
CHB Euron 5000F 97 90 1 19 Danley 185 105 SA.F.A.C. 105 104																																					
CHB Euron 5000F 97 90 1 19 Danley 185 105 SA.F.A.C. 105 104																																					
CHB Euron 5000F 97 90 1 19 Danley 185 105 SA.F.A.C. 105 104																																					
CHB Euron 5000F 97 90 1 19 Danley 185 105 SA.F.A.C. 105 104																																					
CHB Euron 5000F 97 90 1 19 Danley 185 105 SA.F.A.C. 105 104																																					
CHB Euron 5000F 97 90 1 19 Danley 185 105 SA.F.A.C. 105 104																																					
CHB Euron 5000F 97 90 1 19 Danley 185 105 SA.F.A.C. 105 104																																					
CHB Euron 5000F 97 90 1 19 Danley 185 105 SA.F.A.C. 105 104																																					
CHB Euron 5000F 97 90 1 19 Danley 185 105 SA.F.A.C. 105 104																																					
CHB Euron 5000F 97 90 1 19 Danley 185 105 SA.F.A.C. 105 104																																					
CHB Euron 5000F 97 90 1 19 Danley 185 105 SA.F.A.C. 105 104																																					
CHB Euron 5000F 97 90 1 19 Danley 185 105 SA.F.A.C. 105 104																																					
CHB Euron 5000F 97 90 1 19 Danley 185 105 SA.F.A.C. 105 104																																					
CHB Euron 5000F 97 90 1 19 Danley 185 105 SA.F.A.C. 105 104																																					
CHB Euron 5000F 97 90 1 19 Danley 185 105 SA.F.A.C. 105 104																																					
CHB Euron 5000F 97 90 1 19 Danley 185 105 SA.F.A.C. 105 104																																					
CHB Euron 5000F 97 90 1 19 Danley 185 105 SA.F.A.C. 105 104																																					
CHB Euron 5000F 97 90 1 19 Danley 185 105 SA.F.A.C. 105 104																																					
CHB Euron 5000F 97 90 1 19 Danley 185 105 SA.F.A.C. 105 104																																					
CHB Euron 5000F 97 90 1 19 Danley 185 105 SA.F.A.C. 105 104																																					
CHB Euron 5000F 97 90 1 19 Danley 185 105 SA.F.A.C. 105 104																																					
CHB Euron 5000F 97 90 1 19 Danley 185 105 SA.F.A.C. 105 104																																					
CHB Euron 5000F 97 90 1 19 Danley 185 105 SA.F.A.C. 105 104																																					
CHB Euron 5000F 97 90 1 19 Danley 185 105 SA.F.A.C. 105 104																																					
CHB Euron 5000F 97 90 1 19 Danley 185 105 SA.F.A.C. 105 104																																					
CHB Euron 5000F 97 90 1 19 Danley 185 105 SA.F.A.C. 105 104																																					
CHB Euron 5000F 97 90 1 19 Danley 185 105 SA.F.A.C. 105 104																																					
CHB Euron 5000F 97 90 1 19 Danley 185 105 SA.F.A.C. 105 104																																					
CHB Euron 5000F 97 90 1 19 Danley 185 105 SA.F.A.C. 105 104																																					
CHB Euron 5000F 97 90 1 19 Danley 185 105 SA.F.A.C. 105 104																																					
CHB Euron 5000F 97 90 1 19 Danley 185 105 SA.F.A.C. 105 104																																					
CHB Euron 5000F 97 90 1 19 Danley 185 105 SA.F.A.C. 105 104																																					
CHB Euron 5000F 97 90 1 19 Danley 185 105 SA.F.A.C. 105 104																																					
CHB Euron 5000F 97 90 1 19 Danley 185 105 SA.F.A.C. 105 104																																					
CHB Euron 5000F 97 90 1 19 Danley 185 105 SA.F.A.C. 105 104																																					
CHB Euron 5000F 97 90 1 19 Danley 185 105 SA.F.A.C. 105 104																																					
CHB Euron 5000F 97 90 1 19 Danley 185 105 SA.F.A.C. 105 104																																					
CHB Euron 5000F 97 90 1 19 Danley 185 105 SA.F.A.C. 105 104																																					
CHB Euron 5000F 97 90 1 19 Danley 185 105 SA.F.A.C. 105 104																																					
CHB Euron 5000F 97 90 1 19 Danley 185 105 SA.F.A.C. 105 104																																					
CHB Euron 5000F 97 90 1 19 Danley 185 105 SA.F.A.C. 105 104																																					
CHB Euron 5000F 97 90 1 19 Danley 185 105 SA.F.A.C. 105 104																																					
CHB Euron 5000F 97 90 1 19 Danley 185 105 SA.F.A.C. 105 104																																					
CHB Euron 5000F 97 90 1 19 Danley 185 105 SA.F.A.C. 105 104																																					
CHB Euron 5000F 97 90 1 19 Danley 185 105 SA.F.A.C. 105 104																																					
CHB Euron 5000F 97 90 1 19 Danley 185 105 SA.F.A.C. 105 104																																					
CHB Euron 5000F 97 90 1 19 Danley 185 105 SA.F.A.C. 105 104																																					
CHB Euron 5000F 97 90 1 19 Danley 185 105 SA.F.A.C. 105 104																																					
CHB Euron 5000F 97 90 1 19 Danley 185 105 SA.F.A.C. 105 104																																					
CHB Euron 5000F 97 90 1 19 Danley 185 105 SA.F.A.C. 105 104																																					
CHB Euron 5000F 97 90 1 19 Danley 185 105 SA.F.A.C. 105 104																																					
CHB Euron 5000F 97 90 1 19 Danley 185 105 SA.F.A.C. 105 104																																					
CHB Euron 5000F 97 90 1 19 Danley 185 105 SA.F.A.C. 105 104																																					
CHB Euron 5000F 97 90 1 19 Danley 185 105 SA.F.A.C. 105 104																																					
CHB Euron 5000F 97 90 1 19 Danley 185 105 SA.F.A.C. 105 104																																					
CHB Euron 5000F 97 90 1 19 Danley 185 105 SA.F.A.C. 105 104																																					
CHB Euron 5000F 97 90 1 19 Danley 185 105 SA.F.A.C. 105 104																																					
CHB Euron 5000F 97 90 1 19 Danley 185 105 SA.F.A.C. 105 104																																					
CHB Euron 5000F 97 90 1 19 Danley 185 105 SA.F.A.C. 105 104																																					
CHB Euron 5000F 97 90 1 19 Danley 185 105 SA.F.A.C. 105 104																																					
CHB Euron 5000F 97 90 1 19 Danley 185 105 SA.F.A.C. 105 104																																					
CHB Euron 5000F 97 90 1 19 Danley 185 105 SA.F.A.C. 105 104																																					
CHB Euron 5000F 97 90 1 19 Danley 185 105 SA.F.A.C. 105 104																																					
CHB Euron 5000F 97 90 1 19 Danley 185 105 SA.F.A.C. 105 104																																					
CHB Euron 5000F 97 90 1 19 Danley 185 105 SA.F.A.C. 105 104																																					
CHB Euron 5000F 97 90 1 19 Danley 185 105 SA.F.A.C. 105 104																																					
CHB Euron 5000F 97 90 1 19 Danley 185 105 SA.F.A.C. 105 104																																					
CHB Euron 5000F 97 90 1 19 Danley 185 105 SA.F.A.C. 105 104																																					
CHB Euron 5000F 97 90 1 19 Danley 185 105 SA.F.A.C. 105 104																																					
CHB Euron 5000F 97 90 1 19 Danley 185 105 SA.F.A.C. 105 104																																					
CHB Euron 5000F 97 90 1 19 Danley 185 105 SA.F.A.C. 105 104																																					
CHB Euron 5000F 97 90 1 19 Danley 185 105 SA.F.A.C. 105 104																																					
CHB Euron 5000F 97 90 1 19 Danley 185 105 SA.F.A.C. 105 104																																					
CHB Euron 5000F 97 90 1 19 Danley 185 105 SA.F.A.C. 105 104																																					
CHB Euron 5000F 97 90 1 19 Danley 185 105 SA.F.A.C. 105 104																																					
CHB Euron 5000F 97 90 1 19 Danley 185 105 SA.F.A.C. 105 104																																					
CHB Euron 5000F 97 90 1 19 Danley 185 105 SA.F.A.C. 105 104																																					
CHB Euron 5000F 97 90 1 19 Danley 185 105 SA.F.A.C. 105 104																																					
CHB Euron 5000F 97 90 1 19 Danley 185 105 SA.F.A.C. 105 104																																					
CHB Euron 5000F 97 90 1 19 Danley 185 105 SA.F.A.C. 105 104																																					
CHB Euron 5000F 97 90 1 19 Danley 185 105 SA.F.A.C. 105 104																																					
CHB Euron 5000F 97 90 1 19 Danley 185 105 SA.F.A.C. 105 104																																					
CHB Euron 5000F 97 90 1 19 Danley 185 105 SA.F.A.C. 105 104																																					
CHB Euron 5000F 97 90 1 19 Danley 185 105 SA.F.A.C. 105 104																																					
CHB Euron 5000F 97 90 1 19 Danley 185 105 SA.F.A.C. 105 104																																					
CHB Euron 5000F 97 90 1 19 Danley 185 105 SA.F.A.C. 105 104																																					
CHB Euron 5000F 97 90 1 19 Danley 185 105 SA.F.A.C. 105 104																																					
CHB Euron 5000F 97 90 1 19 Danley 185 105 SA.F.A.C. 105 104																																					
CHB Euron 5000F 97 90 1 19 Danley 185 105 SA.F.A.C. 105 104																																					
CHB Euron 5000F 97 90 1 19 Danley 185 105 SA.F.A.C. 105 104																																					
CHB Euron 5000F 97 90 1 19 Danley 185 105 SA.F.A.C. 105 104																																					
CHB Euron 5000F 97 90 1 19 Danley 185 105 SA.F.A.C. 105 104																																					
CHB Euron 5000F 97 90 1 19 Danley 185 105 SA.F.A.C. 105 104																																					
CHB Euron 5000F 97 90 1 19 Danley 185 105 SA.F.A.C. 105 104																																					
CHB Euron 5000F 97 90 1 19 Danley 185 105 SA.F.A.C. 105 104																																					
CHB Euron 5000F 97 90 1 19 Danley 185 105 SA.F.A.C. 105 104																																					
CHB Euron 5000F 97 90 1 19 Danley 185 105 SA.F.A.C. 105 104																																					
CHB Euron 5000F 97 90 1 19 Danley 185 105 SA.F.A.C. 105 104																																					
CHB Euron 5000F 97 90 1 19 Danley 185 105 SA.F.A.C. 105 104																																					
CHB Euron 5000F 97 90 1 19 Danley 185 105 SA.F.A.C. 105 104																																					
CHB Euron 5000F 97 90 1 19 Danley 185 105 SA.F.A.C. 105 104																																					
CHB Euron 5000F 97 90 1 19 Danley 185 105 SA.F.A.C. 105 104																																					
CHB Euron 5000F 97 90 1 19 Danley 185 105 SA.F.A.C. 105 104																																					
CHB Euron 5000F 97 90 1 19 Danley 185 105 SA.F.A.C. 105 104																																					
CHB Euron 5000F 97 90 1 19 Danley 185 105 SA.F.A.C. 105 104																																					
CHB Euron 5000F 97 90 1 19 Danley 185 105 SA.F.A.C. 105 104																																					
CHB Euron 5000F 97 90 1 19 Danley 185 105 SA.F.A.C. 105 104																																					
CHB Euron 5000F 97 90 1 19 Danley 185 105 SA.F.A.C. 105 104																																					
CHB Euron 5000F 97 90 1 19 Danley 185 105 SA.F.A.C. 105 104																																					
CHB Euron 5000F 97 90 1 19 Danley 185 105 SA.F.A.C. 105 104																																					
CHB Euron 5000F 97 90 1 19 Danley 185 105 SA.F.A.C. 105 104																																					
CHB Euron 5000F 97 90 1 19 Danley																																					

## PUBLICITÉ FINANCIÈRE

**Renseignements :**  
**46-62-72-67**

## Hors-cote

to Energy	284
	50
order	3 98
	615
	338
	311

### Cote des Changes

## Marché libre de l'or

MARCHE OFFICIEL.	COURS préc.	COURS 21/8	COURS DES BILLETS		MONNAIES ET DEVICES	COURS préc.	COURS 21
			achat	vente			
Euro Unif (100 frs)	4 930		47	52			
Euro Unif (100 frs)	6 986			54			
Allemagne (100 dm)	389 450		328	342	Or fin 500 en barre	53800	53800
Belge (100 frs)	1 450		16	19	Or fin 100 g	54150	54150
Paye-Bas (100 fl)	301 140		290	310	Napoléon (200 fr)	328	328
Italie (100 lire)	4 445		83	91	Pièce Fr 10 fr.	398	
Grèce (100 dr)	67 620		9	8	Pièce Salles (20 fr)	319	319
G.L. Espagne (1 L)	9 468		31	34	Pièce Liria (20 fr)	320	320
Grèce (100 drachmes)	2 742		357	367	Souverain	1880	1880
Suisse (100 frs)	360 300		387	387	Pièce 20 dollars	3800	3800
Suède (100 kr)	2 130		5	5	Pièce 10 dollars	930	940
Norvège (100 kr)	85 980		6	6	Pièce 5 dollars	525	
Portugal (100 esc)	48 220		4	4	Pièce 50 pesetas	2085	2085
Espagne (100 pes)	5 294		3	3	Pièce 10 florins	323	323
Portugal (100 esc)	3 895						
Canada (50 c)	4 130						
Japon (100 yens)	3 894						

Gay Daggers	403	400	Spangas Frontiers	14612 56	14404 65	Parish Capitalism	1437 88	1457 83	UAP Moven Termor	139 53	134 49
Locators de Mochle	166		Spangas-Like	1221 96	1192 18	Parish Capitalism	117 89	1167 80	UAP Moven Termor	10744 12	10055 78
Mochle	1050		Spangas-Like	1041 21		Parish Capitalism	224 23	219 83	UAP Moven Termor	126 26	125 26
Partido Periodo	50		Spangas-Like	9438 94	9438 94	Parish Capitalism	589 82	598 08	UAP Moven Termor	1038 84	101 31
Partido Periodo	40		Spangas-Like	584 90	577 57	Parish Capitalism	1416 51	1397 75	UAP Moven Termor	1281 27	1286 92
Partido Periodo	222 10	222 30	Spangas-Like	1008 70	971 38	Parish Capitalism	7330 88	7366 27	UAP Moven Termor	1370 07	1376 19
Partido Periodo	1002		Spangas-Like	1127 20	1098 71	Parish Capitalism	8834 06	8817 66	UAP Moven Termor	240 52	240 52
Partido Periodo	1600		Spangas-Like	5881 38	5781 33	Parish Capitalism	910 31	895 46	UAP Moven Termor	1164 10	1136 75
Partido Periodo	0 40		Spangas-Like	6126 25	6024 23	Parish Capitalism	2212 43	2212 43	UAP Moven Termor	1779 84	1780 43
Partido Periodo	233		Spangas-Like	14700 63	14700 63	Parish Capitalism	6713 39	6713 39	UAP Moven Termor	2087	2086 43
Partido Periodo	1200		Spangas-Like	2100 97	2100 97	Parish Capitalism	10723 76	10713 06	UAP Moven Termor	54319 14	54322 98
Partido Periodo	8		Spangas-Like	280 81	280 29	Parish Capitalism			UAP Moven Termor		
Partido Periodo	103 70		Spangas-Like	103 70	100 66	Parish Capitalism			UAP Moven Termor		

o: coupon détaché - o: offert - d: drak détaché - d: darréens - d: prix précédents - m: marché continu

c : coupon détaché - o : offert - " : droit détaché - d : demandé - p : prix précédent - M : marché continu











A Chaumont et à Lyon

## Deux nouvelles inculpations pour importation illégale d'ordures

Deux nouveaux suspects ont été inculpés, jeudi 20 août, dans des trafics d'ordures venant d'Allemagne, et écroués. Le premier, M. Marius Penreux, soixante-quatre ans, propriétaire de la déchetterie de Neuilly-sur-Seine (Haute-Marne) où l'on a récemment découvert des résidus illégalement importés, s'est présenté spontanément au parquet de Chaumont. Il a été inculpé, nous signale notre correspondant Lionel Thomassin, d'exploitation d'installation classée sans autorisation et d'importation de déchets portant atteinte à la santé. M. Penreux a été écroué à Vesoul, et des soixantes ont été apposés à l'entrée de sa carrière.

Le parquet de Chaumont, qui centralise l'instruction des différentes affaires d'importation frauduleuse de résidus, pourrait prononcer de nouvelles inculpations et s'appuyer à déléguer des commissions rogatoires permettant aux gendarmes de Haute-Marne d'aller enquêter en Allemagne.

La deuxième personne, M. Bernard Jonnery, qui a été interpellé jeudi 20 août à Lyon, appartient à la société Concorde international, dont le directeur est déjà sous les verrous.

### M. Jack Lang invité du «Grand Jury RTL-le Monde»

M. Jack Lang, ministre de l'éducation nationale et de la culture, animateur de la campagne gouvernementale en faveur du «oui» au référendum du 20 septembre, sera l'invité de l'émission hebdomadaire «Le Grand Jury RTL-le Monde», dimanche 23 août, de 18 h 30 à 19 h 30.

M. Lang répondra aux questions de Patrick Jarnieu et de Jean-Pierre Langellier du Monde, et de Richard Arz et Isabelle Torre de RTL, le débat étant dirigé par Henri Marquet.

## SONNAIRE

### LES FINS D'EMPIRES

28 - Quatre disparus de la Grande Guerre..... 2

### ÉTRANGER

La confédération franco-allemande : la coordination franco-allemande 3  
Nouvelle journée de combats à Sarajevo..... 3  
La convention républicaine à Houston..... 4  
Irak : Bagdad s'oppose à la mise en place par les Occidentaux de la zone d'exclusion dans le sud du pays..... 5  
Congo : les résultats de l'élection présidentielle..... 5

### POLITIQUE

La préparation du référendum du 20 septembre : M. Juppé estime que le pouvoir est en proie à la panique ; M. Leroy veut faire de la fête de l'Humanité un « forum du non » ; Répondant à M. Balleur, M. Séguin ne craint pas un éclatement de l'opposition..... 6

### COMMUNICATION

Alors que trois autres groupes sont intrigués, la maison mère de l'Express discute de son entrée dans le capital du Point..... 6  
L'imprimerie de Bernay décide de fabriquer les journaux de M. Aycha, sous la protection des forces de l'ordre..... 6

### SOCIÉTÉ

Le garde des sceaux annonce la création de 730 emplois dans l'administration pénitentiaire..... 7  
Le détenu meurtrier du surveillant de Rouen placé en hôpital psychiatrique..... 7  
POINT/Élimination des déchets..... 8

### CULTURE

Au Musée d'art contemporain de Lausanne, une exposition explore les avatars modernes du corps. 13  
L'été festival : à Bussang, un siècle d'utopie ; à Salzbourg, la Philharmonie de Vienne au-delà de sa légende..... 13  
La mort du pianiste et compositeur Jean Hubeau..... 13

### ÉCONOMIE

La Bourse et les sondages..... 16  
Turbulences sur les marchés des changes..... 16  
La Vie chère retourne dans le giron de Bernard Tapie France..... 15  
Une nouvelle cure d'austérité pour Charles Jourdan..... 15

### SANS VISA

Rebelle, le vengeur de mort • Coup d'œil : En terrasse • Les écoles, le tabac, les jeux..... 9 à 12

### Services

Abonnements..... 14  
Cartes..... 18  
Jeux..... 12  
Loto, TAO-tac..... 19  
Marchés financiers..... 16 et 17  
Météorologie..... 18  
Pâtisseries..... 18  
Radio-télévision..... 14  
Spectacles..... 14  
Week-end d'un chinois..... 18

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 21 août 1992 a été tiré à 471 686 exemplaires.

## Demain dans «Le Monde»

### «Heures locales» : Ré, l'île où les vélos sont rois

Pour corriger les effets du pont qui relie l'île de Ré au continent, les élus locaux ont misé sur les pistes cyclables. Le succès est tel qu'il pose à son tour des problèmes inattendus.

### «Chez les peintres» : Alberola le fugitif

Dans l'atelier dont il tient l'adresse secrète, Jean-Michel Alberola parle de sa peinture «normale», inspirée par le monde et l'histoire d'aujourd'hui, et définit sa place singulière face à l'art contemporain.

## La refonte des institutions

## Entente constitutionnelle au Canada sur les droits des Amérindiens

### MONTREAL

#### correspondance

Les dirigeants du Canada se sont entendus, jeudi 20 août, sur l'acceptation des Amérindiens à une certaine autonomie gouvernementale, franchissant ainsi un nouveau pas, au troisième jour de leurs négociations sur une réforme constitutionnelle. Comme celui conclu la veille sur la refonte des institutions parlementaires fédérales (le Monde du 21 août), cet accord est «provisoire» et devra s'insérer dans une entente constitutionnelle globale. Les premiers ministres des dix provinces, le premier ministre fédéral, M. Brian Mulroney, les représentants des territoires et des peuples autochtones devaient discuter ce

vendredi du partage des pouvoirs entre l'Etat fédéral et les provinces.

Sur l'autonomie amérindienne, ils ont entériné mais strictement banni le compromis auquel étaient parvenus le 7 juillet les représentants des neuf provinces anglophones, d'Ottawa, des Amérindiens et des Inuits. Leur projet reconnaissait aux peuples autochtones un droit à l'autonomie et prévoyait une période de cinq ans pour définir ce droit et ses modalités d'exercice, par voie de négociations entre les peuples et les gouvernements fédéral et provinciaux. Passé ce délai, les autochtones pouvaient demander aux tribunaux de trancher.

Le Québec n'avait pas participé aux travaux du 7 juillet, puisqu'il

n'est revenu que début août à la table des négociations constitutionnelles qu'il boycottait depuis deux ans. Ce nouveau droit consenti aux autochtones inquiétait fortement la Belle Province, qui y voyait une menace pour son intégrité territoriale et pour ses projets hydroélectriques dans le Grand Nord. Elle s'inquiétait aussi, de même que Terre-Neuve, du risque de judiciarisation du processus. «Les tribunaux sont faits pour interpréter les lois et non pour les écrire», a souligné le premier ministre québécois, M. Robert Bourassa.

### Une communauté de 600 000 personnes

Pour apaiser ces inquiétudes, les chefs autochtones ont accepté que soit mieux encadrée l'action des tribunaux, qui devaient, en dernier recours, respecter les principes suivants : les gouvernements amérindiens auront une compétence législative pour protéger et développer leurs cultures et leurs économies ; les lois amérindiennes devront être compatibles avec les lois fédérales et provinciales concernant l'ordre et la bonne marche des affaires publiques ; enfin, l'autonomie s'appliquera dans des limites territoriales existantes.

Le Canada, où la minorité amérindienne représente 600 000 personnes sur 27 millions d'habitants, ne compte pas moins de 603 «bandes» indiennes reconnues, vivant sur 2364 réserves, ce qui laisse présager des années de négociations.

M. D.

CATHERINE LECONTE

## Le procès des islamistes tunisiens est reporté d'une semaine

### TUNIS

#### de notre correspondant

Pour quelque obscure raison, le tribunal militaire de Tunis, qui examine depuis le 10 juillet l'affaire du «complot» dont est accusé le mouvement islamiste Ennahda, a reporté, jeudi 20 août, d'une semaine la suite de ses débats.

La défense venait de conclure ses plaidoiries et il ne restait plus à entendre que des déclarations des cent trente-quatre accusés présents dans le box, avant que le tribunal ne se retire pour délibérer, tandis que les membres du service d'ordre, le front coiffé d'un bandeau rouge, s'inquiétaient de l'éventuelle présence d'«agents» du régime.

Agé de trente-quatre ans, Tavio Amorin, secrétaire général du Parti socialiste panafricain (PSP), avait été arrêté le 23 juillet, en plein Lomé, par un policier - dont on n'a toujours pas réussi à retrouver la trace. Enrôlé dans le service d'ordre, le front coiffé d'un bandeau rouge, s'inquiétaient de l'éventuelle présence d'«agents» du régime.

### LOME

#### de notre envoyé spécial

C'est dans une atmosphère tendue que se sont déroulés, jeudi 20 août, en présence de plus de dix mille personnes, les funérailles de l'opposant Tavio Amorin. Tout autour de la maison familiale, transformée en chapelle ardente, les jeunes radicaux du MO5 (Mouvement du 5 octobre, en référence aux premières manifestations violentes en faveur de la démocratie, le 5 octobre 1990) procédaient à des fouilles minutieuses, tandis que les membres du service d'ordre, le front coiffé d'un bandeau rouge, s'inquiétaient de l'éventuelle présence d'«agents» du régime.

La tentative d'assassinat, perpétrée, en début de semaine, contre le ministre des mines (le Monde du 19 août) ne fut qu'un prélude à la psychopée. Depuis l'attentat contre M. Ghilchrist Olympio, le 5 mai, les hommes politiques sont convaincus de l'existence d'un plan d'élimination physique visant les contestataires du régime. «Les extrémistes de l'armée vont nous tuer un par un», assure l'un d'eux.

La décision du gouvernement, prise mercredi de reporter le référendum constitutionnel (initialement prévu dimanche 23 août) n'a donc pas surpris grand monde. Outre les problèmes techniques - les cartes d'électeurs n'ont pas encore été distribuées - les organisateurs redoutaient un coup de force militaire. Les menaces à peine voilées, reconnues lentes par le Rassemblement populaire du Togo (RPT, ex-parti unique),

ne font que renforcer ces craintes. Il est «hors de question d'accepter une opération illégale à tous égards», avait prévenu le RPT.

La frange modérée de l'opposition a entériné cette décision, sans état d'âme. «Nous soutenons un référendum consensuel», reconnaît M. Edem Kodjo, président de l'Union togolaise pour la démocratie (UTD). Tous les acteurs politiques s'y emploient, dans le cadre d'une commission primaire, regroupant les huit principaux partis et des proches du général Eyadéma.

Un compromis semble se dessiner, visant à assurer une plus grande participation du chef de l'Etat (réduit à un rôle protocolaire depuis la conférence nationale) aux affaires du pays, une meilleure représentation de sa «sensibilité», et la prolongation de la période de transition (qui devait s'achever le 28 août) de quatre mois. «C'est le prix à payer pour éviter la guerre civile», résume, non sans ambiguïté, un responsable de l'opposition.

JEAN-KARIM FALL

### Selon un expert français

## Les capacités militaires des Khmers rouges sont surestimées

### ABANYAPRATHET

#### de notre envoyé spécial

«Les Khmers rouges sont incapables de faire face à un million d'armes de guerre», déclare l'expert français Christophe Peschoux. C'est pour cette raison qu'ils verrouillent leurs zones. C'est pour cette raison qu'ils ont peur de la déstabilisation des forces en présence. Il se prononce sur la base de données recueillies récemment sur la frontière entre la Thaïlande et le Cambodge, notamment dans les camps de réfugiés khmers.

Les civils regroupés dans les deux bastions adossés à la frontière thaïlandaise que les Khmers rouges ont constitués dans le Nord (région de Preah Vihear) et dans l'Ouest (de Pailin à Koh-Kong) souhaitent s'enfuir. «Un déserteur, qui a pu rejoindre avec sa famille l'un des camps de Thaïlande, me l'a confirmé il y a quelques jours. Les gens voudraient partir, dans leur grande majorité, mais la police militaire des Khmers

rouges les en empêche», rapporte Christophe Peschoux. A ses yeux, les dirigeants khmers rouges ne peuvent plus envisager une cohabitation avec quiconque, comme s'ils pouvaient y perdre leur identité et, bien entendu, leur autorité sur leurs troupes. En outre, «on surestime leurs capacités». «Dans le Nord comme ailleurs, ils ont beaucoup de mal à remobiliser les gens qu'ils ont récemment démobilisés sur place», ajoute-t-il.

Christophe Peschoux confirme que, en dehors de leurs deux principaux bastions, ils sont présents un peu partout mais que «cette présence s'affaiblit». Que faire ? «Il faut les écouter, faire la part du rationnel et du délire dans leurs demandes». Mais il n'exclut pas que la direction khmère rouge tente un coup de force pour enrayer l'affaiblissement du mouvement.

Une illustration de ce propos est fournie en ce moment précis : tandis que Japonais et Thaïlandais essaient une nouvelle fois, à Bangkok, d'obtenir des concessions des Khmers rouges, un porte-parole de l'ONU à Phnom-Penh leur a attribué le massacre de huit civils vietnamiens per-

pétré le 21 juillet dans la province de Kampot. Tout se passe comme si, sur le terrain, ils tentaient de provoquer le chaos tout en s'affirmant, autour de la table de négociations, prêts à faire preuve de moins d'intensité.

J.-C. P.

(1) Auteur des «Mouvements Khmers rouges», L'Harmattan (le Monde du 8 août)

M. Tascas en visite à Hanoi, Phnom-Penh et Vientiane. - M. Catherine Tascas, secrétaire d'Etat à la francophonie et aux relations culturelles extérieures, se rend en voyage officiel dans les trois Etats indochinois (Vietnam, Cambodge, Laos) du vendredi 21 août au mercredi 2 septembre. A cette occasion, plusieurs accords de coopération seront signés avec ces pays qui participent de plus en plus activement au mouvement francophone international. M. Tascas annoncera plusieurs projets de coopération dans les domaines de la santé, de l'agriculture et de l'enseignement ainsi qu'une nouvelle contribution française à la restauration des temples d'Angkor.

## En progrès de 13,3 % en trois jours

## La Bourse de Tokyo s'envole

En l'espace de trois jours, la Bourse de Tokyo vient de regagner 13,3 %. L'indice Nikkei est repassé successivement au-dessus des 15 000 et 16 000 points, qui semblaient encore totalement inaccessibles en début de semaine. Une reprise qui est allée crescendo avec des hausses de 2,4 % mercredi, 4,2 % jeudi et 6,2 % vendredi (lire page 16).

Le gouvernement japonais est apparemment en train de gagner son pari et de réussir à enrayer la spirale infernale qui conduisait le Rabuto-cho toujours plus bas. Accueillies avec scepticisme, les mesures d'urgence de soutien aux banques et aux marchés financiers, annoncées mardi 18 août - après un nouvel effondrement de la Bourse - par le ministre des finances japonais, M. Tsutomu Hata, ont réussi à restaurer une certaine confiance. La fameuse discipline nipponne a fait le reste. Les investisseurs institutionnels ont strictement obéi depuis trois semaines aux consignes gouvernementales de ne plus vendre de titres.

«La hausse s'alimente en quelque sorte d'elle-même. Elle conduit les vendeurs à découvrir, les plus pessimistes d'abord, plusieurs semaines sur l'évolution de la Bourse, à se couvrir et à changer totalement de stratégie», explique un opérateur.

Passé ce sursaut spéculatif, la reprise de la Bourse pourrait être alimentée par l'annonce détaillée du plan de relance budgétaire, la semaine prochaine. Car une remontée durable du marché japonais ne sera possible qu'avec une reprise de la croissance. Elle seule pourra permettre aux entreprises japonaises d'améliorer à nouveau leurs profits.

E. L.

## M. Curien défend le programme spatial européen

«J'ai été l'incarnation d'Hermès, ne comptez pas sur moi pour en être le fils», a déclaré le ministre de la recherche et de l'espace, M. Hubert Curien, interrogé sur les incertitudes pesant sur l'avenir de l'avion spatial européen, mercredi 19 août, lors d'une réception donnée en l'honneur de la récente mission franco-russe Auroras. «Il n'y a aucune raison de faiblir dans notre détermination à poursuivre de grands programmes spatiaux dans le cadre européen. Il faut continuer le développement de lanceurs et de satellites et il n'est pas question de mettre la pédale douce sur les programmes d'observation de la Terre», a-t-il ajouté, en précisant qu'il n'oublierait pas «les programmes de vols habités».

## Etoiles filantes en direct

Après le succès remporté l'année dernière par la première Nuit des étoiles filantes, la Société astronomique de France (SAF) et la Cité des sciences de la Ville-lette ont décidé de recommencer l'opération. Lunettes et télescopes à l'appui, astronomes amateurs et scientifiques se sont donné rendez-vous dans la nuit du 21 au 22 août, principalement sur trois sites d'observation : à Gournay-sur-Artois (Nord de la France), à l'observatoire du pic du Midi et à Paris, où quinze télescopes ont été installés sur le parvis de l'Hôtel de Ville pour observer la planète Saturne et ses satellites.

Retransmise en direct sur Antenne 2 et France-Inter de 22 h 15 à 2 h 15, cette très médiatique fête du ciel a lieu dans plus de cent villes de France (1). Les étoiles, sèches, auront pris quelque liberté avec la cérémonie : c'est entre le 9 et le 14 août qu'elles sont les plus nombreuses à filer dans notre ciel ; période durant laquelle la Terre traverse la constellation des Perséides.

Ca. V.

(1) Renseignements sur Minilid, 36-15 code A2.